

PRÊTS À AFFRONTER LA TURBULENCE

Rapport Annuel 2020





CC-295 de l'Aviation Royale Canadienne

« Notre profil unique équilibré de s'est avéré très précieux pour notre croissance dans l'industrie aérospatiale. Mais nul doute qu'il sera d'autant plus critique pour notre capacité de traverser la tempête et de nous sortir plus rapidement et plus fort de cette période de ralentissement. »

MARTIN BRASSARD, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION



À PROPOS DE HÉROUX-DEVTEK

- Héroux-Devtek Inc. (dont les actions sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole HRX) est un fournisseur international de produits aérospatiaux qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composants critiques destinés au marché mondial.
- Héroux-Devtek, dont le siège social est situé au Québec, au Canada est le troisième fabricant en importance de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale. La Société approvisionne des clients de premier plan de l'industrie aérospatiale, qui exercent leurs activités dans le secteur commercial et le secteur de la défense.
- Non seulement capable de fabriquer des systèmes complets et des composants de trains d'atterrissage sur spécifications, Héroux-Devtek s'est également bâti une solide réputation pour sa capacité à offrir du soutien et des services pour les systèmes et les composants de trains d'atterrissage pour un vaste éventail d'avions militaires et civils, y compris plusieurs avions qui ne sont plus en production. Les services offerts comprennent l'entretien, la réparation et la révision, l'approvisionnement en pièces de rechange, l'administration des garanties et les services d'assistance, les publications techniques ainsi que le soutien et la formation techniques sur place.
- Fondée en 1942, Héroux-Devtek compte à l'heure actuelle quelque 1 950 employés spécialisés dans ses 18 centres d'excellence situés au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Espagne.
- Héroux-Devtek est reconnue pour ses idées avant-gardistes, ses réalisations en matière d'intégration de systèmes, ses prouesses technologiques, son service de classe mondiale et, surtout, l'excellence de son exécution.

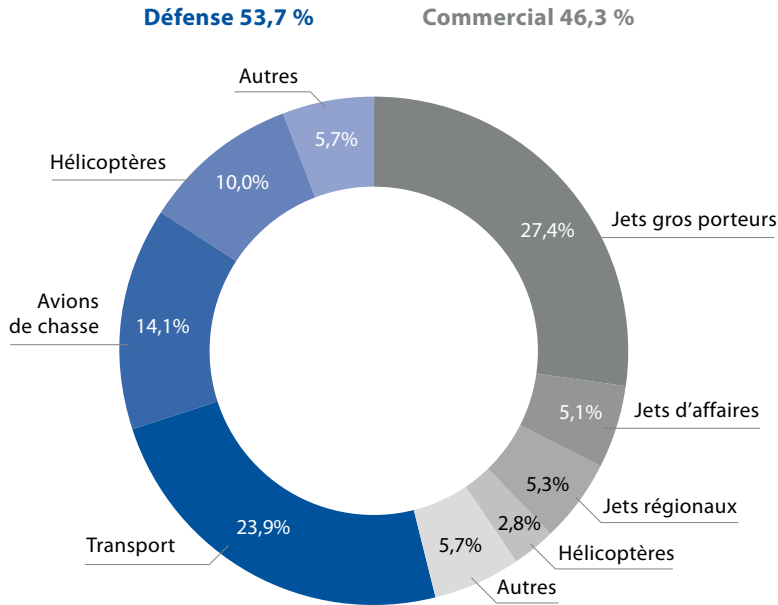




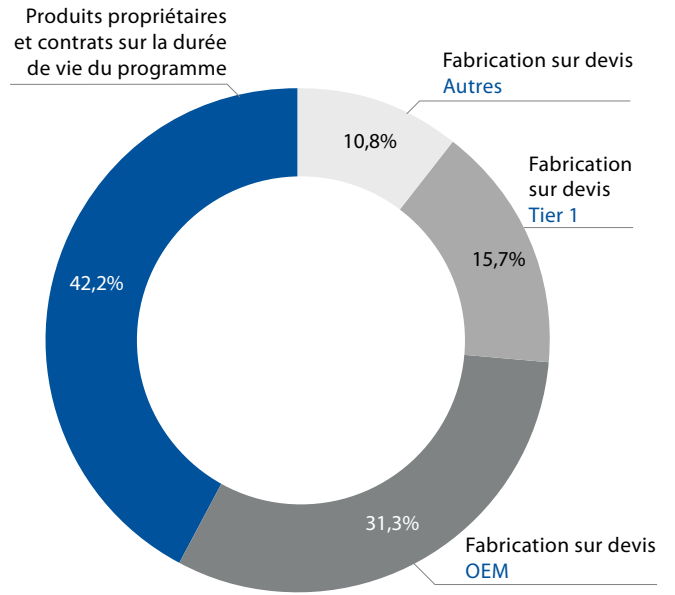
COMPOSITION DIVERSIFIÉE ET ÉQUILIBRÉE DES VENTES

(d'après les ventes de l'exercice 2020)

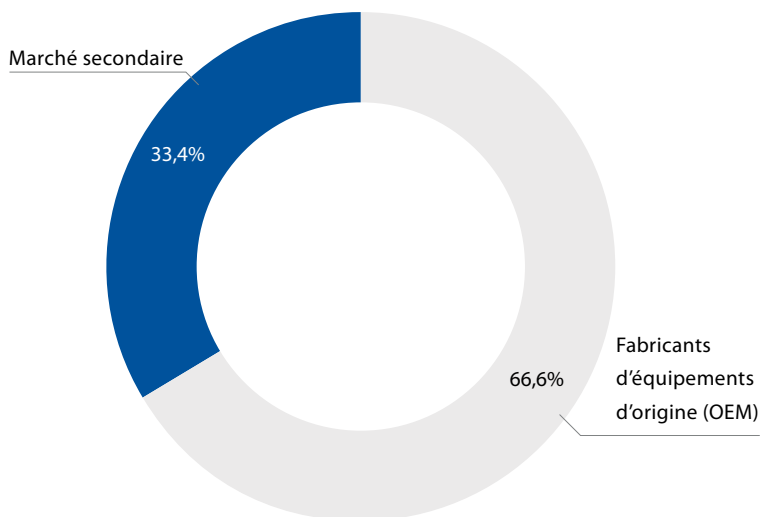
DÉFENSE ET COMMERCIAL



PRODUITS PROPRIÉTAIRES / FABRICATION SUR DEVIS



OEM / MARCHÉ SECONDAIRE



CLIENTÈLE DIVERSIFIÉE

La Société sert un vaste éventail de clients des divers marchés dans lesquels elle exerce ses activités, principalement des OEM et des fournisseurs de systèmes de deuxième niveau.

Ses clients comprennent notamment Airbus, BAE Systems, Boeing, Dassault Aviation, Embraer, Leonardo, Lockheed Martin, Safran Landing Systems, Northrop-Grumman, Saab, Sikorsky, Textron et le gouvernement américain.



FAITS SAILLANTS FINANCIERS

EXERCICES TERMINÉS LES 31 MARS

2020
2019
2018
2017
2016

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

(en millions de dollars, sauf les données par action et les ratios)

Ventes	613,0	483,9	386,6	406,5	406,8
Résultat opérationnel (perte)	(30,1)	37,2	23,4	35,6	37,8
Résultat opérationnel ajusté ⁽¹⁾	52,5	41,6	30,3	35,9	39,3
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	96,2	74,2	56,9	61,4	64,1
Résultat net (perte)	(50,7)	26,2	13,7	31,8	26,6
Résultat net ajusté ⁽¹⁾	35,7	30,4	24,2	26,4	27,7
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	52,6	70,0	56,1	56,1	6,8
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	30,3	58,6	50,8	33,0	(66,3)
Carnet de commandes fermes	810,0	624,0	466,0	405,0	460,0

SITUATION FINANCIÈRE

Trésorerie et équivalents de trésorerie	45,8	35,1	93,2	42,5	19,3
Fonds de roulement	205,4	173,1	201,9	165,1	150,5
Total de l'actif	898,8	872,8	632,2	607,3	609,4
Dette à long terme ⁽²⁾	292,7	263,3	132,0	134,8	147,2
Capitaux propres	349,4	404,1	379,0	355,9	331,1

DONNÉES PAR ACTION

Bénéfice par action – de base et dilué (perte)	(1,38)	0,73	0,38	0,88	0,74
Bénéfice par action ajusté ⁽¹⁾	1,00	0,84	0,67	0,73	0,77
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué, en milliers)	36 363	36 437	36 332	36 284	36 119

RATIOS FINANCIERS

Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	15,7%	15,3%	14,7%	15,1%	15,7%
Ratio du fonds de roulement	1,95	1,93	2,86	2,58	2,34
Dette nette / capitaux propres ⁽³⁾	0,71	0,56	0,10	0,26	0,39

⁽¹⁾ Mesures non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour des définitions et un rapprochement aux normes IFRS les plus comparables.

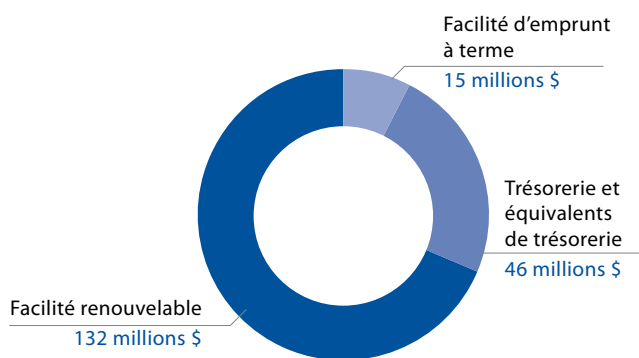
⁽²⁾ Incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés.

⁽³⁾ Défini comme la dette à long terme, incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

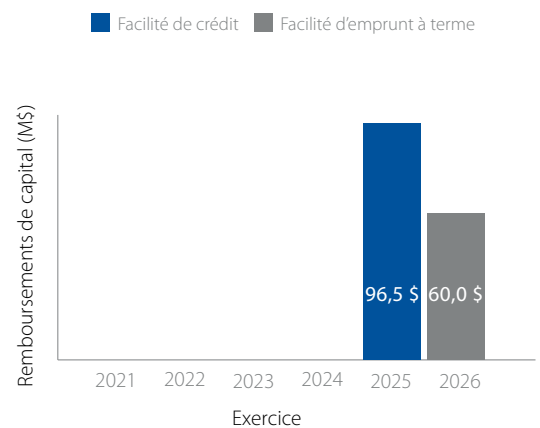
FAITS SAILLANTS FINANCIERS

UNE POSITION FINANCIÈRE SOLIDE POUR RÉSISTER AUX PÉRIODES DE TURBULENCES. DES LIQUIDITÉS DISPONIBLES, LA GÉNÉRATION DE FLUX DE TRÉSORERIE ET UN MEILLEUR PROFIL DES ÉCHÉANCES DE LA DETTE.

LIQUIDITÉS DISPONIBLES DE 193 MILLIONS DE DOLLARS AU 31 MARS 2020

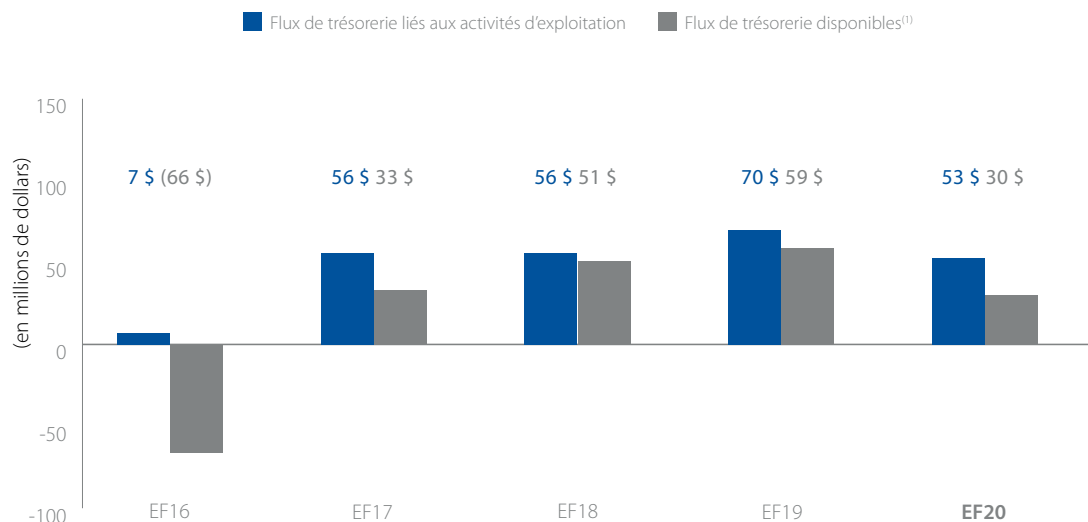


PROFIL DES ÉCHÉANCES DE LA DETTE



IMPORTANTES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions de dollars)



⁽¹⁾ Mesures non conformes aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » de la section Résultats d'exploitation du rapport de gestion pour des définitions et un rapprochement aux normes IFRS les plus comparables.



**PRÉSIDENT
EXÉCUTIF
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION
MESSAGE AUX
ACTIONNAIRES**

*EN MEILLEURE POSITION QUE JAMAIS
POUR FAIRE FACE À UNE CRISE D'UNE
AMPLEUR SANS PRÉCÉDENT*

Chers actionnaires,

À presque tous les égards, la crise que nous traversons à l'heure actuelle est la plus grave et la plus soudaine à avoir secoué l'industrie aérospatiale depuis le début des années 1980, à mon arrivée dans le secteur.

Le début des années 1990 a été particulièrement difficile pour l'industrie, qui a été touchée sur plusieurs fronts. La fin de la Guerre froide a entraîné une réduction importante des budgets de la défense de plusieurs superpuissances à l'échelle mondiale, tandis que la stagflation du début des années 1990 a donné lieu à une baisse de 27 % du transport commercial. L'industrie a ensuite amorcé une phase de consolidation, au cours de laquelle des fusions ont donné naissance à bon nombre des grandes entreprises de l'industrie aérospatiale qui sont les chefs de file du marché actuel.

Au début des années 2000, les événements du 11 septembre 2001 ont ébranlé l'industrie, le trafic aérien ayant chuté de 20 % en raison d'une diminution de la confiance des passagers et d'une augmentation des coûts des voyages aériens attribuable à l'accroissement des mesures de sécurité qui continuent d'être en vigueur aujourd'hui. Enfin, la crise financière de 2007-2008 a généré une baisse considérable de la demande de produits du secteur commercial du fait de la diminution du trafic aérien. Cette baisse a toutefois été de courte durée, car le super cycle qui s'était amorcé dans l'industrie aérospatiale après la reprise du marché en 2003 a duré 18 ans, jusqu'à ce que la pandémie actuelle y mette un terme.

**POURQUOI LA CRISE ACTUELLE EST DIFFÉRENTE
POUR HÉROUX-DEVTEK**

En comparaison, l'ampleur de la crise actuelle est considérablement plus importante. Le trafic aérien a pratiquement cessé en avril, le trafic de passagers ayant dégringolé de 95 % par rapport au taux d'avril 2019; l'International Air Transport Association (IATA) prévoit à l'heure actuelle une baisse globale de 48 % en 2020 en regard de 2019.

Les mesures adoptées par les gouvernements pour stopper la propagation de la COVID-19, comme la fermeture des frontières, sont responsables de cette baisse drastique du trafic aérien. Privées d'une partie importante de leurs revenus, nombre de sociétés aériennes sont aux prises avec des difficultés financières, qui forcent plusieurs d'entre elles à reporter les commandes d'avions commerciaux neufs. Ces reports, en particulier dans le secteur des avions commerciaux gros porteurs, ont eu une incidence sur les OEM, qui à leur tour ont dû réduire leur cadence de production de plus de 40 %.

Au-delà des difficultés qu'éprouve le secteur des avions commerciaux, les dépenses dans le secteur de la défense devraient demeurer solides au cours de l'année à venir, grâce notamment à la croissance prévue dans le segment des avions de chasse. Notre présence sur ce marché contribuera à soutenir nos activités pendant la reprise du marché commercial.



Bien que nous soyons confrontés à une crise plus importante, Héroux-Devtek n'est pas la même entreprise qu'elle était lorsque nous avons fait face à ses défis antérieurs. Notre croissance des dernières années nous a incités à apporter plusieurs modifications importantes qui me convainquent que nous serons en mesure de surmonter le ralentissement actuel, de continuer de générer des flux de trésorerie disponibles robustes et de préserver en grande partie notre rentabilité dans chacune de nos unités d'exploitation.

Aujourd'hui, nous commercialisons des trains d'atterrissage complets et des actionneurs, plutôt que des composantes de trains d'atterrissage comme avant. Par conséquent, nous servons directement les OEM, ainsi que des fournisseurs clés de premier niveau, ce qui, avec la complexité accrue de notre produit, réduit notre vulnérabilité au rapatriement potentiel par les clients. Nous tirons actuellement 40 % de nos ventes de produits dont nous détenons les droits de propriété intellectuelle.

En outre, la diversité des produits que nous fabriquons, qui sont utilisés pour plusieurs types d'avions des marchés de la défense et de l'aviation commerciale, et notre présence en Amérique du Nord et en Europe nous permettent de rejoindre un marché plus large et nous donnent accès à tout un éventail de clients. Notre carnet de commandes fermes, qui a atteint 810 millions de dollars à la fin de l'exercice, dont les deux tiers sont liés au secteur plus stable de la défense, l'illustre bien.

FACE À L'ADVERSITÉ : LA RÉSILIENCE, UNE DE NOS VALEURS DE BASE

La résilience des membres de notre équipe de direction et de nos employés a été historiquement un attribut distinctif de la culture que nous avons bâtie. La résilience, l'une de nos valeurs fondamentales, nous a aidés à traverser les récessions et les périodes de ralentissement dans le passé. Chaque fois, notre organisation en a émergé plus forte et plus expérimentée.

La COVID-19, qui a provoqué des bouleversements d'une étendue et d'une ampleur sans précédent, exige le recours à la même approche rigoureuse de prise de décisions proactive, de planification minutieuse et de résilience. Les mesures concrètes et décisives prises par la direction pour ajuster la capacité de production, réduire les coûts et avoir accès à des liquidités solides en sont une preuve claire.

Grâce aux pratiques de gouvernance rigoureuses et à l'expertise multidisciplinaire exceptionnelle des membres du conseil, nous continuerons de surveiller les fluctuations du marché causées par la crise et serons prêts à agir pour tirer avantage des possibilités stratégiques qui se présenteront, y compris au moyen d'acquisitions.

UNE ÉQUIPE DE DIRECTION SOLIDE

Je veux remercier Martin Brassard, l'ensemble de l'équipe de direction et nos employés dévoués pour l'exercice exceptionnel qui vient de s'achever et pour les stratégies qu'ils ont déployées rapidement pour affronter la turbulence.

Je veux aussi remercier tous les membres du conseil d'administration pour leur soutien et la qualité de leur contribution au cours de l'exercice, ainsi que nos chers actionnaires pour leur confiance indéfectible.

Bien que nous ne puissions pas savoir avec certitude la vitesse à laquelle la demande de trafic-passagers reviendra à la normale, nous savons que Héroux-Devtek dispose d'une structure globale, d'une vision, d'une position sur le marché et d'une équipe qui sont meilleures que jamais à l'amorce de ce marché baissier.

GILLES LABBÉ

PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION



**PRÉSIDENT
ET CHEF DE
LA DIRECTION
MESSAGE AUX
ACTIONNAIRES**

*PRÊTS À AFFRONTER LES DÉFIS EN
PERSPECTIVE SUITE À UNE ANNÉE RECORD*

Chers actionnaires,

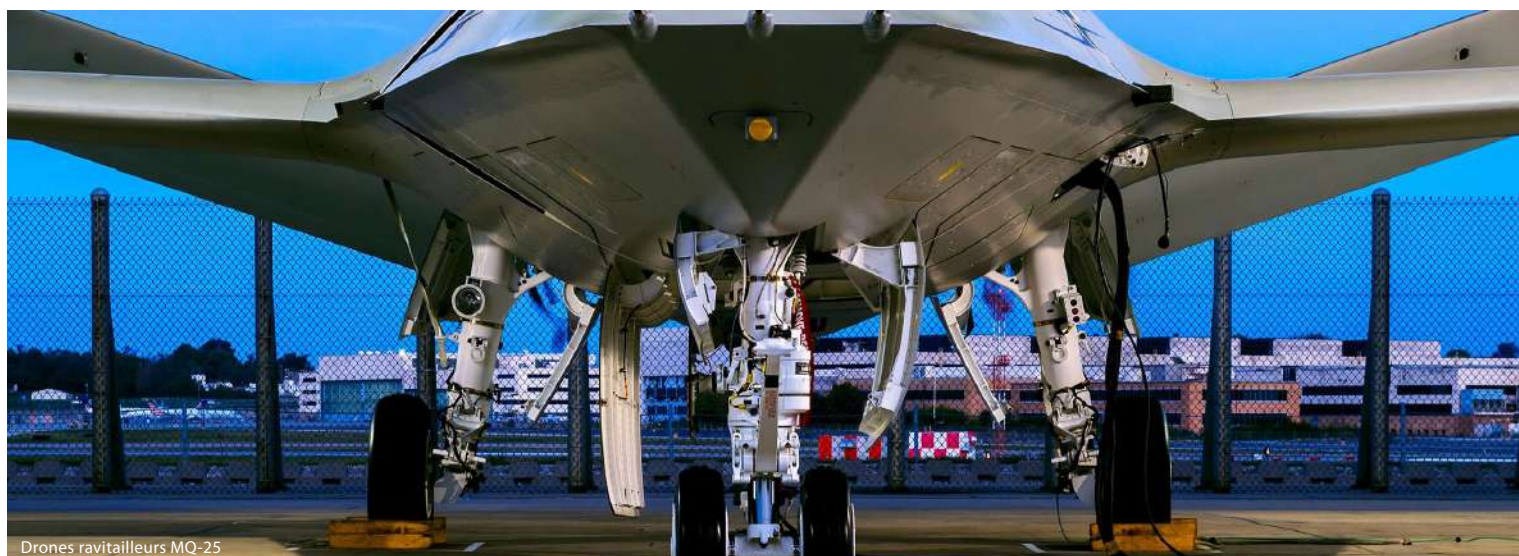
En juin 2019, j'ai eu l'honneur d'être nommé chef de la direction de Héroux-Devtek. La Société était très bien positionnée, avec des flux de trésorerie robustes et des commandes solides provenant de nos clients de l'industrie de l'aviation civile et du secteur de la défense des quatre coins du globe. Récemment, nous avons réalisé des acquisitions qui ont renforcé notre position dans nos marchés et ouvert la voie à de nouvelles possibilités d'expansion. L'exercice 2020 a également été marqué par une croissance solide à l'interne, de sorte que nos ventes ont atteint un sommet sans précédent de 613 millions de dollars, une augmentation de 26,7 % en un an.

Puis, la pandémie de COVID 19 a frappé, plombant comme jamais l'économie mondiale. L'industrie de l'aviation civile a été durement touchée, ce qui nous a obligés à réviser nos prévisions de croissance. Par conséquent, nous avons comptabilisé des charges de dépréciation hors trésorerie de 86 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une perte nette de 51 millions de dollars. Compte non tenu de ces charges, notre bénéfice par action a atteint un sommet de 1,00 \$, par rapport à 0,84 \$ à l'exercice précédent.

**LA NOUVELLE RÉALITÉ DE NOTRE INDUSTRIE
À L'ÈRE DE LA COVID-19**

En peu de temps, nous avons apporté des ajustements importants pour nous adapter à la nouvelle réalité. Notre Société a été considérée comme un service essentiel, de sorte que nous avons rapidement élaboré des mesures de sécurité pour protéger nos employés qui travaillaient pendant la pandémie. C'est en Espagne que les premières mesures ont été adoptées pour faire face à la COVID-19, où notre équipe locale a mis en place d'excellentes mesures de sécurité que nous avons pu reproduire dans nos 17 autres installations partout dans le monde. Grâce à notre rapidité de réaction et à l'efficacité de nos protocoles, je suis fier de confirmer que nous n'avons enregistré aucun cas de transmission du virus au sein de nos installations.

La pandémie a eu des répercussions énormes sur les sociétés aériennes commerciales, qui ont cloué au sol la grande majorité de leurs flottes et qui ont fait face à une dégringolade de 95 % de la demande au mois d'avril par rapport à l'an dernier. Nous avons dû ajuster notre capacité de fabrication en fonction des réalités du marché, et avons donc réduit de 10 % notre effectif et fermé notre installation de Montréal. Ces décisions difficiles nous permettront de maintenir une base de coûts concurrentielle et de préserver notre rentabilité alors que nous traversons la tempête.



Drones ravitailleurs MQ-25

TOURNÉS VERS L'AVENIR : PRÊTS À AFFRONTER LA TEMPÊTE

Quatre facteurs principaux font en sorte que Héroux-Devtek est en bonne position pour affronter la tempête et en émerger plus forte que jamais.

Tout d'abord, nous pouvons compter sur une situation financière solide et un bilan généralement sain. À la fin de l'exercice, nos liquidités s'établissaient à 195 millions de dollars, et nous prévoyons continuer de générer des flux de trésorerie positifs à l'exercice 2021. Par ailleurs, nous avons prolongé notre facilité de crédit renouvelable jusqu'en décembre 2024, ce qui nous procure la souplesse dont nous pourrions avoir besoin dans l'avenir.

Deuxièmement, notre carnet de commandes bien garni a atteint 810 millions de dollars, les deux tiers de ces commandes provenant du marché de la défense, un marché sur lequel, de l'avis général, la pandémie devrait avoir relativement peu de répercussions. Le carnet de commandes provenant du secteur de la défense est diversifié par segment et par région; il comprend des avions de chasse, des avions-cargos et des hélicoptères commandés par divers OEM d'Amérique du Nord et d'Europe.

Troisièmement, les ventes de produits liés à la défense devraient augmenter par rapport à l'exercice précédent, étant donné que nous amorçons la phase d'accélération de plusieurs nouvelles plateformes importantes pour Héroux-Devtek. Nous livrerons notre premier système de trains d'atterrissage principal F/A-18 à Boeing plus tard cette année, un programme qui présente de nombreuses possibilités, tant sur le plan des avions neufs que des besoins de services après-vente. Nous développons également le système complet de trains d'atterrissage pour le drone ravitailleur MQ-25.

De plus, nous nous attendons à une croissance attribuable à la mise en service de programmes, comme le CH-53K de Sikorsky et le Gripen E de Saab.

Quatrièmement, la profondeur et l'étendue des compétences de notre équipe de direction et de nos employés continueront de jouer un rôle clé dans la résilience et le succès de notre Société. Héroux Devtek a été fondée en 1942 et, depuis, ses employés ont toujours été son principal atout. Je saisis cette occasion pour remercier chacun d'eux pour leur dévouement, leur engagement et leur soutien.

EN CONCLUSION

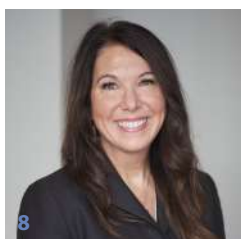
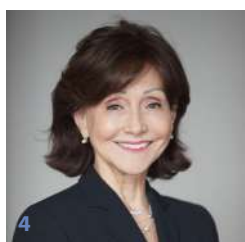
Prendre la relève de Gilles Labbé a été une grande leçon d'humilité. Héroux-Devtek est désormais le troisième fabricant de trains d'atterrissage en importance dans le monde et entretient de solides relations avec les fabricants d'avions, les gouvernements et les fournisseurs. Cet exploit est de toute évidence le résultat des efforts déployés par M. Labbé, du dur labeur de l'équipe de la haute direction et du dévouement des employés. Je veux remercier nos clients et nos fournisseurs pour les relations de confiance et de partenariat qu'ils entretiennent avec nous.

Enfin, je voudrais remercier les membres de notre conseil d'administration pour leur soutien indéfectible et pour la qualité de leurs conseils, alors que nous continuons de naviguer dans ce nouveau contexte de marché. Ensemble, nos employés et les membres de la direction et du conseil d'administration traverseront la tempête et en émergeront plus forts et meilleurs que jamais.

MARTIN BRASSARD
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration de Héroux-Devtek est composé de huit membres provenant de secteurs variés, dont l'industrie de l'aérospatiale et le monde des affaires, offrant une perspective globale fondée sur l'expérience aux membres de la direction.



1 Gilles Labbé

Président exécutif du conseil d'administration
Membre non indépendant du conseil depuis 1985

2 Nathalie Bourque

Administratrice de sociétés et consultante
Membre indépendant du conseil depuis 2015
Membre du comité d'audit

3 Martin Brassard

Président et chef de la direction
Membre non indépendant du conseil depuis 2019

4 Paule Doré

Administratrice de sociétés
Membre indépendant du conseil depuis 2010
Présidente du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

5 Louis Morin

Président, Busrel Inc.
Membre indépendant du conseil depuis 2008
Président du comité d'audit

6 James J. Morris

Administrateur de sociétés et consultant
Membre indépendant du conseil depuis 2013
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

7 Brian A. Robbins

Président exécutif, Exco Technologies Limited
Administrateur principal et membre indépendant du conseil depuis 2000
Membre du comité des ressources humaines et de régie d'entreprise

8 Beverly Wyse

Administratrice de sociétés et consultante
Membre indépendant du conseil depuis 2019
Membre du comité d'audit



Premier anniversaire de la clôture de l'acquisition de CESA

PILERS STRATÉGIQUES ET PRIORITÉS DE L'ENTREPRISE



FINANCIER

MAXIMISER LA VALEUR
POUR LES ACTIONNAIRES

- Saisir les possibilités de croissance même en période difficile
- Contrôler stratégiquement les coûts
- Dégager un levier d'exploitation
- Réduire l'endettement au bilan



OPÉRATIONNEL

METTRE L'ACCENT SUR L'EXCELLENCE

- Maintenir la meilleure feuille de route opérationnelle
- Demeurer des partenaires de choix pour les clients
- Exécuter avec excellence
- Mettre en œuvre des processus et des technologies de premier plan
- Tirer parti de notre situation de fournisseur mondial



EMPLOYÉS

FAVORISER NOTRE CULTURE
ENTREPRENEURIALE



- Résilience
- Respect
- Responsabilité
- Reconnaissance



CLIENTS

DÉPASSER LES ATTENTES

- Fiabilité
- Qualité
- Engagement
- Agilité

QUELQUES CONTRATS IMPORTANTS



SECTEUR COMMERCIAL

1 Boeing 777 et 777X

Héroux-Devtek fournit des systèmes complets de trains d'atterrissage et des pièces de rechange pour des jets commerciaux. En plus de livrer des avions Boeing 777 à des clients à l'échelle mondiale, Boeing a réalisé des progrès importants au chapitre de la mise en service prévue pour 2021 de son modèle 777X très attendu, lequel sera le plus grand biréacteur du monde. Le premier vol du Boeing 777X a été réalisé avec succès en janvier 2020 et, depuis cette date, d'autres jalons très importants ont été franchis.

2 F6X de Dassault

Héroux-Devtek fournit des systèmes de trains d'atterrissage pour le Falcon 6X de Dassault Aviation dans le cadre d'un contrat de conception et fabrication pour la durée du programme. Le Falcon 6X, dont l'autonomie est de 5 500 milles marins (10 186 km), est le jet le plus spacieux, le plus moderne et le plus agile de l'aviation commerciale.

SECTEUR DE LA DÉFENSE

3 CH-53K de Sikorsky

Héroux-Devtek fournit les systèmes de trains d'atterrissage du nouvel hélicoptère de transport lourd CH-53K King Stallion de Sikorsky dans le cadre d'un contrat de conception et fabrication pour la durée du programme. Le CH-53K, qui amorce à l'heure actuelle la phase finale du test de développement, qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 2020, sera l'hélicoptère de transport lourd le plus puissant jamais utilisé par le U.S. Marine Corps.

4 C-130J Super Hercules de Lockheed Martin

Conçu et commercialisé par Lockheed Martin, le C-130J Super Hercules est l'un des avions de transport militaire les plus largement utilisés, en particulier pour des missions humanitaires. Héroux-Devtek participe depuis plus de trois décennies au programme militaire de Lockheed Martin. Pour le C-130J, Héroux-Devtek fabrique et assemble les trains d'atterrissage destinés à la production mondiale de Lockheed Martin et fournit des pièces de rechange sur une période de cinq ans qui a commencé en janvier 2020.

5 F-18 de Boeing

Au début de l'exercice 2020, Héroux Devtek a conclu une nouvelle entente portant sur la fourniture des principaux trains d'atterrissage pour les avions F/A-18E/F Super Hornet de Boeing et sa version dérivée, le EA-18G Growler. L'entente prévoit la fourniture des pièces de rechange et des services après-vente. Le F-18 est un avion de combat multirôle de pointe et de prochaine génération. Les premières livraisons de lots d'unités sont prévues à la fin de l'année civile 2020.

6 Gripen E de Saab

Héroux-Devtek fournit les systèmes complets de trains d'atterrissage pour l'avion de combat Gripen E de Saab dans le cadre d'un contrat de conception et fabrication pour la durée du programme. Le contrat porte sur des commandes fermes de 96 avions Gripen E par les forces aériennes de la Suède et du Brésil. Le contrat prévoit également la fourniture de pièces de rechange. La production du Gripen E a commencé en 2019.

7 MQ-25 de Boeing

Au moment de sa mise en service, le MQ-25 sera le premier drone basé sur un porte-avions de la marine américaine. Le MQ-25, qui est une démonstration de prouesse technologique, a été conçu pour offrir une capacité de ravitaillement en vol. Le contrat de Héroux-Devtek appuie le programme de développement d'ingénierie et de fabrication de Boeing dont l'objectif initial est de fournir à la marine américaine quatre drones MQ-25 de sorte à atteindre une capacité opérationnelle initiale d'ici 2024. En avril 2020, la marine américaine a octroyé à Boeing un nouveau contrat visant l'acquisition de trois autres drones ravitailleurs MQ-25, ce qui porte le total du programme à sept drones.

VanderWolf Images - stock.adobe.com



4



7



5



3



6

CENTRES D'EXCELLENCE MONDIAUX

Au fil des ans, le développement en interne combiné à des acquisitions stratégiques a permis à Héroux-Devtek de se doter de la meilleure et de la plus solide capacité de production diversifiée de l'industrie avec ses 18 centres d'excellence localisés en Amérique du Nord et en Europe. En plus d'être idéalement situés à proximité des usines de nos partenaires et fournisseurs, nos sites sont souvent près des installations d'assemblage ou d'entretien de nos clients, ce qui simplifie les livraisons et permet d'offrir une expérience de service à la clientèle optimale.

CANADA

- 1 St-Hubert, Québec**
Conception, ingénierie et soutien technique. Savoir-faire technique et laboratoire d'essais à la fine pointe de la technologie
- 2 Longueuil, Québec**
Réparation et entretien, finition et assemblage des systèmes de trains d'atterrissage
- 3 Laval, Québec**
Fabrication et assemblage des actionneurs. Fabrication de composants de trains d'atterrissage de haute précision de petite à moyenne taille
- 4 Montréal (Anjou), Québec (Alta Précision)**
Fabrication de composants de trains d'atterrissage de petite à moyenne taille
- 5 Montréal (Pointe-aux-trembles), Québec (Tekalia Aeronautik)**
Services de traitement de surface
- 6 Kitchener, Ontario**
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de moyenne à grande taille
- 7 Cambridge, Ontario**
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes de très grande taille
- 8 Scarborough, Ontario**
Boîtiers électroniques, échangeurs thermiques et caissons



ÉTATS-UNIS

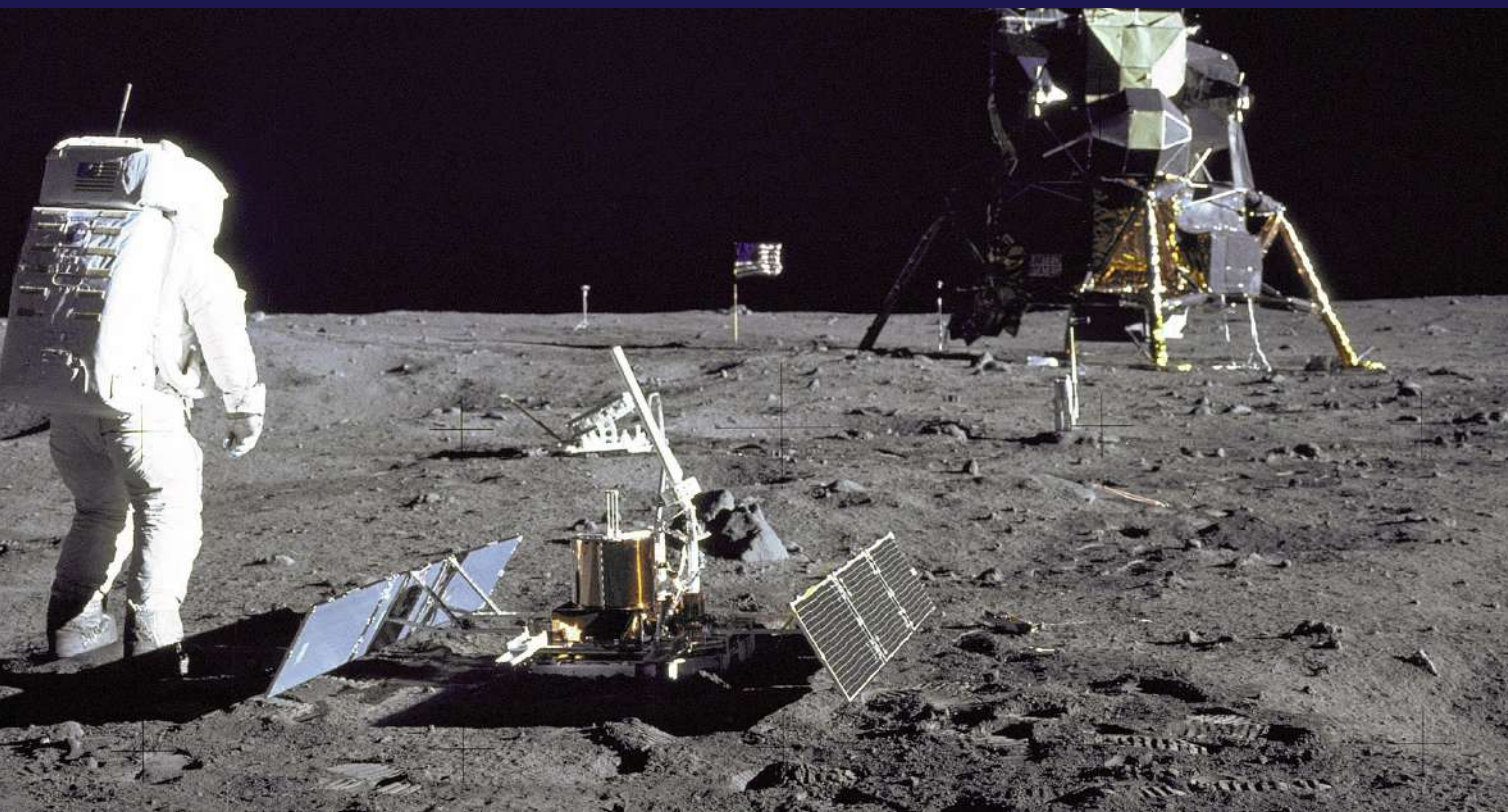
- 9 Strongsville, (Greater Cleveland), Ohio**
Finition et assemblage de trains d'atterrissage
- 10 Springfield, Ohio**
Fabrication de composants de trains d'atterrissage complexes et de composants en titane de moyenne à grande taille
- 11 Wichita, Kansas**
Réparation et entretien, et fabrication de composants et de systèmes hydrauliques
- 12 Everett, Washington**
Assemblage final des systèmes de trains d'atterrissage pour le Boeing 777/777X
- 13 Livonia, Michigan (Beaver Aerospace and Defence)**
Conception et fabrication de vis à rotule et de systèmes d'actionnement électromécaniques linéaires

ROYAUME-UNI

- 14 Nottingham, Nottinghamshire**
Fabrication de composants de trains d'atterrissage de petite et moyenne taille
- 15 Runcorn, Cheshire**
Réparation et entretien, finition et assemblage de trains d'atterrissage, soutien technique, essais et ingénierie de conception
- 16 Bolton, Westhoughton**
Conception, fabrication, assemblage et essai pour les applications de filtration de fluides

ESPAGNE

- 17 Seville (CESA – Compañía Española de Sistemas Aeronáuticos, S.A.)**
Assemblage et installation de composants d'avion sur les chaînes de montage des clients
- 18 Getafe (CESA – Compañía Española de Sistemas Aeronáuticos, S.A.)**
Conception, ingénierie, assemblage et soutien technique pour les trains d'atterrissage et les systèmes d'actionnement



CINQUANTE ANS SUR LA LUNE

L'année 2019 a marqué le 50^e anniversaire de la présence de Héroux-Devtek sur la lune, ou plutôt de la présence, sur la lune, d'un train d'atterrissage fabriqué par Héroux-Devtek. La NASA avait retenu les services de la Société, qui s'appelait alors Héroux Machine Parts Limited, pour qu'elle construise le train d'atterrissage du module lunaire qui est arrivé sur la lune avec à son bord Neil Armstrong et Buzz Aldrin.

La société a obtenu le contrat à la fin de 1965, un contrat d'une valeur de 350 000 \$. La commande visait la construction des jambes du train d'atterrissage du module lunaire, semblables à des pattes d'araignée. Les spécifications de la NASA étaient fondées sur le double rôle que devait jouer le train d'atterrissage. En plus de permettre au module lunaire d'atterrir sur la surface de la lune, le train d'atterrissage devait également servir de plateforme de lancement capable de propulser le module jusqu'à son point de rendez-vous.

En tout, l'équipe de Héroux-Devtek a livré 17 ensembles de quatre jambes pour quelque 15 modules lunaires. Les modules lunaires de toutes les missions Apollo étaient dotés du train d'atterrissage de Héroux-Devtek. Au total, six missions ont permis à des astronautes de se rendre sur la surface de la lune. Depuis plus d'un demi-siècle, les trains d'atterrissage utilisés pour ces missions se trouvent toujours à six endroits différents sur la lune.

Il a fallu une bonne dose d'ingéniosité pour concevoir et fabriquer les pièces demandées selon les spécifications très détaillées et précises de la NASA. Mais l'équipe de Héroux-Devtek a relevé le défi, témoignage de son expertise. Cette mission est devenue la carte de visite de la Société sur la scène internationale et continue aujourd'hui de faire partie de son ADN.

Pour marquer cet événement, Postes Canada a émis deux timbres-poste commémoratifs en l'honneur du 50^e anniversaire de la mission Apollo 11 et des Canadiens qui ont contribué au succès de ce moment historique.

ÉQUIPE DE DIRECTION

Gilles Labbé

Président exécutif du conseil d'administration

Martin Brassard

Président et chef de la direction

Stéphane Arsenault

Vice-président et chef de la direction financière

Jean Gravel

Vice-président, ventes et programmes

Stéphane Rainville

Vice-président, ressources humaines

Alexandre Verdon

Vice-président, développement des affaires

Patrick Gagnon

Vice-président, contrôleur corporatif

Julie Lapointe

Directrice, information financière

Olivier Perron

Directeur, fiscalité

Steve Plourde

Directeur, audit interne et gouvernance de l'entreprise

Jean-Philippe Sanche

Directeur affaires juridiques

ÉQUIPE DE LA DIRECTION DES OPÉRATIONS

Jack Curley

Vice-président, région du centre

Dominique Dallaire

Vice-président, région de l'est

Marc-Olivier Gagnon

Vice-président, soutien produits techniques

José Leal

Directeur général, CESA

Mike Meshay

Vice-président, Beaver, Magtron and Wichita

Daniel Normandin

Vice-président, ingénierie, assurance qualité et environnement

Gaétan Roy

Directeur général, région du Royaume-Uni







ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS / RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de la direction	22
Rapport de l'auditeur indépendant	23
États financiers consolidés	25
Notes aux états financiers consolidés	30
Note 1 Nature des activités et information sur la Société	30
Note 2 Base d'établissement	30
Note 3 Principales méthodes comptables	31
Note 4 Principales estimations et hypothèses comptables	41
Note 5 Acquisitions d'entreprises	43
Note 6 Ventes et carnet de commandes	46
Note 7 Aide gouvernementale	47
Note 8 Coût des ventes et frais de vente et d'administration	47
Note 9 Frais financiers nets	47
Note 10 Éléments non récurrents	48
Note 11 Bénéfice par action	48
Note 12 Stocks	49
Note 13 Instruments financiers dérivés	49
Note 14 Autres actifs	50
Note 15 Immobilisations corporelles	50
Note 16 Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	52
Note 17 Goodwill	54
Note 18 Comptes fournisseurs et charges à payer	55
Note 19 Provisions	55
Note 20 Dette à long terme	56
Note 21 Autres passifs	58
Note 22 Capital émis	58
Note 23 Cumul des autres éléments du résultat global	61
Note 24 Impôt sur le résultat	61
Note 25 Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	63
Note 26 Engagements	66
Note 27 Éventualités	66
Note 28 Variation nette des éléments hors trésorerie	67
Note 29 Information géographique	67
Note 30 Rémunération des principaux dirigeants	68
Note 31 Instruments financiers	68
Note 32 Gestion des risques financiers	69
Note 33 Gestion du risque lié au capital	72
Note 34 Événement postérieur à la date de clôture	72

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints de Héroux-Devtek Inc. (la «Société») sont la responsabilité de la direction et ont été examinés et approuvés par le conseil d'administration. Les états financiers consolidés ci-joints ont été dressés par la direction conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Le rapport de gestion a été préparé conformément aux exigences des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Les états financiers consolidés et le rapport de gestion renferment certains éléments fondés sur les meilleures estimations et jugements à l'égard de l'incidence prévue des événements et opérations actuels. La direction a établi ces éléments de manière raisonnable, afin d'assurer que les états financiers consolidés et le rapport de gestion donnent une image fidèle, à tous les égards importants. Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans les présents états financiers consolidés sont libellés en milliers de dollars canadiens.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière («CIIF») et des contrôles et des procédures de communication de l'information («CPCI») pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS, et que l'information importante liée à la Société leur a été communiquée et a été présentée de façon appropriée dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion ci-joints. Le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont aussi évalué l'efficacité des CIIF et des CPCI à la fin de l'exercice 2020. Au 31 mars 2020, la direction est d'avis que les CIIF et les CPCI fournissent une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les états financiers consolidés ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS et que l'information importante liée à la Société a été présentée adéquatement dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion. En outre, selon cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont établi qu'il n'existait aucune faiblesse importante des CIIF et des CPCI. Toutefois, en raison des limites qui leur sont inhérentes, des anomalies pourraient ne pas être prévenues ou détectées par les CIIF.

Conformément au Règlement 52-109, le chef de la direction et le chef de la direction financière de Héroux-Devtek Inc. ont fourni aux Autorités canadiennes en valeurs mobilières une attestation à l'égard des documents d'information annuels de Héroux-Devtek Inc., y compris les états financiers consolidés et le rapport de gestion.

Le conseil d'administration est chargé de veiller à ce que la direction s'acquitte de ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés et du rapport de gestion. Le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité d'audit. Le comité d'audit est nommé par le conseil d'administration, et tous ses membres sont des administrateurs indépendants possédant des compétences financières.

Le comité d'audit rencontre périodiquement la direction, ainsi que les auditeurs externes, afin d'examiner les états financiers consolidés, le rapport des auditeurs externes et le rapport de gestion, de discuter de questions d'audit et de questions de présentation de l'information financière, de discuter des CIIF et des CPCI, et de s'assurer que chaque partie s'acquitte adéquatement de ses responsabilités. En outre, le comité d'audit est chargé d'examiner la pertinence des méthodes comptables ainsi que des estimations et jugements importants qui sous-tendent les états financiers consolidés dressés par la direction, d'examiner les honoraires versés aux auditeurs externes et de faire des recommandations au conseil d'administration à cet égard. Le comité d'audit fait part de ses constatations au conseil d'administration pour qu'il en soit tenu compte lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion à l'intention des actionnaires.

Les états financiers consolidés ont été audités, au nom des actionnaires, par les auditeurs Ernst & Young, s.r.l./S.E.N.C.R.L., conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les auditeurs externes ont librement et pleinement accès au comité d'audit afin de discuter de leur audit et de questions connexes.



Martin Brassard
Président et chef de la direction



Stéphane Arsenault, CPA, CA
Vice-président et chef de la direction financière

Le 20 mai 2020

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

AUX ACTIONNAIRES DE HÉROUX-DEVTEK INC.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (le «groupe»), qui comprennent les bilans consolidés aux 31 mars 2020 et 2019, et les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés, les états des variations des capitaux propres consolidés et les états des flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe aux 31 mars 2020 et 2019, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés» du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait dans le présent rapport. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du présent rapport. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur le rapport annuel, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associé responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Wajih Chemali.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.¹

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.
Montréal (Québec)
Le 20 mai 2020

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A121006

BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Aux	Notes	31 mars 2020	31 mars 2019
Actif	20		
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		45 841 \$	35 128 \$
Comptes clients		112 558	115 431
Impôts à recevoir		1 291	2 393
Stocks	12	241 119	184 035
Instruments financiers dérivés	13	28	783
Autres actifs à court terme	14	21 213	21 349
		422 050	359 119
Immobilisations corporelles, montant net	3, 15	259 641	227 954
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	3, 16	64 047	69 377
Instruments financiers dérivés	13	3 498	5 816
Actifs d'impôt différé	24	19 698	14 575
Goodwill	17	120 773	189 012
Autres actifs à long terme	14	9 141	6 914
Total de l'actif		898 848 \$	872 767 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes fournisseurs et charges à payer	18	126 488 \$	117 990 \$
Provisions	19	27 679	26 972
Avances de clients et facturations progressives		34 885	21 919
Impôts à payer		1 403	1 911
Instruments financiers dérivés	13	9 321	2 134
Tranche à court terme de la dette à long terme	3, 20	16 857	15 066
		216 633	185 992
Dette à long terme	3, 20	272 760	245 240
Provisions	19	19 527	16 789
Instruments financiers dérivés	13	14 667	1 317
Passifs d'impôt différé	24	8 812	6 354
Autres passifs	21	17 001	12 977
		549 400	468 669
Capitaux propres			
Capital émis	22	79 757	79 676
Surplus d'apport		5 792	4 707
Cumul des autres éléments du résultat global	23	7 160	10 502
Résultats non distribués		255 221	307 101
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		347 930	401 986
Participations ne donnant pas le contrôle		1 518	2 112
		349 448	404 098
Total du passif et des capitaux propres		898 848 \$	872 767 \$

Engagements et éventualités (notes 26 et 27)

Événement postérieur à la date de clôture (note 34)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,



Louis Morin
Administrateur



Gilles Labbé
Administrateur

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2020	2019
Ventes	6, 29	612 996 \$	483 877 \$
Coût des ventes	7, 8, 12	509 876	400 681
Marge brute		103 120	83 196
Frais de vente et d'administration	7, 8	50 572	41 633
Éléments non récurrents	10	82 618	4 323
Résultat opérationnel		(30 070)	37 240
Frais financiers nets	9, 10	7 846	6 811
Résultat avant impôt sur le résultat		(37 916)	30 429
Charge d'impôt sur le résultat	10, 24	12 742	4 235
Résultat net		(50 658) \$	26 194 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		(50 113)	26 447
Participations ne donnant pas le contrôle		(545)	(253)
		(50 658) \$	26 194 \$
(Perte) bénéfice par action – de base et dilué(e)	11	(1,38) \$	0,73 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2020	2019
Autres éléments du résultat global :			
Éléments pouvant être reclassés en résultat net			
Gains (pertes) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger	23	15 579 \$	(850) \$
Couvertures de flux de trésorerie :	23		
Pertes nettes sur évaluation des instruments financiers dérivés		(17 990)	(3 362)
Pertes nettes sur instruments financiers dérivés reclassés en résultat net		1 376	906
Impôt différé		4 484	660
		(12 130)	(1 796)
Pertes sur les couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger	23	(7 168)	(1 221)
Impôt différé		377	152
		(6 791)	(1 069)
Éléments qui ne sont jamais reclassés en résultat net			
Régimes de retraite à prestations définies :	25		
Pertes sur la réévaluation		(2 398)	(2 487)
Impôt différé		631	656
		(1 767)	(1 831)
Autres éléments du résultat global		(5 109) \$	(5 546) \$
Résultat global			
Résultat net		(50 658) \$	26 194 \$
Autres éléments du résultat global		(5 109)	(5 546)
Résultat global		(55 767) \$	20 648 \$
Attribuable aux :			
Actionnaires de la société mère		(55 222)	20 901
Participations ne donnant pas le contrôle		(545)	(253)
		(55 767) \$	20 648 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2019		79 676 \$	4 707 \$	10 502 \$	307 101 \$	401 986 \$	2 112 \$	404 098 \$
Actions ordinaires émises dans le cadre du régime d'options sur actions	22	81	(23)	—	—	58	—	58
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	1 108	—	—	1 108	—	1 108
Acquisition d'une participation minoritaire dans Tekalia	5	—	—	—	—	—	(544)	(544)
Apport en capital d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale		—	—	—	—	—	495	495
Perte nette		—	—	—	(50 113)	(50 113)	(545)	(50 658)
Autres éléments du résultat global	23	—	—	(3 342)	(1 767)	(5 109)	—	(5 109)
Solde au 31 mars 2020		79 757 \$	5 792 \$	7 160 \$	255 221 \$	347 930 \$	1 518 \$	349 448 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2018		78 105 \$	4 227 \$	14 217 \$	282 485 \$	379 034 \$	— \$	379 034 \$
Actions ordinaires :	22							
Émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat		470	—	—	—	470	—	470
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		1 101	(402)	—	—	699	—	699
Acquisition d'entreprises	5	—	—	—	—	—	2 365	2 365
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	—	882	—	—	882	—	882
Résultat net		—	—	—	26 447	26 447	(253)	26 194
Autres éléments du résultat global	23	—	—	(3 715)	(1 831)	(5 546)	—	(5 546)
Solde au 31 mars 2019		79 676 \$	4 707 \$	10 502 \$	307 101 \$	401 986 \$	2 112 \$	404 098 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les exercices clos les 31 mars	Notes	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités d'exploitation			
Résultat net		(50 658) \$	26 194 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement	15, 16	43 643	32 650
Impôt différé	24	1 300	(2 019)
Gain à la vente d'immobilisations corporelles et de logiciels		(141)	(8)
Dépréciation du goodwill, des actifs d'impôt différé et des autres actifs à long terme	10, 14, 17, 24	85 808	—
Frais financiers nets hors trésorerie	9	1 041	2 697
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions	22	1 108	882
Flux de trésorerie d'exploitation		82 101	60 396
Variation nette des éléments hors trésorerie	28	(29 528)	9 573
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		52 573	69 969
Activités d'investissement			
Paiement en espèces pour des acquisitions d'entreprises	5	(17 149)	(198 149)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	15	(20 645)	(12 858)
(Augmentation) diminution nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	16	(1 598)	2 353
Apport en capital d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale		495	—
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles		4 053	35
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(34 844)	(208 619)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme		30 927	117 883
Remboursement de la dette à long terme		(38 024)	(36 198)
Émission d'actions ordinaires	22	58	1 169
Augmentation des frais de financement différés	20	(897)	(2 534)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(7 936)	80 320
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		920	249
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de l'exercice		10 713	(58 081)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		35 128	93 209
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		45 841 \$	35 128 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités d'exploitation :			
Intérêts payés		6 905 \$	4 914 \$
Intérêts reçus		100 \$	800 \$
Impôts payés		6 775 \$	5 965 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Pour les exercices clos les 31 mars 2020 et 2019

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action)

NOTE 1. NATURE DES ACTIVITÉS ET INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 600, tour Ouest, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales («Héroux-Devtek» ou la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques d'avions.

La Société exerce ses activités dans un secteur d'exploitation, soit le secteur de l'aérospatiale.

Les actions ordinaires de la Société sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole «HRX».

NOTE 2. BASE D'ÉTABLISSEMENT

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés, qui sont évalués à la juste valeur, des provisions, qui sont évaluées selon la meilleure estimation des dépenses nécessaires pour éteindre l'obligation, et des obligations au titre des prestations de retraite, qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes. Certains chiffres correspondants du bilan consolidé au 31 mars 2019 ont été reclassés en conformité avec la présentation du bilan consolidé au 31 mars 2020.

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par l'International Accounting Standards Board («IASB») et ont été approuvés pour publication par le conseil d'administration de la Société le 20 mai 2020.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive sauf pour Tekalia Inc., dans laquelle la Société détient une participation donnant le contrôle de 67 %. Les principales filiales en propriété exclusive de la Société comprises dans les présents états financiers consolidés sont les suivantes :

Nom	Emplacement géographique
Devtek Aerospace Inc.	Canada
Alta Précision Inc.	Canada
HDI Landing Gear USA Inc.	États-Unis
APPH Limited	Royaume-Uni
Beaver Aerospace & Defense Inc.	États-Unis
Compañia Española de Sistemas Aeronauticos S.A.	Espagne

Les filiales sont consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Il y a contrôle lorsque la Société détient le pouvoir sur l'entité émettrice; qu'elle est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice; et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir pour influencer sur le montant de ces rendements. La Société réévalue si elle contrôle ou non l'entité émettrice lorsque les faits et circonstances indiquent qu'un ou plusieurs des trois éléments du contrôle mentionnés ci-dessus ont changé. Les modifications du pourcentage de participation de la Société dans les filiales, qui ne donnent pas lieu à une perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions portant sur les capitaux propres.

Le coût d'une acquisition est établi comme étant le total de la contrepartie payée, évaluée à la juste valeur à la date d'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Pour chaque regroupement d'entreprises, la Société évalue la

participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur ou selon la quote-part de l'actif net identifiable de l'entreprise acquise.

Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon des méthodes comptables uniformes. Toutes les transactions intersociétés et tous les soldes de comptes intersociétés sont complètement éliminés.

NOTE 3. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek et de ses activités au Canada est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle des établissements américains est le dollar américain, celle des établissements au Royaume-Uni, la livre sterling, et celle des établissements en Espagne, l'euro. La monnaie fonctionnelle d'une entité est déterminée en fonction de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

Conversion des transactions et des soldes de comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans les états des résultats consolidés.

Les éléments non monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture, et les états des résultats sont convertis au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et demeurent dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à la vente des investissements nets connexes, pour être ensuite comptabilisées dans les états des résultats consolidés.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes.

Les stocks comprennent les matières premières (y compris les pièces achetées), les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués au moindre du coût (méthode du coût unitaire, à l'exception de certaines matières premières évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode de coût selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans les états des résultats consolidés à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts peuvent comprendre le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle et, dans cette situation,

la valeur comptable de la partie remplacée est décomptabilisée. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 25 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels des quantités déterminées par contrat.
- Pièces d'outillage standard et générales – 3 à 5 ans
- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 5 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif) est inclus dans l'état des résultats consolidé de l'exercice au cours duquel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Se reporter au point L de la présente note et à la note 4, *Principales estimations et hypothèses comptables*, pour de plus amples informations sur la provision au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, les relations clients et les contrats ainsi que les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût des actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il existe un indice que l'actif incorporel pourrait être déprécié. La période et la méthode d'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont passées en revue chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs associés aux actifs incorporels à durée d'utilité déterminée est comptabilisé comme un changement d'estimation comptable.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable nette de l'actif, et est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

Coûts de développement

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société peut démontrer :

- la faisabilité de l'achèvement de l'actif incorporel en vue de sa mise en service ou de sa vente;
- son intention d'achever l'actif incorporel et de le mettre en service ou de le vendre;
- sa capacité à mettre en service ou à vendre l'actif;
- la façon dont l'actif générera des avantages économiques futurs;
- la disponibilité des ressources pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'actif incorporel;
- sa capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'actif incorporel au cours de son développement.

Les coûts de développement capitalisés (coûts de conception et de fabrication et autres coûts connexes) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités prévues préétablies destinées à la vente. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients connexes.

Les quantités prévues destinées à la vente sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat, des coûts de développement capitalisés liés aux contrats et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés à titre d'actif, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Habituellement, la phase de développement s'étend sur une période de 4 à 7 ans. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Relations clients et contrats

Les relations clients et les contrats sont amortis selon la méthode linéaire sur les durées d'utilité estimatives des relations clients et contrats connexes, ce qui représente une période d'au plus 15 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 7 ans.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt;
- entreprend des activités indispensables à la préparation de l'actif préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités indispensables à la préparation de l'actif admissible préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue sont terminées.

G. Regroupement d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais liés à l'acquisition associés aux regroupements d'entreprises sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise sont attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité cède une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Dépréciation du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis annuellement à un test de dépréciation le 31 mars ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Un test de dépréciation de l'exercice précédent peut être utilisé dans le test de dépréciation annuel lorsque des critères précis sont respectés. La dépréciation est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget et du plan stratégique, qui couvrent une période de cinq ans, approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, des tendances du marché et de l'industrie, ainsi que des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de cinq ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels l'UGT participe. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôts reposant sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Les pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur. En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans les états des résultats consolidés.

I. Actifs financiers

Comptabilisation initiale

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net («JVRN»), au coût amorti ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global («JVAERG»). Le classement est fonction de deux critères, soit le modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs, et la question de savoir si les flux de trésorerie contractuels des instruments correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le «critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels»). Les actifs financiers de la Société qui sont détenus dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin de recouvrer des flux de trésorerie contractuels qui respectent le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels sont classés et évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des comptes clients et de certains autres actifs à court terme et à long terme.

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables dans le cas d'un actif financier autre qu'à la JVRN. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVRN

Les actifs financiers à la JVRN comprennent certains instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les actifs financiers à la JVRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat.

Coût amorti

Les actifs financiers au coût amorti sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils comprennent principalement les comptes clients et certains autres actifs à court terme et à long terme. Les actifs financiers au coût amorti sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Une provision pour créances douteuses est comptabilisée en cas de perte de valeur d'un compte client. Également, en vertu de l'approche prospective fondée sur les pertes de crédit attendues, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la JVRN, sont soumis à un test de dépréciation au moins à chaque date de présentation de l'information financière. Les pertes de crédit attendues correspondent à la différence entre les flux de trésorerie contractuels qui sont dus aux termes d'un contrat et tous les flux de trésorerie que la Société s'attend à recevoir. Le déficit est ensuite actualisé à un taux qui est une approximation du taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

La Société considère qu'un actif financier est en défaut lorsque le recouvrement d'un compte client est en souffrance depuis 30 jours selon les modalités contractuelles. Toutefois, dans certains cas, la Société peut également considérer qu'un actif financier est en défaut lorsque les renseignements internes ou externes indiquent qu'il est peu probable que la Société reçoive la totalité des montants contractuels dus avant la prise en compte des rehaussements de crédit éventuels dont elle dispose. Le risque de crédit d'un actif financier est jugé plus élevé aussitôt que l'actif financier est en souffrance depuis 30 jours. La Société surveille régulièrement ces comptes clients pour s'assurer qu'ils ne présentent pas un risque de crédit important. Dans certains cas, le fait que certains comptes clients soient en souffrance n'est pas forcément une indication d'un risque de crédit plus élevé, ceux-ci étant par la suite recouverts. Un actif financier est radié lorsqu'il n'est raisonnablement plus possible de s'attendre à recouvrer les flux de trésorerie contractuels, ce qui est généralement le cas si le compte client est en souffrance depuis 90 jours, à moins que la Société dispose d'informations raisonnables et justifiables pour démontrer qu'un critère tardif convient davantage.

Pour ce qui est des comptes clients, la Société a appliqué l'approche simplifiée et a calculé les pertes de crédit attendues selon les pertes de crédit attendues pour la durée de vie, compte tenu des pertes de crédit historiques, ajustées en fonction de facteurs prospectifs en lien avec les débiteurs et le contexte économique. Si, dans un exercice ultérieur, le montant de la perte de valeur estimative augmente ou diminue en raison d'un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est augmentée ou diminuée en ajustant la valeur comptable des actifs financiers. Si un montant radié est recouvré ultérieurement, le recouvrement est comptabilisé dans les états des résultats consolidés.

JVAERG

Les actifs financiers à la JVAERG comprennent les swaps de devises et de taux d'intérêt qui servent à couvrir les investissements nets dans certaines filiales à l'étranger et les contrats de change à terme. Ils sont comptabilisés à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, s'il y a lieu.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés comme étant à la JVRN comprennent les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés à la JVAERG. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés. Les gains et pertes sur les passifs financiers à la JVAERG sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Coût amorti

Les dettes, les comptes fournisseurs, les charges à payer, les provisions et certains autres passifs sont initialement comptabilisés à la juste valeur, moins les coûts de transaction directement attribuables, lorsqu'ils n'ont pas été désignés à la JVRN.

Ils sont ultérieurement évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme, les swaps de devises et de taux d'intérêt et les swaps sur actions, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt et aux autres fluctuations de prix. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Couvertures de flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger (voir ci-dessous). La couverture de l'exposition liée à la variabilité des flux de trésorerie est attribuable à un risque associé à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de l'instrument de couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. Ces couvertures devraient être hautement efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et sont appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été hautement efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés.

Couvertures des investissements nets dans des établissements à l'étranger

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans des établissements à l'étranger. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considérée comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans les états des résultats consolidés. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans les états des résultats consolidés à la cession des investissements nets connexes.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans les états des résultats consolidés, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse 12 mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux courant avant impôts qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur actualisation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives anticipées sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes (bons de commande fermes des clients).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'un des sites de fabrication au Canada. La valeur actuelle de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur valeur actuelle. La valeur actuelle des obligations correspond à la somme des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés liés aux coûts afférents aux obligations juridiques relatives à la remise en état future. Les coûts de mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations corporelles et amortis sur leur durée d'utilité. La charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés à titre de frais financiers à mesure qu'elle survient. Les coûts de démantèlement futurs estimatifs sont passés en revue chaque année et ajustés au besoin. Les variations des coûts futurs estimatifs sont comptabilisées dans les états des résultats consolidés lorsqu'elles surviennent.

Garantie liée aux produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges et autres

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée au risque de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques estimatifs liés à ces litiges.

Une provision pour restructuration est comptabilisée lorsque la Société a mis en œuvre un plan de restructuration détaillé qui a été communiqué de façon suffisamment détaillée pour créer une obligation implicite. Une provision pour restructuration ne comprend que les coûts directement liés au plan de restructuration, et est mesurée selon la meilleure estimation du montant requis pour régler les obligations de la Société.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie des coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la période qui correspond à la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Le coût des services rendus au cours de l'exercice et des services passés liés à ces régimes de retraite est comptabilisé dans le coût des ventes et les frais de vente et d'administration au poste «Charges du personnel» dans les états des résultats consolidés, tandis que les frais d'administration liés à ces régimes de retraite sont inclus dans les frais de vente et d'administration. Les produits d'intérêts ou les charges d'intérêts nets sur le surplus ou le déficit net sont comptabilisés dans les frais financiers.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées, qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés, les taux d'actualisation et d'autres facteurs actuariels.

Les passifs au titre des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages complémentaires de retraite compris dans les autres passifs aux bilans consolidés représentent la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies, moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les réévaluations des régimes à prestations définies comprennent les gains et les pertes actuariels, les changements dans l'effet du plafonnement de l'actif ainsi que le rendement des actifs des régimes à l'exclusion du montant compris dans l'intérêt net sur le passif ou l'actif net au titre des prestations définies. Les réévaluations sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au cours de la période où elles sont réalisées.

Les coûts des services passés découlant des modifications apportées aux régimes sont comptabilisés en totalité dans les états des résultats consolidés.

P. Rémunération fondée sur des actions

Régime d'option sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises en faveur des dirigeants et employés clés. La Société utilise un modèle binomial pour déterminer, au moment de l'attribution, la juste valeur des options sur actions, laquelle est amortie par imputation aux résultats au cours de la période d'acquisition à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

La Société offre un régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat qui permet aux membres clés de la direction d'acquérir, au moyen de retenues salariales, lesquelles ne peuvent excéder 10 % de leur salaire annuel de base, un certain nombre d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto («TSE»). La Société verse un montant correspondant à une partie des cotisations des employés sous forme d'actions ordinaires additionnelles acquises à la TSE au cours du marché. La cotisation de la Société ne peut excéder 5,25 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées dans les frais de vente et d'administration.

Régime d'unités d'action différées («UAD»)

La Société offre un régime d'UAD en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la fin de leur mandat, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente un montant en numéraire égal à une fois le cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 100 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période de un an. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à l'exercice et au paiement des UAD à la fin du mandat de chacun des administrateurs.

Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

La Société offre un régime d'UAR dans le cadre du régime de rémunération incitative à l'intention des dirigeants et des employés clés. Les UAR sont acquises sur une période de trois ans. Les UAR permettent aux participants de recevoir une rémunération à la date d'expiration ou de cessation d'emploi qui représente un montant en numéraire égal au cours des actions ordinaires de la Société pour chaque UAR dont les droits sont acquis, sous réserve de l'atteinte de certaines cibles financières.

Les UAR sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées, leur valeur correspond à celle des actions sous-jacentes et est réévaluée chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération y étant rattachée est incluse dans les frais de vente et d'administration, et un montant correspondant est comptabilisé dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'au paiement ou à l'annulation des UAR à la date d'expiration ou de cessation d'emploi.

Q. Comptabilisation des produits

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, déduction faite des escomptes estimés et après élimination des ventes intersociétés. Les produits de la vente de biens sont comptabilisés de manière à illustrer le transfert des biens promis à un client selon un montant reflétant la contrepartie attendue en échange du transfert de ces biens. L'application de ce concept se déroule en cinq étapes :

1. Identifier le contrat conclu avec un client
2. Identifier les obligations de prestation prévues au contrat
3. Déterminer le prix de transaction
4. Répartir le prix de transaction entre les différentes obligations de prestation prévues au contrat
5. Comptabiliser les produits des activités ordinaires lorsque l'entité a rempli ou à mesure qu'elle remplit une obligation de prestation, généralement à la livraison des produits

Les produits des activités ordinaires tirés de la vente de composantes aéronautiques nouvelles ou remises en état sont considérés comme une seule et même obligation de prestation et sont comptabilisés au moment précis où le client a obtenu le contrôle de la composante et que la Société a rempli son obligation de prestation. En général, ces conditions sont satisfaites à la livraison des biens.

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt, les subventions ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions connexes seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un élément de charge, elle est comptabilisée en tant que réduction de la charge au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée subventionner. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe.

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspondent, à la date d'octroi, à la différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché correspond à la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisés à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

Après la comptabilisation initiale, le prêt est comptabilisé comme un passif financier évalué au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les remboursements sont fondés essentiellement sur la croissance des ventes de la Société, ou sur les ventes de programmes particuliers. Les hypothèses sous-jacentes aux ventes prévues, qui sont passées en revue au moins une fois l'an, servent à établir le calendrier des remboursements prévus. Lorsque le calendrier des remboursements prévus est modifié, la Société recalcule la valeur comptable du prêt en utilisant le taux d'intérêt effectif initial, le gain ou la perte correspondant étant comptabilisé dans les frais financiers.

S. Impôts et taxes

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière. Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles et imposables, sauf :

- lorsque l'actif ou le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat comptable ni sur le résultat imposable;
- en ce qui concerne les différences temporaires imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque la Société est en mesure de contrôler la date à laquelle les différences temporaires se résorberont et qu'il est probable que les différences temporaires ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les autres différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera réalisé, contre lequel la Société pourra appliquer les différences temporaires déductibles, les crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et les pertes fiscales inutilisées. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, selon les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres et non dans les états des résultats consolidés ou les états du résultat global consolidés. Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et si l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable. Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxes de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant des taxes de vente, sauf lorsque les taxes de vente payables sur l'achat de biens ou de services ne sont pas recouvrables auprès des administrations fiscales, auquel cas les taxes de vente sont comptabilisées dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant des taxes de vente, le cas échéant.

Le montant net des taxes de vente recouvrables auprès de l'administration fiscale, ou payables à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice de base et dilué par action est calculé à partir du résultat net attribuable aux actionnaires de la Société. Il est également déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les éléments dilutifs. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans le cours serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Adoption de la nouvelle norme comptable IFRS 16, Contrats de location

Avant le 1^{er} avril 2019

La Société suivait la norme IAS 17, en vertu de laquelle les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété était transférée à la Société étaient considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement était capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle était inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location étaient ventilés entre les charges d'intérêts et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les charges d'intérêts étaient comptabilisées dans les états des résultats consolidés. Les actifs loués capitalisés étaient comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés étaient amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y avait pas de certitude raisonnable que la Société deviendrait propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'était pas transférée à la Société étaient considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple étaient comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la durée du contrat connexe.

À compter du 1^{er} avril 2019

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2019, la Société a adopté IFRS 16, qui remplace IAS 17. La nouvelle norme modifie de façon importante la façon dont une société comptabilise les contrats de location. Elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location sont comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliquent aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur. L'actif au titre du droit d'utilisation et l'obligation locative sont comptabilisés à la date de début du contrat.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. Le coût est fondé sur le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faite des avantages incitatifs reçus.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation est périodiquement diminué de la charge d'amortissement et des pertes de valeurs, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte, étant donné que ce mode reflète le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les durées des contrats de location s'échelonnent de 1 à 20 ans pour les bâtiments et de 1 à 6 ans pour la machinerie, l'équipement et l'outillage.

Obligations locatives

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent principalement les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements. Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est majoré pour refléter l'accumulation des intérêts et réduit en fonction des paiements de loyers versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation visant à déterminer si le bien sous-jacent sera acheté.

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Après la date de début, la Société réapprécie la durée du contrat de location s'il se produit un événement ou changement de circonstance important qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer ou non l'option de renouvellement (p. ex., un changement de la stratégie d'affaires).

Effet de l'adoption d'IFRS 16

L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence sur le bilan et l'état des résultats consolidés puisque les contrats de location simple ont été capitalisés, des obligations locatives correspondantes ont été comptabilisées et les charges locatives ont été remplacées par l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et par une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe. En outre, les remboursements de principal des obligations locatives sont maintenant présentés dans les activités de financement des états des flux de trésorerie consolidés, alors qu'en fonction de la norme antérieure, ces paiements étaient présentés dans les activités d'exploitation avant le 1^{er} avril 2019.

La Société a appliqué cette norme selon l'approche rétrospective modifiée (sans retraitement des données comparatives) pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Certains contrats de location n'ont pas été comptabilisés au bilan consolidé, puisque la Société s'est prévaluée de mesures de simplification. La Société a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Comptabiliser les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois à compter de la date effective comme contrats de location à court terme
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur selon la méthode linéaire dans les charges d'exploitation aux états des résultats consolidés

L'application d'IFRS 16 a eu les incidences suivantes sur l'état des résultats consolidé pour l'exercice clos le 31 mars 2020 :

Augmentation (diminution)	31 mars 2020
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	
Amortissement	3 098 \$
Autres (charges locatives)	(3 679)
Résultat opérationnel	581
Frais financiers	1 283
Charge d'impôt différé	(175)
Résultat net et résultat global	(527) \$

Augmentation (diminution)	Au 1 ^{er} avril 2019
Immobilisations corporelles, montant net	14 892 \$
Dette à long terme ¹	14 892

¹ L'incidence sur la tranche à court terme de la dette à long terme correspond à un montant de 2 520 \$ au 1^{er} avril 2019.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les engagements liés aux contrats de location simple au 31 mars 2019 et les obligations locatives supplémentaires au 1^{er} avril 2019 :

Engagements liés aux contrats de location simple au 31 mars 2019	16 823 \$
Actualisation des contrats de location simple au 1 ^{er} avril 2019 ¹	(1 068)
Engagements découlant de la modification des hypothèses sur la durée des contrats de location et de la prise en compte des composantes non locatives	1 002
Contrats de location pour lesquels la Société s'est engagée, mais non encore en vigueur au 1 ^{er} avril 2019	(1 865)
Obligations locatives supplémentaires au 1 ^{er} avril 2019	14 892 \$
Contrats de location-acquisition préexistants au 1 ^{er} avril 2019	20 411
Total des obligations locatives au 1 ^{er} avril 2019	35 303 \$

¹ À la date de l'adoption d'IFRS 16, le taux d'emprunt marginal moyen pondéré était de 4,2 %.

NOTE 4. PRINCIPALES ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

A. Incidence de la COVID-19

Les incertitudes entourant la pandémie de COVID-19 ont nécessité le recours à des estimations et des jugements importants. Au 31 mars 2020, la Société a procédé à une évaluation du risque de dépréciation de ses actifs, y compris une revue détaillée du risque de crédit découlant de ses comptes clients, une évaluation de ses niveaux de stocks pour déterminer les risques de stocks excédentaires ou obsolètes, et une évaluation du goodwill et autres actifs incorporels. À la suite de ces évaluations, la Société a comptabilisé une charge au titre de la dépréciation d'actifs hors trésorerie de 85 808 \$ (note 10) se répercutant principalement sur le goodwill. Pour les périodes futures de présentation de l'information financière, en raison des incertitudes actuelles entourant l'incidence de la COVID-19, il existe un risque important que des ajustements significatifs de la valeur comptable des postes suivants soient nécessaires : les comptes clients, les stocks, les immobilisations corporelles, les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, les actifs d'impôt différé, le goodwill, la provision au titre des contrats déficitaires, les prêts des autorités gouvernementales et les obligations au titre des prestations définies. Comme il s'agit d'un risque émergent, il est impossible à l'heure actuelle

de prédire la durée et l'incidence financière de la pandémie de COVID-19 et, par le fait même, les estimations de la mesure dans laquelle la COVID-19 pourrait nuire de façon significative à la situation financière consolidée, aux activités et aux résultats financiers consolidés de la Société font l'objet d'une incertitude importante.

B. Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17.

C. Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

D. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25.

E. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

F. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

G. Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

H. Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées être des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur est estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production;
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

NOTE 5. ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition de l'exercice 2020

Acquisition d'Alta Précision

Le 7 juin 2019, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Alta Précision Inc. («Alta») pour un montant de 18 552 \$, y compris un solde de prix de vente de 500 \$ et la prise en charge de la dette nette en cours d'Alta d'un montant de 903 \$. Situé à Montréal, au Canada, Alta est un fabricant de composantes de train d'atterrissage de haute précision. Cette acquisition permet d'étendre la gamme de produits de la Société destinés au secteur commercial en donnant accès à de nouveaux programmes et à du contenu supplémentaire sur des plateformes existantes. L'acquisition a été financée au moyen des facilités de crédit disponibles de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

Alta était actionnaire minoritaire de Tekalia. L'acquisition a fait en sorte d'accroître la participation de la Société dans Tekalia, la faisant passer de 60 % au 31 mars 2019 à 67 %. Dans le cadre de cette acquisition, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions qui sont présentés à la note 10.

Se reporter à la note 34, «Événement postérieur à la date de clôture», pour obtenir plus de renseignements.

Prix d'achat

La répartition du prix d'achat qui reflète la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pendant l'exercice 2020, tout excédent étant affecté au goodwill, a été préparée selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

Paiement en espèces	17 149 \$
Dette à long terme prise en charge ¹	903
Ajustement lié au fonds de roulement à recevoir	—
Solde de prix de vente à payer	500
Prix d'achat total	18 552 \$

¹ Excluant les obligations locatives.

Répartition du prix d'achat

	Répartition du prix d'achat
Comptes clients	1 455 \$
Stocks	11 567
Autres actifs à court terme	376
	13 398
Immobilisations corporelles, y compris les actifs au titre de droits d'utilisation	19 546
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	2 797
Actifs d'impôt différé	1 858
Autres actifs à long terme	264
Participation dans Tekalia	544
Total des actifs identifiables	38 407 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	6 629
Avances de clients et facturations progressives	2 872
Provisions	6 918
Dette à long terme ¹	6 844
Total des passifs identifiables	23 263 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	15 144
Goodwill	3 408
Prix d'achat total	18 552 \$

¹⁾ Correspond aux obligations locatives.

Acquisitions de l'exercice 2019

Acquisition de CESA

Le 1^{er} octobre 2018, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 130 370 € (195 816 \$). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les systèmes d'actionnement, les systèmes de trains d'atterrissage et les systèmes hydrauliques. La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

L'acquisition de CESA a été financée au moyen de ce qui suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50 000 \$ d'une durée de sept ans consenti par le Fonds de solidarité FTQ;
- un prélèvement de 50 000 \$ US (65 205 \$) sur la facilité de crédit de la Société;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

De plus, la Société a pris en charge la dette nette en cours de CESA d'un montant d'environ 23 697 € (35 594 \$) à la clôture.

Pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 42 086 € (63 519 \$) et 2 674 € (4 047 \$) générés par CESA. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de CESA se seraient élevés respectivement à 117 277 \$ et 2 806 \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Acquisition de Beaver

Le 2 juillet 2018, la Société a acquis auprès de Phillips Service Industries Inc. la totalité des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver») au prix d'achat de 21 617 \$ US (28 466 \$). Le prix d'achat comprenait un ajustement lié au fonds de roulement reçu en avril 2019 d'un montant de 295 \$ US (388 \$) ainsi qu'un solde de prix de vente de 3 500 \$ US (4 609 \$) payable au cours des deux années suivant l'acquisition et portant intérêt au taux de 3 %. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les vis à rotule et les systèmes d'actionnement ainsi que d'accroître sa présence en Amérique du Nord.

Pour la période du 2 juillet 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 18 871 \$ US (24 839 \$) et 1 395 \$ US (1 828 \$) générés par Beaver. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de Beaver se seraient élevés respectivement à 33 223 \$ et 2 243 \$.

Acquisition de Tekalia

Le 23 janvier 2019, la Société a conclu l'acquisition de 60 % des actions de Tekalia Aeronautik (2010) Inc. («Tekalia»), un fournisseur de services de traitement des surfaces pour l'industrie aérospatiale dont les ventes annuelles s'élèvent à environ 12 000 \$, au prix d'achat de 6 529 \$. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'acquisition de Tekalia permet à la Société d'affermir ses capacités de traitement des surfaces à l'appui de la croissance de ses clients en Amérique du Nord.

En ce qui concerne ces acquisitions, la Société a engagé des frais liés aux acquisitions qui sont présentés à la note 10.

Prix d'achat

Les répartitions des prix d'achat qui reflètent la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, tout excédent étant affecté au goodwill, ont été déterminées selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

	CESA	Beaver	Tekalia	Total
Paiement en espèces	170 930 \$	23 671 \$	3 548 \$	198 149 \$
Dette à long terme prise en charge ¹	35 594	574	2 981	39 149
Ajustement lié au fonds de roulement à recevoir	(10 708)	(388)	—	(11 096)
Solde de prix de vente à payer	—	4 609	—	4 609
Prix d'achat total pour la participation de la Société	195 816 \$	28 466 \$	6 529 \$	230 811 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2 365	2 365
	195 816 \$	28 466 \$	8 894 \$	233 176 \$

¹⁾ Excluant les obligations locatives selon IFRS 16.

Répartitions des prix d'achat

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a procédé à l'évaluation définitive de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de CESA et de Tekalia. Les ajustements et reclassements découlent principalement de l'évaluation définitive des coûts et des passifs associés à des programmes aérospatiaux particuliers inclus dans la répartition du prix d'achat de CESA et sont présentés ci-après :

	CESA – Répartition initiale du prix d'achat présentée	Ajustements	CESA – Répartition définitive du prix d'achat	Beaver	Tekalia	Total
Comptes clients	28 293 \$	— \$	28 293 \$	6 787 \$	2 406 \$	37 486 \$
Stocks	36 692	—	36 692	10 165	1 105	47 962
Impôts à recevoir	505	—	505	—	—	505
Autres actifs à court terme	596	—	596	50	182	828
	66 086	—	66 086	17 002	3 693	86 781
Immobilisations corporelles	44 923	—	44 923	3 635	8 566	57 124
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	40 407	—	40 407	4 050	176	44 633
Actifs d'impôt différé	—	—	—	2 774	—	2 774
Autres actifs à long terme – Crédits d'impôt à recevoir	7 843	—	7 843	—	—	7 843
Total des actifs identifiables	159 259 \$	— \$	159 259 \$	27 461 \$	12 435 \$	199 155 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	16 773	—	16 773	2 588	4 833	24 194
Provisions	11 897	4 506	16 403	2 118	—	18 521
Avances de clients et facturations progressives	4 188	—	4 188	450	—	4 638
	32 858	4 506	37 364	5 156	4 833	47 353
Provisions	4 308	—	4 308	8 549	—	12 857
Passifs d'impôt différé	3 465	(1 126)	2 339	—	—	2 339
Autres passifs – Comptes fournisseurs à long terme	4 365	—	4 365	—	—	4 365
Total des passifs identifiables	44 996 \$	3 380 \$	48 376 \$	13 705 \$	4 833 \$	66 914 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	114 263	(3 380)	110 883	13 756	7 602	132 241
Goodwill	81 553	3 380	84 933	14 710	1 292	100 935
Prix d'achat total	195 816 \$	— \$	195 816 \$	28 466 \$	8 894 \$	233 176 \$

NOTE 6. VENTES ET CARNET DE COMMANDES

Le montant des ventes comptabilisées par secteur se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Commercial	283 737 \$	236 283 \$
Défense	329 259	247 594
Total des ventes	612 996 \$	483 877 \$

Le carnet de commandes fermes de la Société représente le montant total des produits des activités ordinaires qui devraient être réalisés dans une période de 24 mois relativement à des obligations de prestations partiellement ou nullement remplies au 31 mars 2020, à mesure que la Société remplit ses obligations aux termes des contrats à la livraison. Le carnet de commandes fermes ne tient compte que de la valeur des commandes fermes. Ces commandes pourraient faire l'objet de modifications futures susceptibles d'avoir une incidence sur le montant ou le moment de la comptabilisation des produits. Au 31 mars 2020, le carnet de commandes fermes de la Société s'établissait à 810 283 \$.

NOTE 7. AIDE GOUVERNEMENTALE

L'aide gouvernementale déduite du coût des actifs connexes ou portée en réduction des charges se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (note 16)	833 \$	1 125 \$
Immobilisations corporelles (note 15)	30	497
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	4 065	3 903

L'aide gouvernementale comprend des crédits d'impôt à la recherche et au développement, d'autres crédits et des subventions.

NOTE 8. COÛT DES VENTES ET FRAIS DE VENTE ET D'ADMINISTRATION

Les principaux éléments de ces charges s'établissent comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Matières premières et pièces achetées	221 456 \$	179 395 \$
Charges du personnel	201 675	154 406
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (notes 15 et 16)	43 643	32 650
Autres	93 674	75 863
	560 448 \$	442 314 \$
Incluant :		
Gains de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises	478	718

NOTE 9. FRAIS FINANCIERS NETS

Les frais financiers nets se présentent comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Intérêts au titre de la désactualisation des prêts des autorités gouvernementales	2 380 \$	2 361 \$
Modification des estimations de remboursement des prêts des autorités gouvernementales (note 20)	(3 153)	(1 036)
Amortissement des frais de financement différés	756	505
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	238	150
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés (note 10)	—	391
Autres frais financiers hors trésorerie	820	326
Frais financiers nets hors trésorerie	1 041	2 697
Charges d'intérêts	6 327	4 461
Commission d'attente	578	453
Produits d'intérêts tirés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(100)	(800)
	7 846 \$	6 811 \$

NOTE 10. ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS

Les éléments non récurrents se présentent comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Éléments non récurrents du résultat opérationnel		
Dépréciation du goodwill (note 17)	79 736 \$	— \$
Réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir (note 14)	2 267 \$	— \$
Frais liés aux acquisitions (note 5)	615 \$	4 323 \$
	82 618 \$	4 323 \$
Éléments non récurrents des frais financiers nets		
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés	— \$	391 \$
	— \$	391 \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat		
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé (note 24)	3 805 \$	— \$
	3 805 \$	— \$

Dépréciation du goodwill et réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé

La direction évalue la recouvrabilité des actifs à partir du budget et du plan stratégique sur cinq ans. Le budget et le plan stratégique sont préparés en se basant sur les cadences de production publiées de fabricants d'avions, les prévisions de l'industrie aérospatiale, les prévisions économiques générales et l'expérience.

La baisse importante de la demande prévue de produits de l'aérospatiale commerciale résultant de la pandémie de COVID-19 actuelle a été prise en compte dans ces estimations, y compris les réductions de cadence de production, dont la diminution du volume d'avions commerciaux gros porteurs de 40 % déjà annoncée par Airbus et Boeing.

La révision à la baisse de ces prévisions a entraîné la comptabilisation de charges hors trésorerie au titre de la dépréciation du goodwill, des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé.

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs à l'acquisition d'Alta au cours de l'exercice considéré et aux acquisitions de CESA, de Beaver et de Tekalia à l'exercice précédent.

Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés (note 9)

Ces pertes se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'acquisition de CESA. Se reporter à la rubrique intitulée « Instruments dérivés » dans la section *Renseignements supplémentaires* ci-dessous pour plus de précisions.

NOTE 11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau suivant présente les éléments utilisés pour calculer le bénéfice de base et dilué par action pour les exercices :

	2020	2019
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	36 362 702	36 307 708
Effet dilutif des options sur actions de la Société	—	129 344
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36 362 702	36 437 052
Options exclues du calcul du bénéfice dilué par action ¹	1 497 595	526 500

¹ Exclues du calcul du bénéfice dilué par action en raison de leur effet antidilutif.

NOTE 12. STOCKS

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Matières premières et pièces achetées	121 528 \$	97 976 \$
Produits en cours	116 627	84 752
Produits finis	2 964	1 307
	241 119 \$	184 035 \$

Le montant des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour l'exercice clos le 31 mars 2020 s'est élevé à 397 614 \$ (333 917 \$ en 2019).

Les provisions liées aux stocks se présentent comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Provisions constatées à titre de coût des ventes	9 113 \$	8 118 \$
Reprises de provisions d'exercices antérieurs	4 205	9 116

Pour l'exercice 2020, les reprises de provisions d'exercices antérieurs comprennent des charges de 3 951 \$ (1 705 \$ en 2019) relativement à des produits livrés ou ayant fait l'objet d'une radiation au cours de l'exercice, à l'égard desquels une provision pour perte de valeur a été comptabilisée au cours d'exercices antérieurs pour les ramener à leur valeur nette de réalisation, sans incidence sur le résultat. Elles comprennent aussi le résultat de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente, de la demande future et des coûts de fabrication connexes. La réévaluation tient compte des variations du prix de vente et du nombre d'unités à livrer en vertu des contrats conclus, de même que de la baisse des coûts de production résultant de l'amélioration des processus de fabrication.

NOTE 13. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Actifs à court terme		
Contrats de change à terme	28 \$	399 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	—	384
	28 \$	783 \$
Actifs à long terme		
Contrats de change à terme	— \$	190 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	3 498	1 735
Swaps sur actions	—	3 891
	3 498 \$	5 816 \$
Passifs à court terme		
Contrats de change à terme	9 321 \$	2 134 \$
	9 321 \$	2 134 \$
Passifs à long terme		
Contrats de change à terme	12 540 \$	1 317 \$
Swaps de devises et de taux d'intérêt	1 211	—
Swaps sur actions	916	—
	14 667 \$	1 317 \$

NOTE 14. AUTRES ACTIFS

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Ajustements du fonds de roulement à recevoir (note 5)	3 595 \$	5 347 \$
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	7 371	6 366
Frais payés d'avance	5 904	5 171
Taxes de vente à recevoir	2 629	3 415
Autres	1 714	1 050
Autres actifs à court terme	21 213 \$	21 349 \$
Crédits d'impôt à recevoir (note 10)	5 737	6 914
Créance à long terme	3 404	—
Autres actifs à long terme	9 141 \$	6 914 \$

NOTE 15. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2019	19 029 \$	115 756 \$	268 685 \$	18 221 \$	2 133 \$	423 824 \$
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	—	12 969	652	1 271	—	14 892
Au 1 ^{er} avril 2019	19 029	128 725	269 337	19 492	2 133	438 716
Acquisitions	30	9 302	16 245	2 699	772	29 048
Acquisitions d'entreprises	—	7 036	12 316	194	—	19 546
Aide gouvernementale (note 7)	—	—	(30)	—	—	(30)
Mises hors service et cessions	(1 975)	(2 620)	(642)	(28)	—	(5 265)
Incidence des variations des taux de change	488	2 358	8 227	443	135	11 651
Au 31 mars 2020	17 572 \$	144 801 \$	305 453 \$	22 800 \$	3 040 \$	493 666 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2019	— \$	34 349 \$	150 511 \$	11 010 \$	— \$	195 870 \$
Charge d'amortissement	—	7 975	21 889	3 269	—	33 133
Mises hors service et cessions	—	(352)	(631)	(370)	—	(1 353)
Incidence des variations des taux de change	—	1 306	4 802	267	—	6 375
Au 31 mars 2020	— \$	43 278 \$	176 571 \$	14 176 \$	— \$	234 025 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	17 572 \$	101 523 \$	128 882 \$	8 624 \$	3 040 \$	259 641 \$

	Terrains	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coût :						
Au 31 mars 2018	6 500 \$	90 089 \$	235 411 \$	14 574 \$	2 308 \$	348 882 \$
Acquisitions	124	1 981	10 845	2 127	(1 201)	13 876
Acquisitions d'entreprises	12 487	22 622	19 380	1 568	1 067	57 124
Aide gouvernementale (note 7)	—	(23)	(420)	(54)	—	(497)
Mises hors service et cessions	—	(10)	(1 157)	(94)	7	(1 254)
Incidence des variations des taux de change	(82)	1 097	4 626	100	(48)	5 693
Au 31 mars 2019	19 029 \$	115 756 \$	268 685 \$	18 221 \$	2 133 \$	423 824 \$
Amortissement cumulé :						
Au 31 mars 2018	— \$	29 432 \$	130 981 \$	8 966 \$	— \$	169 379 \$
Charge d'amortissement	—	4 638	17 636	2 079	—	24 353
Mises hors service et cessions	—	(6)	(1 128)	(93)	—	(1 227)
Incidence des variations des taux de change	—	285	3 022	58	—	3 365
Au 31 mars 2019	— \$	34 349 \$	150 511 \$	11 010 \$	— \$	195 870 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2019	19 029 \$	81 407 \$	118 174 \$	7 211 \$	2 133 \$	227 954 \$

Actifs au titre de droits d'utilisation

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation de la Société au 31 mars 2020, inclus dans les immobilisations corporelles :

	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage ¹	Autres	Total
Coût :				
Au 1 ^{er} avril 2019	12 969 \$	41 368 \$	1 271 \$	55 608 \$
Acquisitions	6 498	3 454	206	10 158
Acquisitions d'entreprises	6 844	—	—	6 844
Incidence des variations des taux de change	418	5	49	472
Au 31 mars 2020	26 729 \$	44 827 \$	1 526 \$	73 082 \$
Amortissement cumulé :				
Au 1 ^{er} avril 2019	— \$	(10 006) \$	— \$	(10 006) \$
Charge d'amortissement	(2 201)	(5 741)	(513)	(8 455)
Incidence des variations des taux de change	(49)	(1)	(19)	(69)
Au 31 mars 2020	(2 250) \$	(15 748) \$	(532) \$	(18 530) \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	24 479 \$	29 079 \$	994 \$	54 552 \$

¹⁾ Comprennent les actifs préexistants loués en vertu de contrats de location-acquisition (valeur comptable nette de 30 710 \$ au 1^{er} avril 2019).

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Acquisitions brutes	29 048 \$	13 876 \$
Aide gouvernementale (note 7)	(30)	(497)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	29 018	13 379
Ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie	(10 158)	—
Variation des acquisitions non payées incluses dans les comptes fournisseurs et autres passifs à la fin de l'exercice	1 785	(521)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	20 645 \$	12 858 \$

Aux 31 mars 2020 et 2019, la construction en cours comprenait essentiellement le coût lié à la machinerie et à l'équipement. Au 31 mars 2020, le coût des immobilisations corporelles encore utilisées et entièrement amorties était de 110 782 \$ (91 109 \$ au 31 mars 2019).

NOTE 16. ACTIFS INCORPORELS À DURÉE D'UTILITÉ DÉTERMINÉE

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2019	26 356 \$	21 912 \$	68 086 \$	116 354 \$
Acquisitions	5 740	2 090	—	7 830
Acquisitions d'entreprises	—	431	2 366	2 797
Financement de clients	(5 399)	—	—	(5 399)
Aide gouvernementale (note 7)	(833)	—	—	(833)
Mises hors service et cessions	—	(321)	—	(321)
Incidence des variations des taux de change	91	232	1 651	1 974
Au 31 mars 2020	25 955 \$	24 344 \$	72 103 \$	122 402 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2019	12 466 \$	15 778 \$	18 733 \$	46 977 \$
Charge d'amortissement	808	2 513	7 189	10 510
Mises hors service et cessions	—	(321)	—	(321)
Incidence des variations des taux de change	135	584	470	1 189
Au 31 mars 2020	13 409 \$	18 554 \$	26 392 \$	58 355 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	12 546 \$	5 790 \$	45 711 \$	64 047 \$

	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Relations clients et contrats	Total
Coût :				
Au 31 mars 2018	31 160 \$	18 641 \$	25 404 \$	75 205 \$
Acquisitions	3 165	2 749	—	5 914
Acquisitions d'entreprises	—	1 693	42 940	44 633
Financement de clients	(7 142)	—	—	(7 142)
Aide gouvernementale (note 7)	(1 046)	(79)	—	(1 125)
Mises hors service et cessions	—	(480)	—	(480)
Incidence des variations des taux de change	219	(612)	(258)	(651)
Au 31 mars 2019	26 356 \$	21 912 \$	68 086 \$	116 354 \$
Amortissement cumulé :				
Au 31 mars 2018	11 493 \$	14 152 \$	13 704 \$	39 349 \$
Charge d'amortissement	948	2 226	5 124	8 298
Mises hors service et cessions	—	(480)	—	(480)
Incidence des variations des taux de change	25	(120)	(95)	(190)
Au 31 mars 2019	12 466 \$	15 778 \$	18 733 \$	46 977 \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2019	13 890 \$	6 134 \$	49 353 \$	69 377 \$

NOTE 17. GOODWILL

Le goodwill a évolué comme suit au cours des exercices :

	2020	2019
Solde au début de l'exercice	189 012 \$	91 137 \$
Acquisitions d'entreprises (note 5)	3 408	100 930
Dépréciation	(79 736)	—
Incidence des variations des taux de change	8 089	(3 055)
Solde à la fin de l'exercice	120 773 \$	189 012 \$

La valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes au :

	31 mars 2020
Amérique du Nord	24 799 \$
Royaume-Uni	65 735
Espagne	30 239
Goodwill	120 773 \$

Les hypothèses suivantes ont été utilisées pour mesurer les valeurs recouvrables (valeur d'utilité) dans le cadre des tests de dépréciation effectués au 31 mars 2020 :

	Taux d'actualisation avant impôts	Taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	13,8 %	2,3 %
Royaume-Uni	13,8 %	2,3 %
Espagne	14,9 %	2,3 %

Les tests de dépréciation du goodwill effectués au 31 mars 2020 ont donné lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation de 53 035 \$ et de 26 701 \$ respectivement pour les UGT que sont l'Amérique du Nord et l'Espagne.

La valeur recouvrable est établie à partir du budget et du plan stratégique de la direction sur cinq ans. La direction prépare le budget et le plan stratégique en se basant sur les cadences de production publiées de fabricants d'avions, les prévisions de l'industrie aérospatiale, les prévisions économiques générales et l'expérience.

La baisse importante de la demande prévue de produits de l'aérospatiale commerciale résultant de la pandémie de COVID-19 actuelle a été prise en compte dans ces estimations, y compris les réductions de cadence de production, dont la diminution du volume d'avions commerciaux gros porteurs de 40 % déjà annoncée par Airbus et Boeing. La révision à la baisse de ces prévisions est le principal facteur à l'origine des charges de dépréciation.

Les incidences immédiates et à long terme de la pandémie, y compris celles découlant des interventions des gouvernements et de la banque centrale, ne sont pas encore connues. Les estimations à cet égard font donc l'objet d'une incertitude importante. Par conséquent, les effets de la pandémie de COVID-19 pourraient ne pas correspondre aux effets considérés pour les calculs de la dépréciation.

Sensibilité des montants recouvrables

Étant donné les charges de dépréciation comptabilisées au 31 mars 2020, toute variation défavorable par rapport aux hypothèses pourrait entraîner une nouvelle dépréciation. Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, les changements du taux d'actualisation ou du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrer la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2020 :

	Hausse additionnelle du taux d'actualisation	Baisse additionnelle du taux de croissance perpétuel
Amérique du Nord	s. o.	s. o.
Royaume-Uni	1,0 %	1,4 %
Espagne	s. o.	s. o.

NOTE 18. COMPTES FOURNISSEURS ET CHARGES À PAYER

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Comptes fournisseurs ¹	81 771 \$	76 749 \$
Charges à payer ²	41 007	37 403
Autres	3 710	3 838
Comptes fournisseurs et charges à payer	126 488 \$	117 990 \$

¹⁾ Les comptes fournisseurs sont généralement réglés dans un délai de 30 à 60 jours.

²⁾ Les charges à payer comprennent principalement des passifs liés au personnel.

NOTE 19. PROVISIONS

	Contrats déficitaires	Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	Garantie liée aux produits	Autres (note 26)	Total
Au 31 mars 2019	12 076 \$	6 096 \$	16 199 \$	9 391 \$	43 762 \$
Constituées au cours de l'exercice	285	—	3 607	3 130	7 022
Acquisitions d'entreprises (note 5)	5 680	—	—	1 238	6 918
Charges d'intérêts au titre de la désactualisation	—	157	—	—	157
Utilisées	(3 974)	(59)	(1 251)	(2 574)	(7 858)
Reprises	—	(56)	(2 966)	(1 167)	(4 189)
Ajustements du taux d'actualisation	—	305	(190)	(5)	110
Incidence des variations des taux de change	822	—	379	83	1 284
Au 31 mars 2020	14 889 \$	6 443 \$	15 778 \$	10 096 \$	47 206 \$
Moins : tranche à court terme	4 352	867	12 597	9 863	27 679
Tranche à long terme	10 537 \$	5 576 \$	3 181 \$	233 \$	19 527 \$

NOTE 20. DETTE À LONG TERME

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)	96 472 \$	94 877 \$
Prêts des autorités gouvernementales	88 590	89 701
Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («emprunt à terme»)	60 000	50 000
Obligations locatives (note 3)	44 665	20 411
Solde de prix de vente – acquisitions (note 5)	2 983	4 677
Emprunts garantis – Tekalia	—	3 592
Frais de financement différés, montant net	(3 093)	(2 952)
	289 617	260 306
Moins : tranche à court terme	16 857	15 066
Dettes à long terme	272 760 \$	245 240 \$

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

Les modalités pertinentes de la facilité de crédit et les montants prélevés sur celle-ci sont comme suit :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Limite, en dollars canadiens ou l'équivalent, en dollars américains, en euros ou en livres sterling ¹	250 000 \$	250 000 \$
Montants prélevés en dollars américains		
Montant	68 000 \$ US	71 000 \$ US
Taux	Libor + 1,5 %	Libor + 2,0 %
Taux effectif	2,5 %	4,5 %

¹⁾ Comprend une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 350 millions de dollars tout au long de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

En décembre 2019, la Société a conclu avec son syndicat bancaire une entente visant à prolonger la durée de sa facilité renouvelable jusqu'en décembre 2024. La plupart des autres modalités sont demeurées inchangées. Des frais de financement totalisant 897 \$ (1 699 \$ pour l'exercice 2019) ont été différés et seront amortis sur la durée de la facilité renouvelable selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La facilité de crédit est garantie par la quasi-totalité des actifs de la Société et de ses filiales.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols afin de promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis selon un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits de Héroux-Devtek. Les prêts ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2020, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement de ses prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes à la baisse. Cet ajustement a donné lieu à un gain hors trésorerie de 3 153 \$ (1 036 \$ pour l'exercice 2019), qui est inclus dans les frais financiers nets (voir la note 9).

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts se situaient dans une fourchette de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2020 (de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2019).

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti

La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ («FSFTQ») pour un montant pouvant atteindre 75 000 \$. Une première tranche de 50 000 \$ a été empruntée pour financer l'acquisition de CESA en octobre 2018, et une seconde tranche de 10 000 \$ a été empruntée en juin 2019 pour financer l'acquisition d'Alta Précision.

L'emprunt initial de 50 000 \$ porte intérêt au taux de 5,70 % et la deuxième tranche de 10 000 \$ porte intérêt au taux de 4,73 %. Toutes les tranches sont remboursables à l'échéance le 30 septembre 2025. À compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés, sous réserve de certains frais. Pour l'exercice 2019, des frais de financement totalisant 835 \$ ont été engagés et sont amortis sur la durée des emprunts visés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Après la fin de l'exercice, le 1^{er} avril 2020, la Société a emprunté une tranche additionnelle de 45 000 \$ sur sa facilité renouvelable et une tranche additionnelle de 15 000 \$ sur sa facilité d'emprunt à terme avec le FSFTQ par mesure préventive, pour garantir l'accès à des liquidités supplémentaires et se prémunir de l'incidence défavorable des marchés relativement aux liquidités bancaires.

Obligations locatives

Le taux d'emprunt marginal appliqué aux obligations locatives comptabilisées à la date de première application et au 31 mars 2020 s'est échelonné entre 2,8 % et 7,0 % pour les contrats de location. Se reporter à la note 3 pour l'incidence de l'adoption d'IFRS 16.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture des obligations locatives :

	Obligations locatives
Solde au 31 mars 2019	20 411 \$
Adoption d'IFRS 16 (notes 3 et 15)	14 892
Solde au 1 ^{er} avril 2019	35 303 \$
Entrées	10 158
Acquisition d'entreprises	6 844
Paiements de loyers	(9 566)
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	1 819
Incidence des variations des taux de change	107
Solde au 31 mars 2020	44 665 \$

La charge relative aux contrats de location à court terme et aux contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur pour l'exercice clos le 31 mars 2020 était négligeable.

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de ses filiales. La Société respectait toutes ces clauses restrictives au 31 mars 2020.

Remboursements minimaux

Les remboursements minimaux de la dette à long terme au cours des cinq prochains exercices se présentent comme suit :

Exercices	Facilité renouvelable	Prêts des autorités gouvernementales	Emprunt à terme	Obligations locatives	Autres ²	Total
2021	2 411 \$	5 785 \$	3 323 \$	10 173 \$	3 057 \$	24 749 \$
2022	2 411	7 969	3 323	9 460	—	23 163
2023	2 411	11 184	3 323	7 055	—	23 973
2024	2 411	10 173	3 323	4 528	—	20 435
2025	98 280	9 704	3 323	3 179	—	114 486
Au-delà de 5 ans	—	67 926	61 662	24 259	—	153 847
Sous-total	107 924	112 741	78 277	58 654	3 057	360 653
Moins : Intérêts	11 452	24 151	18 277	13 989	74	67 943
Solde de la dette ¹	96 472 \$	88 590 \$	60 000 \$	44 665 \$	2 983 \$	292 710 \$

¹) Avant le montant net des frais de financement différés.

²) Comprennent le solde de prix de vente lié à une acquisition d'entreprise.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les soldes d'ouverture et de clôture de la dette à long terme.

	31 mars 2020	31 mars 2019
Dette à long terme au début de l'exercice	260 306 \$	131 041 \$
Adoption d'IFRS 16 (note 3)	14 892	—
Augmentation de la dette à long terme	41 085	117 883
Remboursement de la dette à long terme	(38 024)	(36 198)
Dette acquise dans le cadre d'acquisitions d'entreprises (note 5)	8 247	43 758
Amortissement des frais de financement différés (note 9)	756	505
Frais engagés pour modifier ou renouveler la facilité de crédit	(897)	(2 534)
Intérêts au titre de la désactualisation et ajustements des prêts des autorités gouvernementales (note 9)	(773)	1 325
Incidence des fluctuations de change	4 025	4 526
Dette à long terme à la fin de l'exercice	289 617 \$	260 306 \$

NOTE 21. AUTRES PASSIFS

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Obligations nettes au titre des prestations définies (note 25)	10 079 \$	6 650 \$
Avances de clients et facturations progressives	3 890	2 913
Produits différés	1 019	1 468
Autres	2 013	1 946
Autres passifs	17 001 \$	12 977 \$

NOTE 22. CAPITAL ÉMIS

Autorisé	
Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Il n'y a aucune action privilégiée en circulation.

Les variations des actions ordinaires émises et entièrement libérées se présentent comme suit pour les exercices :

	2020		2019	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Solde au début de l'exercice	36 362 210	79 676 \$	36 218 572	78 105 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	5 000	81	107 450	1 101
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	—	—	36 188	470
Solde à la fin de l'exercice	36 367 210	79 757 \$	36 362 210	79 676 \$

Rémunération fondée sur des actions

A. Régime d'options sur actions

La Société attribue des options sur actions à un prix de souscription représentant le cours de clôture moyen des actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto pour les cinq jours de Bourse précédant la date d'attribution. Les droits des options attribuées dans le cadre du régime sont essentiellement acquis sur une période de quatre ans. Les options peuvent être exercées sur une période ne dépassant pas sept ans après la date d'attribution.

L'évolution du nombre d'options sur actions en cours et de la charge de rémunération connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2020		2019	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au début de l'exercice	1 167 095	13,23 \$	1 105 295	12,09 \$
Attribuées	341 500	16,03	207 500	16,21
Exercées	(5 000)	11,71	(107 450)	6,50
Annulées ou frappées d'extinction	(6 000)	16,03	(38 250)	15,24
Solde à la fin de l'exercice	1 497 595	13,86 \$	1 167 095	13,23 \$
Charge au titre de la rémunération fondée sur des actions		1 108 \$		882 \$

Le prix moyen pondéré à la date d'exercice des actions visées par les options sur actions pour l'exercice 2020 était de 18,10 \$ (15,86 \$ en 2019).

Les options sur actions attribuées sont comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Nombre d'options sur actions attribuées	341 500	207 500
Juste valeur moyenne pondérée par option sur actions	4,33 \$	4,25 \$
Juste valeur totale	1 479 \$	882 \$
Durée prévue	5,4 ans	4,8 ans
Volatilité prévue	25 %	24 %
Taux d'extinction prévu	3,5 %	4,2 %
Distribution de dividende prévue	Aucune	Aucune
Taux d'intérêt composé sans risque	1,6 %	2,3 %

Au 31 mars 2020, 2 808 257 actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission à l'exercice d'options sur actions, dont 2 757 507 actions n'avaient pas encore été émises, contre 2 762 507 actions au 31 mars 2019.

Au 31 mars 2020, 1 497 595 options sur actions étaient émises et en cours comme suit :

Prix d'exercice	Options en cours			Options dont les droits sont acquis	
	Nombre	Durée moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
10,71 \$ à 11,71 \$	635 595	1,26	11,43 \$	635 595	11,43 \$
14,93 \$ à 16,22 \$	862 000	5,25	15,66	297 625	15,16
	1 497 595	3,58	13,86 \$	933 220	12,62 \$

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

L'évolution des actions ordinaires et de la charge connexe liées au régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
<i>Nombre d'actions ordinaires</i>		
Émises	—	36 188
Attribuées aux employés participants	58 019	24 622
Charge liée aux actions ordinaires attribuées	364 \$	227 \$

Aux 31 mars 2020 et 2019, 340 000 actions étaient réservées aux fins d'émission dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat, dont 22 678 actions n'avaient pas encore été émises.

C. Régime d'unités d'action différées («UAD») et Régime d'unités d'actions liées au rendement («UAR»)

L'évolution des UAD en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
<i>Nombre d'UAD</i>		
Solde au début de l'exercice	166 334	136 170
Émises	21 671	36 008
Réglées	(33 055)	(4 512)
Annulées ou frappées d'extinction	—	(1 332)
Solde de clôture des UAD en cours	154 950	166 334
(Produits) charge au titre des UAD	(325) \$	640 \$
Juste valeur des UAD en cours, à la fin de l'exercice	1 599 \$	2 534 \$

L'évolution des UAR en cours et de la charge connexe se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
<i>Nombre d'UAR</i>		
Solde au début de l'exercice	212 450	187 948
Émises	119 300	81 350
Réglées	(16 100)	(38 392)
Annulées ou frappées d'extinction	(37 200)	(18 456)
Solde de clôture des UAR en cours	278 450	212 450
Charge au titre des UAR	764 \$	1 505 \$
Juste valeur des UAR en cours dont les droits sont acquis, à la fin de l'exercice	2 316 \$	1 850 \$

Les passifs liés aux régimes d'UAR et d'UAD sont présentés au poste *Fournisseurs et charges à payer* des bilans consolidés.

NOTE 23. CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2019	19 266 \$	(1 772) \$	(6 992) \$	10 502 \$
Autres éléments du résultat global	15 579	(12 130)	(6 791)	(3 342)
Solde au 31 mars 2020	34 845 \$	(13 902) \$	(13 783) \$	7 160 \$

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures de flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger	Total
Solde au 31 mars 2018	20 116 \$	24 \$	(5 923) \$	14 217 \$
Autres éléments du résultat global	(850)	(1 796)	(1 069)	(3 715)
Solde au 31 mars 2019	19 266 \$	(1 772) \$	(6 992) \$	10 502 \$

NOTE 24. IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
États des résultats consolidés		
Charge d'impôt exigible	7 637 \$	6 254 \$
Charge (recouvrement) d'impôt différé	5 105	(2 019)
Charge d'impôt sur le résultat présentée dans les états des résultats consolidés	12 742 \$	4 235 \$
États des variations des capitaux propres consolidés		
Recouvrement se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux résultats non distribués	(631) \$	(656) \$
Recouvrement se rapportant à des éléments imputés ou crédités directement aux autres éléments du résultat global	(5 808)	(557)
Recouvrement d'impôt sur le résultat présenté directement dans les capitaux propres	(6 439) \$	(1 213) \$

Le calcul de la charge d'impôt sur le résultat se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,5 % (26,6 % pour l'exercice 2019)	(10 030) \$	8 124 \$
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(3 733)	(4 788)
Dépréciation du goodwill non déductible	21 130	—
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé	3 805	—
Différences permanentes	1 227	1 018
Autres éléments	343	(119)
Charge d'impôt sur le résultat	12 742 \$	4 235 \$

Les principaux actifs d'impôt différé et passifs d'impôt différé découlant des différences temporaires sont les suivants :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Actifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	10 785 \$	10 975 \$
Stocks	5 625	5 345
Débiteurs	14	20
Instruments financiers dérivés	4 707	113
Obligations locatives	3 837	—
Prêts des autorités gouvernementales	15	10
Avantages d'impôt différé découlant de pertes fiscales et dépenses déductibles reportées en avant	23 538	22 185
Total des actifs d'impôt différé	48 521 \$	38 648 \$
Passifs d'impôt différé		
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt	(59)	(729)
Immobilisations corporelles	(25 793)	(16 903)
Relations clients et contrats	(11 783)	(12 795)
Total des passifs d'impôt différé	(37 635) \$	(30 427) \$
Actifs d'impôt différé nets	10 886 \$	8 221 \$

Les actifs d'impôt différé nets sont compris dans les postes suivants des bilans consolidés :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Actifs d'impôt différé	19 698 \$	14 575 \$
Passifs d'impôt différé	(8 812)	(6 354)
Actifs d'impôt différé nets	10 886 \$	8 221 \$

Des actifs d'impôt différé nets de 12 162 \$ ont été comptabilisés au 31 mars 2020 (13 330 \$ au 31 mars 2019) dans des juridictions fiscales qui ont subi des pertes au cours de l'exercice considéré ou des exercices précédents. Compte tenu du niveau de résultat imposable historique ou des projections de résultat imposable futur, la direction de la Société est d'avis qu'il est probable que la Société réalisera toutes les économies liées à ces différences temporaires déductibles et ces pertes autres qu'en capital reportées en avant.

Au 31 mars 2020, les pertes opérationnelles reportées en avant et les autres différences temporaires pour lesquelles des actifs d'impôt différé connexes n'avaient pas été comptabilisés dans les états financiers consolidés totalisaient 28 354 \$ (3 329 \$ au 31 mars 2019).

La Société avait les pertes autres qu'en capital et les charges d'intérêts non déduites disponibles pour report en avant suivantes :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Canada	26 094 \$	19 520 \$
États-Unis	73 198	64 219
Royaume-Uni	1 802	1 456
Espagne	24 357	18 874
	125 451 \$	104 069 \$

Au 31 mars 2020, la Société s'attendait à recouvrer ou à régler des actifs d'impôt différé de 12 526 \$ et des passifs d'impôt différé de 1 644 \$ dans moins de un an.

L'impôt différé n'est pas comptabilisé sur les résultats non distribués des filiales lorsque la Société est en mesure de contrôler le calendrier de versement et qu'il est probable qu'il n'y aura aucun versement dans un avenir prévisible. Au 31 mars 2020, les différences temporaires associées aux investissements dans les filiales pour lesquels un passif d'impôt différé n'a pas été comptabilisé étaient de 28 850 \$ (21 614 \$ au 31 mars 2019).

NOTE 25. PRESTATIONS DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE

Description des régimes de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les prestations fournies par les régimes d'avantages complémentaires de retraite sont définies par des contrats individuels qui prévoient principalement des prestations d'assurance vie et d'assurance soins de santé. Puisque les montants liés à ces prestations ne sont pas importants, ils ne sont pas inclus dans les chiffres qui suivent.

Total des paiements en numéraire

Pour l'exercice 2020, le total des paiements en numéraire relatifs aux avantages du personnel, composé des cotisations versées en numéraire par la Société à ses régimes de retraite à prestations définies capitalisés et des paiements en numéraire directement versés aux bénéficiaires pour ses régimes à prestations définies non capitalisés, s'est élevé à 1 417 \$ (1 335 \$ en 2019), alors que les cotisations versées en numéraire à ses régimes à cotisations définies se sont établies à 3 425 \$ (3 492 \$ en 2019).

Régimes à prestations définies

La Société mesure la juste valeur des actifs des régimes aux fins comptables au 31 mars de chaque exercice, alors que les obligations découlant de ses régimes à prestations définies sont évaluées au 31 décembre de chaque exercice et projetées au 31 mars pour tous les régimes, sauf un régime pour lequel la date d'évaluation est le 31 mars.

Les régimes à prestations définies exposent la Société à des risques actuariels comme :

- Le risque lié à l'espérance de vie
 - La valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies est calculée en partie en fonction de l'espérance de vie estimée des participants au régime. Une augmentation de l'espérance de vie entraîne une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de change
 - Une tranche importante des actifs des régimes est investie dans des actions étrangères, par conséquent, un accroissement de la valeur du dollar canadien par rapport à la monnaie dans laquelle ces actions étrangères sont libellées entraînerait une hausse des obligations de la Société.
- Le risque de taux d'intérêt
 - Une diminution des taux d'intérêt du marché entraînerait une diminution du taux d'actualisation utilisé pour calculer la valeur actualisée des obligations au titre du régime à prestations définies, ce qui se traduirait par une hausse de ces obligations. Cette hausse serait en partie compensée par une augmentation connexe de la valeur des obligations détenues par les régimes.
- Le risque d'investissement
 - Le risque d'investissement correspond au risque que le rendement des actifs des régimes soit moins élevé que le taux d'intérêt des obligations des sociétés utilisé pour calculer le taux d'actualisation. À l'heure actuelle, la composition des régimes comprend 58 % de fonds d'actions, 41 % de titres de créance et 1 % d'autres fonds. Compte tenu de la nature à long terme des obligations au titre des régimes à prestations définies, la Société juge approprié qu'une tranche raisonnable des actifs des régimes soit investie dans des titres de capitaux propres et d'autres fonds afin de dégager un rendement à long terme des actifs des régimes.

Le rapprochement de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et de la juste valeur des actifs des régimes et des montants comptabilisés dans les bilans consolidés se présente comme suit :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	64 234 \$	65 962 \$
Juste valeur des actifs des régimes	55 117	60 710
Situation de capitalisation des régimes – déficit	(9 117) \$	(5 252) \$
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes non capitalisés	(962)	(1 398)
Montant comptabilisé dans les autres passifs à long terme (note 21)	(10 079) \$	(6 650) \$

Le total de la charge au titre des régimes à prestations définies qui a été comptabilisée dans les états des résultats consolidés est comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 408 \$	1 192 \$
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies (note 9)	238	150
Coût des services passés	543	—
Frais d'administration	259	198
Total de la charge au titre des régimes à prestations définies comptabilisée dans les états des résultats consolidés	2 448 \$	1 540 \$

Le montant total comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Réévaluations		
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	(59) \$	(326) \$
Gains (pertes) découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	4 494	(2 855)
(Pertes) gains liés à l'expérience	(486)	255
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(6 347)	439
Autres éléments du résultat global	(2 398) \$	(2 487) \$

Le rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes est comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Rendement réel de la juste valeur des actifs des régimes	(4 364) \$	2 547 \$

La variation de la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies est la suivante pour les exercices :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Obligations au titre des prestations définies au début de l'exercice	67 360 \$	62 932 \$
Coût des services rendus au cours de l'exercice	1 408	1 192
Charges d'intérêts	2 221	2 258
Cotisations des participants aux régimes	694	675
Pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses démographiques	59	326
(Gains) pertes découlant des modifications apportées aux hypothèses financières	(4 494)	2 855
Pertes (gains) liés à l'expérience	486	(255)
Prestations payées	(3 081)	(2 623)
Prestations pour services passés	543	—
Obligations au titre de prestations définies à la fin de l'exercice	65 196 \$	67 360 \$

La juste valeur des actifs des régimes se présente comme suit :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Juste valeur des actifs des régimes au début de l'exercice	60 710 \$	58 974 \$
Produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	1 983	2 108
Rendement des actifs des régimes, compte non tenu des produits d'intérêts liés aux actifs des régimes	(6 347)	439
Cotisations de l'employeur	1 417	1 335
Cotisations des participants aux régimes	694	675
Prestations payées	(3 081)	(2 623)
Frais d'administration	(259)	(198)
Juste valeur des actifs des régimes à la fin de l'exercice	55 117 \$	60 710 \$

Les actifs des régimes sont les suivants :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Titres de capitaux propres	58 %	61 %
Titres de créance	41 %	31 %
Autres	1 %	8 %
Total	100 %	100 %

Principales hypothèses

Les principales hypothèses moyennes pondérées utilisées à la date de clôture sont les suivantes pour les exercices :

	2020	2019
Obligations au titre des prestations définies aux 31 mars :		
Taux d'actualisation	3,80 %	3,30 %
Taux d'augmentation des salaires	3,50 %	3,50 %
Espérance de vie moyenne, en fonction d'un départ à la retraite à 65 ans :		
Homme, 45 ans à la date de clôture	87	86
Femme, 45 ans à la date de clôture	89	89
Homme, 65 ans à la date de clôture	88	87
Femme, 65 ans à la date de clôture	90	90

Le tableau ci-après résume l'incidence des modifications apportées à ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2020 et pour l'exercice clos à cette date.

Augmentation (diminution)	Obligations au titre des prestations définies
	%
Taux d'actualisation	
Augmentation de 0,5 %	(6,3)
Diminution de 0,5 %	7,2
Taux de rémunération	
Augmentation de 0,5 %	—
Diminution de 0,5 %	—
Espérance de vie moyenne	
Augmentation de 1 an	2,2
Diminution de 1 an	(2,3)

Flux de trésorerie futurs de la Société liés aux prestations de retraite

On estime à 1 358 \$ le total des cotisations qui devraient être versées en numéraire dans ces régimes au cours de l'exercice 2021.

La durée des obligations au titre des prestations définies au 31 mars 2020 s'établissait à 14,7 ans (14,8 ans au 31 mars 2019). L'échéance prévue des prestations de retraite non actualisées en vertu du régime de retraite des employés syndiqués se présente comme suit :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Moins de 1 an	1 860 \$	1 783 \$
De 1 an à 2 ans	2 096	1 834
De 2 à 5 ans	7 071	6 125
Plus de 5 ans	150 545	168 987
Total	161 572 \$	178 729 \$

Régimes de retraite à cotisations définies

Les coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies se présentent comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	3 425 \$	3 492 \$

NOTE 26. ENGAGEMENTS

Engagements

La Société a des engagements pour des bons de commande en cours relativement à de la machinerie et à de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Les paiements minimaux pour les cinq prochains exercices se détaillent comme suit :

	2021	2022	2023	2024	2025	Par la suite	Total 2020	Total 2019
Engagements liés à l'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	5 975 \$	1 466	—	—	—	—	7 441 \$	6 796 \$

Garanties

La Société conclut des conventions qui prévoient des engagements d'indemnisation et des garanties envers les contreparties relativement à certaines opérations comme des cessions d'entreprises et la vente d'actifs.

Ces engagements d'indemnisation et ces garanties pourraient obliger la Société à indemniser des contreparties pour les coûts engagés et les pertes subies par suite de divers événements, incluant des violations de déclarations et de garanties, des atteintes à la propriété intellectuelle, des pertes ou des dommages relatifs à la propriété, des responsabilités environnementales, des changements aux règlements et aux lois (y compris les législations fiscales) ou à leur interprétation, des écarts de valeur ou des litiges dont les contreparties pourraient faire l'objet.

Au moment de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'actifs, en plus d'une indemnisation possible liée à l'inexécution d'une clause restrictive et à une violation de déclarations et de garanties, la Société pourrait avoir à verser des indemnisations au titre de réclamations résultant de son exploitation passée de l'entreprise. La nature de ces engagements d'indemnisation empêche la Société d'estimer le montant potentiel maximal qu'elle pourrait être tenue de payer en vertu des garanties, puisque ces événements ne se sont pas encore produits. Au 31 mars 2020, la durée de ces engagements d'indemnisation pouvait se prolonger jusqu'à l'exercice 2024. Au 31 mars 2020, la Société avait comptabilisé une provision de 4 804 \$ (5 012 \$ au 31 mars 2019) qu'elle a classée comme provision à court terme (note 19) étant donné que la date de règlement n'était pas encore connue.

Lettres de crédit

Au 31 mars 2020, la Société disposait de lettres de crédit en cours totalisant 22 590 \$ (26 153 \$ au 31 mars 2019).

NOTE 27. ÉVENTUALITÉS

Dans le cadre du cours normal de ses activités, la Société est partie à des litiges et à des procédures de réclamation. De l'avis de la direction, tout règlement découlant de ces litiges n'aurait pas d'incidence importante sur la situation financière consolidée ni sur les résultats opérationnels consolidés de la Société.

NOTE 28. VARIATION NETTE DES ÉLÉMENTS HORS TRÉSORERIE

La variation nette des éléments hors trésorerie se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Comptes clients	4 328 \$	(5 624) \$
Impôts à recevoir	1 102	(385)
Stocks	(45 517)	(1 746)
Autres actifs à court terme et à long terme	116	(2 245)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	3 320	20 013
Provisions	(8 822)	(5 377)
Avances de clients et facturations progressives	11 072	4 655
Impôts à payer	(508)	(2 404)
Incidence des variations des taux de change ¹	5 381	2 686
	(29 528) \$	9 573 \$

¹) Reflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de l'exercice sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales à l'étranger de la Société.

NOTE 29. INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

La répartition géographique des actifs de la Société se présente comme suit :

Au	31 mars 2020				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	115 058 \$	80 245 \$	20 873 \$	43 465 \$	259 641 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	15 802	4 225	6 119	37 901	64 047
Goodwill	5 404	19 395	65 735	30 239	120 773
Au	31 mars 2019				
	Canada	États-Unis	Royaume-Uni	Espagne	Total
Immobilisations corporelles, montant net	97 210 \$	72 872 \$	13 987 \$	43 885 \$	227 954 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	14 785	6 433	9 254	38 905	69 377
Goodwill	14 344	53 217	65 041	56 410	189 012

Les ventes d'après l'emplacement géographique des clients se présentent comme suit pour les exercices :

	2020	2019
États-Unis	326 860 \$	260 397 \$
Royaume-Uni	62 734	53 589
Espagne	48 049	26 036
Reste de l'Europe	67 647	58 837
Canada	57 472	39 668
Autres pays	50 234	45 350
	612 996 \$	483 877 \$

NOTE 30. RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (dirigeants et non-dirigeants) ainsi que les membres du comité de direction. La charge de rémunération des principaux dirigeants se présente comme suit pour les exercices :

	2020	2019
Avantages à court terme et autres avantages	4 019 \$	3 622 \$
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	173	84
Rémunération fondée sur des actions	1 301	1 421
Total de la rémunération versée aux principaux dirigeants	5 493 \$	5 127 \$

NOTE 31. INSTRUMENTS FINANCIERS

Hiérarchie de la juste valeur

Les actifs financiers et les passifs financiers évalués à la juste valeur aux bilans consolidés sont répartis dans les trois niveaux d'une hiérarchie de la juste valeur. Ces trois niveaux sont définis en fonction du caractère observable des principales données de l'évaluation, comme suit :

- Niveau 1 : cours (non ajusté) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : données concernant l'actif ou le passif, autres que les cours du marché inclus dans les données de niveau 1, qui sont observables directement ou indirectement;
- Niveau 3 : données non observables concernant l'actif ou le passif.

Le classement des instruments financiers ainsi que leur valeur comptable et leur juste valeur se présentaient comme suit :

Aux	31 mars 2020			31 mars 2019		
	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie de la juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	45 841 \$	45 841 \$	Niveau 1	35 128 \$	35 128 \$
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	3 526	3 526	Niveau 2	6 599	6 599
		49 367 \$	49 367 \$		41 727 \$	41 727 \$
Passifs financiers						
Instruments financiers dérivés	Niveau 2	23 988 \$	23 988 \$	Niveau 2	3 451 \$	3 451 \$
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme	Niveau 2	292 710	318 456	Niveau 2	263 258	270 716
		316 698 \$	342 444 \$		266 709 \$	274 167 \$

Instruments financiers dérivés – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés aux bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société, et est comparée à la juste valeur établie par des institutions financières à partir des taux de change ou des taux d'intérêt publiés sur le marché actif et ajustée par ces dernières pour tenir compte du risque de crédit. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et actualisent ces montants en fonction des modalités contractuelles des instruments financiers dérivés et des données observables des marchés externes, comme les taux des swaps de taux d'intérêt et les taux de change à la fin de la période.

Dette à long terme – La juste valeur de la dette à long terme a été établie en calculant la valeur actualisée de la dette à long terme à l'aide du taux qui serait négocié dans le contexte économique prévalant à la date de fin d'exercice.

NOTE 32. GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Société est partie à des instruments financiers et, de ce fait, est particulièrement exposée à des risques de marché, de crédit, de concentration de crédit et de liquidité.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque de fluctuation de la juste valeur ou des flux de trésorerie futurs des instruments financiers découlant des variations des cours du marché, que ces dernières soient causées par des facteurs spécifiques à des instruments financiers en particulier ou à son émetteur, ou par des facteurs qui touchent l'ensemble des instruments financiers similaires négociés sur le marché. La Société est particulièrement exposée aux risques de marché suivants :

Risque de change

La Société conclut des opérations en devises au Canada et exerce des activités aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, ce qui l'expose au risque de fluctuation des taux de change.

Dans le but d'atténuer le risque lié aux fluctuations des taux de change, la Société a recours à des instruments dérivés pour couvrir ce risque, essentiellement lié au dollar américain et découlant de ses activités au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni.

La politique de gestion du risque de change de la Société exige la couverture de 50 % à 100 % de l'exposition aux devises connue, essentiellement au cours des deux exercices financiers suivants, des entrées de fonds prévues provenant de ventes libellées en dollars américains réalisées par ses établissements du Canada, de l'Espagne et du Royaume-Uni et se rapportant à des contrats de vente, déduction faite des sorties de fonds prévues, en dollars américains, effectuées par ses établissements du Canada, de l'Espagne et du Royaume-Uni découlant essentiellement de l'achat de matières premières et de certaines autres matières.

Au 31 mars 2020, la Société détenait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 404 728 \$. Ce montant comprend principalement des contrats d'un montant notionnel de 266 355 \$ US pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3243. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2020 et mars 2025, la majorité échéant au cours des exercices 2021 et 2022.

Au 31 mars 2020, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard des autres devises, toutes les autres variables demeurant stables par ailleurs, aurait eu une incidence sur le résultat net consolidé et les autres éléments du résultat global comme suit :

	Incidence du dollar américain	Incidence de la livre sterling	Incidence de l'euro
	\$	\$	\$
Augmentation de la perte nette	(275)	(122)	(138)
Augmentation (diminution) des autres éléments du résultat global	448	(1 755)	(766)

La sensibilité au taux de change présentée ci-dessus représente la somme des expositions nettes au risque de change des instruments financiers de la Société, incluant les contrats de change à terme à la date du bilan consolidé.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt principalement à cause de son taux d'intérêt variable sur sa facilité de crédit à long terme (voir la note 20). De plus, les fluctuations du taux d'intérêt pourraient également avoir une incidence sur les produits d'intérêts de la Société qui sont générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La politique portant sur les taux d'intérêt de la Société exige de conserver une combinaison appropriée de dettes portant intérêt à des taux fixes et variables afin de réduire l'incidence nette des variations des taux d'intérêt. Par conséquent, la direction peut utiliser des dérivés afin de conserver un ratio de la dette portant intérêt à des taux fixes se situant entre 40 % et 80 % de la dette à long terme, compte non tenu des obligations locatives et des prêts des autorités gouvernementales.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

L'acquisition de CESA (voir la note 5) a exposé la Société à des risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard de l'investissement net en euros. Une diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait baisser la valeur de cet investissement

dans un établissement à l'étranger, et une augmentation des taux d'intérêt sous-jacents à la dette ferait augmenter les frais financiers nets connexes.

Afin d'atténuer ces risques, au 31 mars 2020, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin de gérer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros (montant fixe)	Taux d'intérêt	Mise en vigueur	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,40 %	Octobre 2017	Septembre 2025
17 523 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,74 %	Septembre 2018	Mai 2022
10 000 \$ CA	6 658 €	2,68 %	Juin 2019	Septembre 2025

L'incidence d'une variation des taux d'intérêt de 100 points de base («pdb») sur les résultats financiers de la Société pour l'exercice 2020 aurait été comme suit :

	Augmentation de 100 pdb	Diminution de 100 pdb
	\$	\$
Incidence sur le résultat net liée à la dette à long terme à taux variable	(116)	116
Incidence sur le résultat global liée aux swaps de devises et de taux d'intérêt	846	(846)

L'analyse de sensibilité aux taux d'intérêt présentée ci-dessus est calculée en fonction du passif à taux variable à la fin de l'exercice, et suppose que toutes les autres variables sont demeurées stables.

Autre risque de prix

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (voir la note 22). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de ce swap, lors du règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les variations du cours des actions de la Société qui influe sur la charge liée aux UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2020, le swap sur actions visait 300 000 actions ordinaires de la Société à un prix de 13,52 \$. Ce swap constitue un instrument dérivé qui n'est pas désigné dans une relation de couverture et vient à échéance en juin 2021.

Risques de crédit et de concentration de crédit

Les risques de crédit et de concentration de crédit représentent les risques liés à la contrepartie lorsque les parties avec lesquelles la Société conclut des ententes ou des contrats sont incapables de respecter leurs engagements.

Le risque de crédit est principalement lié à la possibilité que des clients soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard des comptes clients de la Société, et que des institutions financières soient incapables de respecter leurs engagements à l'égard de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des instruments financiers dérivés de la Société.

Le risque de concentration de crédit tient au fait que la Société a réalisé environ 60 % de ses ventes en 2020 auprès de seulement neuf clients (61 % auprès de neuf clients en 2019). Plus précisément, la Société a un client représentant 22 % de ses ventes consolidées en 2020 (un client représentant 22 % en 2019).

Comptes clients

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont limités, puisque la Société fait habituellement affaire avec de grandes entreprises ou des organismes gouvernementaux, à l'exception des ventes à de petites entreprises privées, qui représentaient dans leur ensemble environ 3,7 % pour l'exercice 2020 (4,2 % en 2019) des ventes consolidées de la Société.

Au 31 mars 2020, la Société n'avait pas effectué, par le passé, de radiation importante de comptes clients, et le délai moyen de recouvrement était à un niveau acceptable pour le secteur dans lequel la Société évolue.

En raison de la pandémie de COVID-19, la Société procède à des suivis plus fréquents de la solvabilité de ses comptes clients. Dans certains cas, des ententes de paiement à la livraison ont été passées avec certains clients. Il n'y a pas eu d'augmentation significative de la provision pour créances douteuses en lien avec la pandémie de COVID-19 étant donné que, d'après les évaluations de la Société à ce jour, la solvabilité des comptes clients n'a pas diminué de façon significative. Les effets de la pandémie de COVID-19 évoluent constamment, et la situation de crédit de certains clients est difficile à évaluer étant donné l'absence jusqu'à présent de problèmes significatifs de créances irrécouvrables avec ces clients.

Les variations de la provision pour créances douteuses s'établissent comme suit pour l'exercice clos le 31 mars 2020 :

	2020
Solde au début de l'exercice	192 \$
Constituée au cours de l'exercice	996
Solde à la fin de l'exercice	1 188 \$

Les comptes clients de la Société se présentent comme suit :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Non en souffrance	103 099 \$	105 402 \$
En souffrance – moins de 90 jours	7 820	8 866
En souffrance – plus de 90 jours	2 264	1 163
Ayant subi une dépréciation	563	192
	113 746	115 623
Provision pour créances douteuses	(1 188)	(192)
Solde à la fin de l'exercice	112 558 \$	115 431 \$

Les pertes de crédit estimées en fonction des taux de pertes attendues n'étaient pas importantes aux 31 mars 2020 et 2019.

Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers dérivés

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire principalement avec des institutions financières de première qualité, comme des banques à charte canadiennes et leurs filiales ou succursales américaines ou une succursale canadienne d'une banque américaine, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

Au 31 mars 2020, l'exposition maximale au risque de crédit et au risque de concentration de crédit liés aux instruments financiers était comme suit (voir la note 31) :

	JVRN	JVAERG ¹	Coût amorti
Trésorerie et équivalents de trésorerie	— \$	— \$	45 841 \$
Comptes clients	—	—	112 558
Instruments financiers dérivés	—	3 526	—

¹⁾ Correspond à la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

Risque de liquidité

La Société est exposée au risque de ne pas être en mesure d'honorer ses engagements financiers dans les délais établis, aux termes de ces engagements et à un prix raisonnable. Elle gère donc son risque de liquidité en établissant des prévisions de flux de trésorerie d'exploitation et liés aux activités d'investissement et de financement prévues. La haute direction participe aussi activement à la revue et à l'approbation des contrats de vente à long terme et des dépenses en immobilisations prévues.

Au 31 mars 2020, l'analyse des échéances des passifs financiers était comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Comptes fournisseurs et charges à payer	126 488 \$	— \$	— \$	— \$	126 488 \$
Avances de clients	14 501	—	—	—	14 501
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme (note 20)	24 749	47 136	134 921	153 847	360 653
Instruments financiers dérivés	9 321	10 921	2 535	1 211	23 988

NOTE 33. GESTION DU RISQUE LIÉ AU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable et acceptable.

Le ratio dette nette/capitaux propres était comme suit :

Aux	31 mars 2020	31 mars 2019
Tranche à court terme de la dette à long terme	16 857 \$	15 066 \$
Dette à long terme	272 760	245 240
Frais de financement différés, montant net	3 093	2 952
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	45 841	35 128
Dette nette	246 869 \$	228 130 \$
Capitaux propres	349 448	404 098
Ratio dette nette/capitaux propres	0,71:1	0,56:1

La Société n'est pas soumise à des exigences relatives au capital émanant des organismes de réglementation.

NOTE 34. ÉVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 5 mai 2020, la Société a annoncé la mise en place d'initiatives de restructuration en réponse à la baisse des cadences de production dans le marché de l'aérospatiale commerciale causée par la pandémie de COVID-19 actuelle. Ces initiatives entraîneront une diminution de 10 % de l'effectif, soit environ 225 employés, et la fermeture des installations d'Alta. Ces initiatives seront mises en œuvre au cours de l'exercice 2021 et entraîneront la comptabilisation d'une charge ponctuelle pouvant atteindre 12 000 \$ avant impôts.



RAPPORT DE GESTION

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU GÉNÉRAL	75
<i>Déclarations prospectives</i>	75
<i>Faits saillants de l'exercice</i>	76
<i>Survol de l'entreprise</i>	77
<i>Incidence de la COVID-19</i>	78
<i>Perspectives économiques</i>	79
<i>Prévisions</i>	82
RÉSULTATS D'EXPLOITATION	83
<i>Mesures financières non conformes aux IFRS</i>	88
FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT	90
<i>Facilités de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	90
<i>Prêts des autorités gouvernementales</i>	92
<i>Évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</i>	92
<i>Flux de trésorerie disponibles</i>	96
<i>Besoins en liquidités</i>	96
SITUATION FINANCIÈRE	97
<i>Structure du capital</i>	97
<i>Capital émis</i>	97
<i>Bilans consolidés</i>	98
<i>Régimes de retraite</i>	99
RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	100
<i>Acquisitions d'entreprises</i>	100
<i>Opérations sur devises</i>	104
<i>Gestion du risque</i>	105
<i>Indicateurs de rendement clés</i>	112
<i>Instruments financiers dérivés</i>	112
<i>Contrôles et procédures internes</i>	113
<i>Principales estimations comptables</i>	114
<i>Nouvelles normes comptables</i>	116
<i>Principales données financières</i>	118
<i>Informations aux actionnaires</i>	119
<i>Renseignements supplémentaires et information continue</i>	120

APERÇU GÉNÉRAL

Le rapport de gestion vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales («Héroux-Devtek», la «Société» ou la «direction») entre le 31 mars 2019 et le 31 mars 2020. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2020 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Ce rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2020, qui sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»), et doit être lu en parallèle avec ceux-ci. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans ce rapport sont exprimés en milliers de dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle et de présentation de la Société pour les périodes auxquelles il est fait référence dans la présente. Les données financières pour les trimestres clos les 31 mars 2020 et 2019 n'ont pas été auditées.

Mesures financières conformes et non conformes aux IFRS

Ce rapport de gestion contient des mesures financières conformes et non conformes aux IFRS. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont définies et font l'objet d'un rapprochement avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section *Résultats d'exploitation*.

Importance relative de l'information

La direction détermine qu'une information est importante si elle croit que la décision d'un investisseur raisonnable d'acheter, de vendre ou de conserver des titres de la Société pourrait vraisemblablement être influencée ou modifiée advenant l'omission ou l'inexactitude de cette information, et divulgue l'information importante en conséquence.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

La présente analyse contient des déclarations prospectives concernant principalement, mais sans s'y limiter, le rendement financier futur de Héroux-Devtek, ses attentes, ses objectifs ou des événements susceptibles de survenir. Ces déclarations se retrouvent principalement, mais non exclusivement, aux rubriques intitulées «Prévisions» et «Perspectives économiques» et peuvent en général être identifiées par l'utilisation de mots comme «viser», «anticiper», «hypothèse», «croire», «continuer», «s'attendre», «envisager», «projection», «prévision», «avoir l'intention de», «planifier», «prévoir», «devrait» ou encore par l'utilisation du futur ou du conditionnel. En raison de leur nature prévisionnelle, ces déclarations sont soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que les événements ou le rendement réel de la Société diffèrent grandement de ceux indiqués ou sous-entendus par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'incidence de la pandémie de COVID-19 actuelle sur les activités de Héroux-Devtek, la chaîne d'approvisionnement, l'industrie aérospatiale et l'économie en général; l'incidence des autres conditions économiques générales à l'échelle mondiale; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des marchandises; le rendement financier et opérationnel des fournisseurs et des clients; les variations des taux de change ou d'intérêt; et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique intitulée «Incidence de la COVID-19» de la section *Aperçu général* et à la rubrique «Gestion du risque» de la section *Renseignements supplémentaires*. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Ces déclarations prospectives sont fournies par Héroux-Devtek dans le but d'assister les lecteurs avec leur compréhension de la performance financière de la Société et de l'évaluation par la direction des projets et activités à venir. Le lecteur est prié de noter que ces déclarations pourraient ne pas être appropriées pour d'autres fins.

Bien que la direction de la Société estime que les attentes reflétées par les déclarations prospectives soient raisonnables, et bien que ces attentes soient fondées sur les renseignements disponibles au moment où elle a formulé lesdites déclarations, rien ne peut garantir que ces attentes se concrétiseront et le lecteur est averti qu'un écart peut survenir entre les résultats réels et les prévisions. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, sont expressément qualifiées dans leur intégralité par cette déclaration de mise en garde. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

FAITS SAILLANTS DE L'EXERCICE

Exercices	2020	2019
Ventes	612 996 \$	483 877 \$
Résultat opérationnel	(30 070)	37 240
Résultat opérationnel ajusté ¹	52 548	41 563
BAlIA ajusté ¹	96 191	74 213
Résultat net	(50 658)	26 194
Résultat net ajusté ¹	35 666	30 352
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	52 573	69 969
Flux de trésorerie disponibles ¹	30 330	58 642
<i>En dollars par action</i>		
(Perte) bénéfice par action – de base et dilué(e)	(1,38) \$	0,73 \$
BPA ajusté ¹	1,00	0,84
<i>Aux</i>	31 mars 2020	31 mars 2019
Carnet de commandes fermes ²	810 000 \$	624 000 \$

¹ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» de la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

² *Correspond aux commandes fermes.*

Événements importants

- La Société a enregistré des ventes de 613,0 millions de dollars, qui ont donné lieu à une perte opérationnelle de 30,1 millions de dollars attribuable principalement aux charges de dépréciation mentionnées ci-après, et a dégagé un BAlIA ajusté de 96,2 millions de dollars pour l'exercice 2020. Ces résultats se comparent à des ventes de 483,9 millions de dollars, à un résultat opérationnel de 37,2 millions de dollars ainsi qu'à un BAlIA ajusté de 74,2 millions de dollars pour l'exercice 2019.
- Héroux-Devtek a généré des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 52,6 millions de dollars et des flux de trésorerie disponibles de 30,3 millions de dollars au cours de l'exercice 2020, comparativement à 70,0 millions de dollars et 58,6 millions de dollars pour l'exercice 2019.
- Le carnet de commandes fermes a augmenté pour s'établir à 810,0 millions de dollars, par rapport à 624,0 millions de dollars au 31 mars 2019, surtout en raison d'une augmentation de la demande pour nos produits dans le secteur de la défense visés par des contrats à long terme.
- Les activités de Héroux-Devtek sont touchées par la pandémie de COVID-19 actuelle :
 - * Toutes nos installations demeurent opérationnelles et la Société maintient une position financière solide grâce à des liquidités disponibles totalisant 193 millions de dollars au 31 mars 2020. Se reporter à la rubrique intitulée «Flux de trésorerie et sources de financement» pour plus de renseignements.
 - * La diminution importante de la demande prévue de produits dans le secteur de l'aérospatiale commerciale a contraint la Société à comptabiliser des charges de dépréciation hors trésorerie totalisant 85,8 millions de dollars, dont une tranche de 79,7 millions de dollars était liée au goodwill. Se reporter à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» de la section *Résultats d'exploitation* pour en savoir plus.
 - * Après la fin de l'exercice, soit le 5 mai 2020, Héroux-Devtek a annoncé la mise en œuvre d'initiatives de restructuration à la lumière de la pandémie de COVID-19 actuelle. Ces initiatives seront mises en œuvre d'ici la fin de l'exercice, toucheront 10 % de l'effectif, ou environ 225 employés, et comprendront la fermeture de l'unité opérationnelle connue auparavant sous le nom d'Alta Précision. Ces mesures donneront lieu à une charge non récurrente d'au plus 12,0 millions de dollars avant impôts.

Se reporter à la rubrique intitulée «Incidence de la COVID-19» pour plus de renseignements sur les incidences de la pandémie sur Héroux-Devtek.

- Le 21 mai 2019, la Société a annoncé avoir élargi l'étendue de l'entente avec Boeing portant sur le F-18 pour y inclure la fabrication du train d'atterrissage avant et des trains principaux pour le programme Advanced F-15.
- Le 5 décembre 2019, la Société a conclu une entente visant à prolonger la durée de sa facilité renouvelable, faisant passer l'échéance de mai 2022 à décembre 2024.

SURVOL DE L'ENTREPRISE

Profil

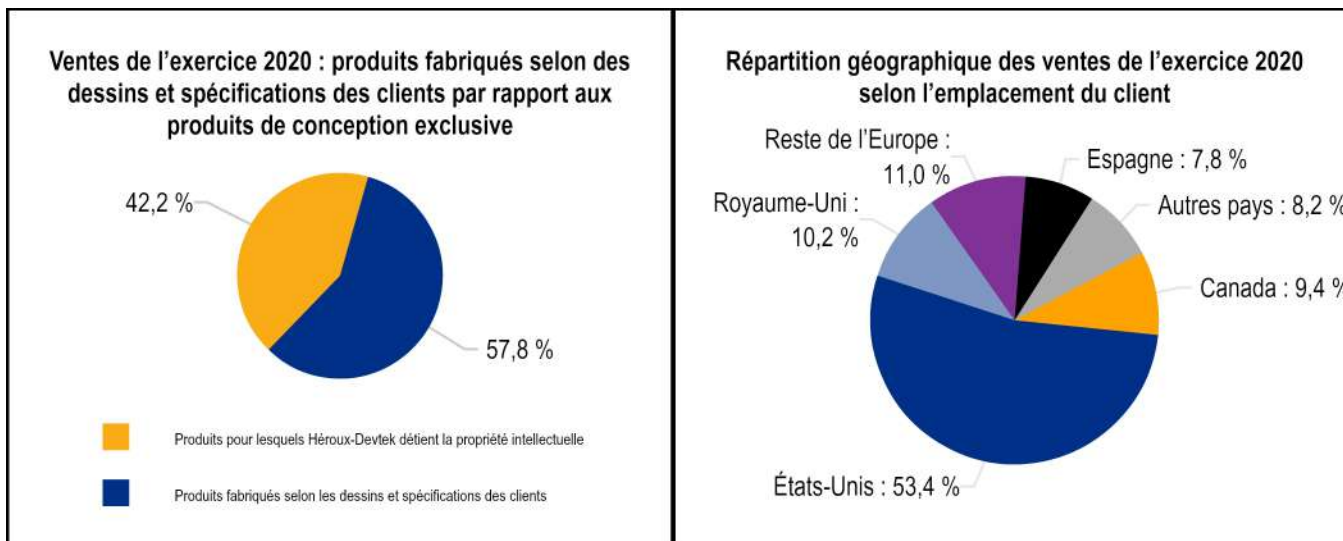
Héroux-Devtek Inc. (TSX : HRX) est une entreprise internationale qui se spécialise dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation, l'entretien et la révision de trains d'atterrissage, d'actionneurs hydrauliques et électromécaniques des commandes de vol, de vis à rotule sur mesure et de composantes critiques. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. Héroux-Devtek est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale au chapitre des ventes et dessert les secteurs commercial et de la défense.

Dans le secteur commercial, la Société est active dans les marchés des gros porteurs commerciaux et des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Du côté de la défense, la Société fournit des pièces et des services destinés à d'importants programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et exploite des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval, Saint-Hubert et Montréal); à Kitchener, Cambridge et Toronto, en Ontario; à Springfield et Cleveland, dans l'Ohio; à Wichita, au Kansas; à Everett, dans l'État de Washington; à Livonia, au Michigan; à Séville et Madrid, en Espagne; et à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni.

Héroux-Devtek vend ses produits à des fabricants d'équipement d'origine («OEM») comme Boeing, Airbus, Lockheed Martin, Leonardo, Embraer et BAE Systems, à des fournisseurs de premier niveau comme Safran Landing Systems et AAR, ainsi qu'à des utilisateurs finaux sur le marché secondaire où son plus grand client est l'armée de l'air américaine. Au cours de l'exercice 2020, les ventes réalisées auprès de ces neuf clients ont représenté environ 60 % du total des ventes consolidées. Plus précisément, un des clients de la Société représente 22 % de ses ventes consolidées.

Les tableaux qui suivent décrivent la segmentation des produits de Héroux-Devtek selon la propriété intellectuelle et la destination :



INCIDENCE DE LA COVID-19

La pandémie de COVID-19 a une incidence sans précédent sur l'industrie aéronautique et aérospatiale, notamment sur le transport commercial aérien. Les vols internationaux ont chuté de 80 % au début d'avril 2020 et, de l'avis général, les retombées des mesures de confinement prises à l'échelle mondiale risquent de se traduire par la pire récession économique depuis la Grande Dépression.

Les sociétés aériennes, aux prises avec des interdictions de voyage, l'immobilisation de leurs flottes et les perspectives négatives au chapitre de la demande, reportent les livraisons et annulent les commandes d'avions commerciaux neufs, de sorte que les équipementiers sont contraints de réduire les cadences de production. À l'échelle mondiale, les chaînes d'approvisionnement sont également perturbées par les mesures de confinement diverses imposées par les gouvernements ainsi que par l'incidence directe sur les installations de fabrication des éclosions du virus.

Ces conditions sont jumelées à un niveau rarement rencontré d'incertitude liée aux projections financières, étant donné qu'il est presque impossible d'estimer la durée ou la gravité de la pandémie ou des perturbations économiques causées par les initiatives pour la contenir. Pour une analyse détaillée des risques potentiels et des stratégies d'atténuation mises en œuvre, se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» dans la section *Renseignements supplémentaires*.

L'incidence sur Héroux-Devtek à ce jour

Les activités de la Société en Espagne ont été les premières à être touchées par la pandémie, en raison de la progression de cette dernière d'est en ouest. Au moment où le virus a commencé à se propager à la fin de février, nos activités en Espagne ont élaboré des protocoles pour empêcher la propagation de la maladie dans les installations de Héroux-Devtek. Ces mesures ont été mises en place dans l'ensemble de nos unités opérationnelles (Royaume-Uni, États-Unis et Canada) afin de créer un environnement de travail sécuritaire et se sont avérées très efficaces. À ce jour, aucun cas de transmission n'a été signalé dans nos bureaux ou nos usines.

Les activités de Héroux-Devtek ont été, en totalité ou en partie, jugées comme étant essentielles dans tous les territoires où la Société exerce ses activités, étant donné que nous sommes un fabricant de produits aérospatiaux qui approvisionne tant le secteur de la défense que le secteur commercial. Les protocoles mis en place ont en grande partie permis aux membres de notre équipe de travailler normalement pendant cette période extraordinaire. Toutes nos installations sont demeurées ouvertes et, compte tenu des personnes qui font du télétravail, nous avons enregistré un taux de présence physique d'environ 85 % pendant cette crise, ce qui, compte tenu du caractère exceptionnel des circonstances, nous a permis de demeurer relativement efficaces.

Nous avons également amélioré la communication avec les acteurs de notre chaîne d'approvisionnement afin d'évaluer les incidences de la pandémie sur nos fournisseurs essentiels et de partager nos meilleures pratiques avec ceux-ci. Bien que certains fournisseurs ont temporairement suspendu leurs activités et que plusieurs d'entre eux seront touchés financièrement, nos activités, en ce qui a trait à l'approvisionnement, ont été touchées minimalement à ce jour. Nous continuerons de surveiller de près l'évolution de la situation pour répondre rapidement à toute perturbation éventuelle.

À ce jour, la pandémie a eu une incidence importante sur les activités tant de nos clients que de nos fournisseurs, plusieurs équipementiers, comme Boeing, Airbus et Embraer ayant temporairement fermé leurs installations, ce qui a retardé certaines livraisons.

Malgré ces obstacles, la réaction extraordinaire de nos employés et leur dur labeur nous ont permis d'enregistrer des résultats financiers solides. Nous avons enregistré des ventes supérieures aux prévisions, lesquelles avaient été révisées à la hausse au troisième trimestre, affichés des marges solides et généré des flux de trésorerie qui nous aideront à affronter la tempête.

À plus long terme

Airbus et Boeing ont annoncé des réductions des cadences de production correspondant à environ 40 % de leur volume d'avions commerciaux gros porteurs. Selon les analystes de l'industrie, les cadences ne devraient pas augmenter au cours des deux ou trois prochaines années. Ces réductions des cadences et l'incertitude quant à leur durée nous ont incités à cesser de publier nos prévisions de ventes à long terme et à comptabiliser une charge de dépréciation hors trésorerie de 79,7 millions de dollars à l'égard du goodwill.

En réponse à la révision à la baisse considérable des perspectives du marché à moyen terme, nous avons dû ajuster rapidement notre structure de coûts et notre capacité de fabrication. Par conséquent, le 5 mai 2020, afin de réduire nos coûts fixes et variables, nous avons annoncé la mise en œuvre d'un plan de restructuration, y compris la fermeture de l'unité opérationnelle Alta Précision, ainsi que la réduction de notre effectif d'environ 10 %, ou 225 employés. Nous avons aussi révisé à la baisse nos dépenses en immobilisations prévues et réorienté nos ressources manufacturières vers le secteur de la défense. Nous croyons que ces mesures nous aideront à demeurer concurrentiels et rentables pendant cette période difficile.

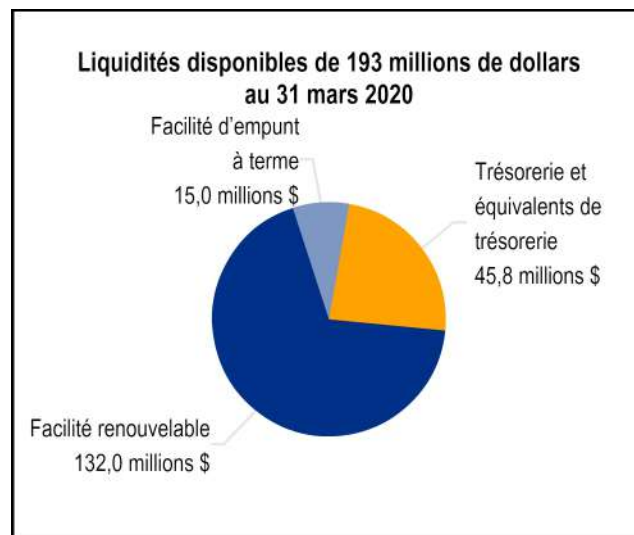
Prêts à faire face à la turbulence

Malgré ces conditions très difficiles, la bonne nouvelle est que la diversification de nos activités devrait nous procurer une certaine protection contre l'incidence de la pandémie et la récession économique. Au 31 mars 2020, plus des deux tiers de notre carnet de commandes fermes de 810 millions de dollars est composé de commandes pour des programmes dans le secteur de la défense et, à l'heure actuelle, nous prévoyons qu'il ne devrait faire l'objet que de perturbations minimales, ce qui devrait nous permettre d'éviter ce qui aurait pu être autrement une réduction majeure du volume d'affaires.

Qui plus est, nous amorçons l'exercice 2021 avec une situation financière solide. À la fin de l'exercice 2020, nous disposons de fonds en caisse d'un peu plus de 45 millions de dollars et d'une capacité d'emprunt combinée de près de 150 millions de dollars grâce à notre facilité renouvelable et à notre facilité d'emprunt à terme. Nous avons emprunté un montant de 60 millions de dollars sur ces facilités au début d'avril par mesure préventive.

Ces facilités ne sont assorties d'aucune exigence de remboursement du capital avant décembre 2024, étant donné la prolongation de notre facilité de crédit en décembre 2019. Nous respectons largement nos clauses financières restrictives et la situation devrait demeurer stable au cours des douze prochains mois, malgré la diminution prévue de notre volume commercial, grâce à des flux de trésorerie positifs.

La souplesse de nos activités qui nous permet de nous concentrer sur les produits pour le secteur de la défense, notre gestion prudente du capital, le dévouement de nos employés et notre bilan solide nous placent en bonne position pour affronter la turbulence.



PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les perspectives économiques présentées chaque année dans le rapport de gestion du quatrième trimestre et de l'exercice de la Société ont été mises à jour récemment comme suit. Cette rubrique vise à présenter certaines des tendances ou certains des indicateurs principaux sectoriels et macroéconomiques surveillés par la Société.

Après avoir enregistré une croissance constante sur un super cycle de 18 ans, l'industrie aéronautique a été gravement touchée par la pandémie de COVID-19 actuelle à l'échelle mondiale^{1, 2}. De fait, bien que les dépenses dans le secteur de la défense devraient demeurer relativement à l'abri de la pandémie, l'incidence défavorable sur le marché commercial, en particulier le transport de passagers, devrait continuer de se faire sentir à tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement tout au long de l'exercice 2021.

Conformément aux prévisions présentées ci-après, tirées des rapports récents publiés par des associations clés et des analystes importants de l'industrie, la Société prévoit une reprise lente, mais graduelle de la demande pour le transport de passagers dès les prochains trimestres. Héroux-Devtek ne prévoit pas que la demande pour le transport de passagers reviendra aux niveaux antérieurs à la COVID-19 d'ici l'année 2023.

L'activité dans le secteur de l'aérospatiale commerciale, qui avait ralenti soudainement et considérablement, ne devrait reprendre que graduellement

Par rapport à l'exercice précédent, le nombre de passagers-kilomètres payants («PKP») a reculé considérablement, soit de 52,9 %, en mars, au plus fort de la pandémie de COVID-19, le recul le plus important de l'histoire récente selon l'International Air Transport Association («IATA»)³.

Toutefois, après avoir enregistré une croissance supérieure à 10 % au mois de janvier et une certaine stabilité en février, le nombre de vols a diminué de près de 80 % d'une année à l'autre au début d'avril, également selon l'IATA². Les sociétés aériennes ont continué d'effectuer des vols intérieurs aux États-Unis, dans certains marchés européens et en Asie, mais le transport de passagers internationaux n'a pas recommencé de manière significative jusqu'à présent.

L'IATA prévoit un recul de 48 % des PKP en 2020 en regard de 2019, selon l'hypothèse que le transport intérieur reprendra graduellement au troisième trimestre de l'année civile et le transport international, au quatrième trimestre de l'année civile². Selon les projections les plus récentes

de l'IATA pour 2021, le taux de croissance des PKP à l'échelle mondiale devrait être inférieur de 32 % à 42 % par rapport au niveau auquel il se situait avant la pandémie de COVID-19⁴.

En plus d'occasionner des retards de livraison d'avions neufs par les fabricants aux sociétés aériennes, la Société prévoit une baisse importante de la demande pour les services après-vente (moins de sièges-milles disponibles, déstockage, report d'activités de maintenance ou de mise à niveau), en raison de la proportion élevée de la flotte qui est clouée au sol, estimée à 80 % au plus fort de la pandémie².

Bien qu'il soit encore trop tôt pour déterminer la vitesse et l'ampleur d'une reprise complète, la plupart des analystes de l'industrie s'attendent à ce que le transport aérien reprenne graduellement dans certains marchés d'Asie d'ici la fin du deuxième trimestre de l'année civile, la reprise la plus importante, peut-être de 30 % à 50 % par rapport aux niveaux historiques, devant avoir lieu au troisième trimestre de l'année civile. Selon les prévisions les plus récentes de Teal Group, le marché de l'aviation civile dans son ensemble devrait se contracter de 24 % en 2020⁴.

Contraction plus modeste des volumes de fret aérien

En mars 2020, les volumes de fret aérien, mesurés en tonnes-kilomètres de fret, avaient diminué de 15,2 % sur douze mois⁵. Ce recul d'un exercice à l'autre dure maintenant depuis douze mois et est attribuable à l'incidence récente de la pandémie de COVID-19, tout en étant exacerbé par les conflits commerciaux actuels et d'autres facteurs géopolitiques.

Selon l'IATA, la capacité de fret aérien correspondait à environ 70 % à 90 % des niveaux historiques à l'échelle des régions⁶ et devrait demeurer relativement à l'abri de la pandémie de COVID-19 à l'avenir⁴. Toutefois, comme c'était généralement le cas lors de récessions précédentes, l'activité de fret aérien devrait refléter le ralentissement de l'activité économique et la réduction globale prévue des dépenses de consommation au cours des prochains trimestres. Selon les prévisions les plus récentes de l'IATA, qui sont fondées sur les scénarios commerciaux les plus récents de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les volumes de fret en tonnes-kilomètres devraient reculer de 14 % à 31 % en 2020⁶.

Bien que soutenu en partie par un essor du transport de fournitures médicales et pharmaceutiques, le marché du fret aérien devrait continuer de faire face à un environnement commercial plutôt difficile, caractérisé par des écarts de performance régionale importants⁶ attribuables au calendrier de réouverture des économies et tributaire notamment des vagues possibles de résurgence de la pandémie de COVID-19⁵.

Les carnets de commandes d'avions commerciaux de clients restent relativement bien garnis

Dans l'intervalle, dans le secteur des avions commerciaux gros porteurs, le carnet de commandes d'avions commerciaux de Boeing comptait près de 5 000 avions au premier trimestre de 2020, une baisse d'environ 9 % par rapport aux niveaux antérieurs à la COVID-19⁷.

Le carnet de commandes d'avions commerciaux d'Airbus comptait 7 650 avions à la fin du premier trimestre de 2020, en hausse de 4 % par rapport à l'exercice précédent⁸.

La défense est considérée comme le marché le plus solide en période de pandémie de COVID-19 et de récession imminente

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses dans le secteur mondial de la défense ont dépassé les 1,9 billion de dollars américains en 2019, la plus forte augmentation d'une année à l'autre en plus d'une décennie⁹. Également selon le SIPRI, les dépenses des États-Unis dans le secteur de la défense ont augmenté de 5,3 % pour totaliser 732 milliards de dollars américains en 2019⁹.

Selon les prévisions de Teal Group, les avions de chasse, qui constituent une part importante des ventes de la Société dans le secteur de la défense, constituent la sous-catégorie du secteur de l'aérospatiale de défense qui devrait croître le plus rapidement en 2020, l'objectif de croissance d'une année à l'autre se situant à 2,9 %¹⁰. Dans l'ensemble, Teal Group prévoit que le marché de l'aérospatiale de défense dans son intégralité sera stable en 2020 et fait remarquer que ce marché est «relativement stable» en raison du vieillissement de la flotte et de l'accroissement des tensions à l'échelle mondiale¹⁰. De plus, le marché des services après-vente pour le secteur de la défense devrait demeurer solide en 2020, étant donné qu'un ralentissement des activités de déstockage, des missions de combat, des programmes de formation et des missions humanitaires est improbable¹¹.

Se reporter à la rubrique «Déclarations prospectives» du présent rapport de gestion pour de plus amples informations au sujet des déclarations prospectives et des risques qui y sont associés.

¹) Source : Commercial Aerospace Faces Turbulence, Boston Consulting Group, 18 novembre 2019.

²) Source : COVID-19 Updated Impact Assessment, IATA, rapport publié le 14 avril 2020.

³) Source : Air Passenger Monthly Market Analysis, IATA, mars 2020, publié le 29 avril 2020.

⁴) Source : COVID-19 Outlook for air travel in the next 5 years, IATA, 13 mai 2020.

⁵) Source : Air Cargo Market Analysis, IATA, mars 2020, publié le 28 avril 2020.

⁶) Source : COVID-19 Assessing prospects for air cargo, IATA, 28 avril 2020.

⁷) Source : Boeing Reports First Quarter Results, communiqués de presse publiés les 24 avril 2020 et 2019.

⁸) Source : Principales données d'Airbus à l'adresse www.airbus.com/investors pour le premier trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2019.

⁹) Source : Institut international de recherche sur la paix de Stockholm, Dépenses militaires dans le monde, communiqué de presse publié le 27 avril 2020.

¹⁰) Source : COVID-19 Civil Aviation Markets, Teal Group, 4 mai 2020.

¹¹) Source : COVID-19 And Military Aerospace Markets, Teal Group, mars 2020.

PRÉVISIONS

Consultez la mise en garde dans la rubrique intitulée «Déclarations prospectives» de la section *Renseignements supplémentaires* au sujet des prévisions et dans la rubrique intitulée «Gestion du risque» afin d'obtenir de plus amples renseignements concernant certains facteurs susceptibles de faire en sorte que les résultats futurs diffèrent de ceux énoncés dans les prévisions comprises dans la présente rubrique.

Performance financière de l'exercice 2020 par rapport aux prévisions

À deux reprises au cours de l'exercice, la direction a révisé les prévisions de ventes pour l'exercice 2020, pour les faire passer d'une projection initiale de 560 millions de dollars à 580 millions de dollars à une projection de 600 millions de dollars à 610 millions de dollars, pour tenir compte de l'acquisition d'Alta ainsi que de la croissance plus solide que prévu.

Les prévisions de ventes à long terme pour l'exercice 2022 ont été retirées en avril 2020, en raison de la prévisibilité réduite de l'incidence à long terme de la pandémie de COVID-19 sur le secteur de l'aérospatiale commerciale.

Par conséquent, les prévisions financières initiales et révisées se présentent comme suit :

Paramètre	Prévision initiale	Prévision révisée
Ventes pour l'exercice 2020	Ventes de 560 millions de dollars à 580 millions de dollars	Ventes de 600 millions de dollars à 610 millions de dollars
Croissance des ventes à long terme	Ventes de 620 millions de dollars à 650 millions de dollars pour l'exercice 2022	Retirée

Les ventes pour l'exercice 2020, à 613 millions de dollars, ont dépassé légèrement les prévisions en raison de livraisons soutenues au cours de l'exercice.

En raison de la volatilité sans précédent sur le marché mondial de l'aérospatiale, la direction ne publiera pas de prévisions financières pour l'exercice 2021.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

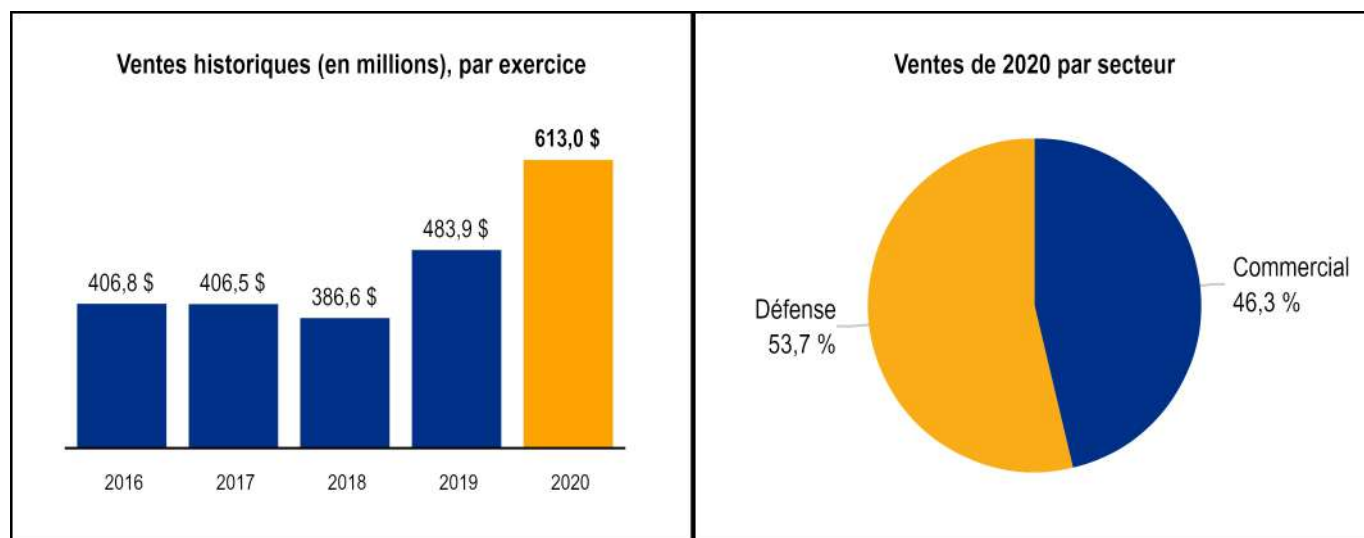
	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Ventes	166 800 \$	157 914 \$	8 886 \$	612 996 \$	483 877 \$	129 119 \$
Marge brute	29 852	29 730	122	103 120	83 196	19 924
Frais de vente et d'administration	12 275	13 522	(1 247)	50 572	41 633	8 939
Résultat opérationnel ajusté ¹	17 577	16 208	1 369	52 548	41 563	10 985
Éléments non récurrents	82 003	1 018	80 985	82 618	4 323	78 295
Résultat opérationnel	(64 426)	15 190	(79 616)	(30 070)	37 240	(67 310)
(Produits) frais financiers ²	(533)	1 402	(1 935)	7 846	6 811	1 035
Charge d'impôt sur le résultat ²	8 220	1 830	6 390	12 742	4 235	8 507
Résultat net	(72 113) \$	11 958 \$	(84 071) \$	(50 658) \$	26 194 \$	(76 852) \$
Résultat net ajusté ¹	13 695 \$	12 794 \$	901 \$	35 666 \$	30 352 \$	5 314 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>						
Marge brute	17,9 %	18,8 %	-90 pdb	16,8 %	17,2 %	-40 pdb
Frais de vente et d'administration	7,4 %	8,6 %	-120 pdb	8,2 %	8,6 %	-40 pdb
Résultat opérationnel	(38,6) %	9,6 %	-4 820 pdb	(4,9) %	7,7 %	-1 260 pdb
Résultat opérationnel ajusté ¹	10,5 %	10,3 %	20 pdb	8,6 %	8,6 %	0 pdb
<i>En dollars par action</i>						
(Perte) bénéfice par action ³	(1,98) \$	0,34 \$	(2,32) \$	(1,38) \$	0,73 \$	(2,11) \$
BPA ajusté ¹	0,38 \$	0,36 \$	0,02 \$	1,00 \$	0,84 \$	0,16 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

²⁾ Se reporter à la rubrique intitulée «Éléments non récurrents» pour de plus amples renseignements.

³⁾ De base et dilué(e).

Ventes



Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

Trimestres clos les 31 mars						
	2020	2019	Acquisitions	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	71 955 \$	78 004 \$	6 830 \$	37 \$	(12 916) \$	(16,6) %
Défense ¹	94 845	79 910	1 277	128	13 530	16,9 %
Total	166 800 \$	157 914 \$	8 107 \$	165 \$	614 \$	0,4 %

Exercices clos les 31 mars						
	2020	2019	Acquisitions	Incidence des taux de change	Variation nette	
Commercial	283 737 \$	236 283 \$	49 957 \$	1 634 \$	(4 137) \$	(1,8) %
Défense ¹	329 259	247 594	49 670	1 896	30 099	12,2 %
Total	612 996 \$	483 877 \$	99 627 \$	3 530 \$	25 962 \$	5,4 %

¹⁾ Comprennent les ventes de produits liés à la défense à des clients civils et à des gouvernements.

L'analyse qui suit ne tient pas compte de l'incidence des acquisitions et des taux de change présentée dans le tableau ci-dessus.

Commercial

Au cours de l'exercice, les ventes commerciales en interne ont été relativement stables, la diminution des besoins de services après-vente pour les programmes d'avions régionaux et le nombre moins élevé de livraisons de certains jets d'affaires ayant été en grande partie contrebalancés par la hausse du nombre de livraisons pour les programmes visant les Boeing 777 et 777X.

La diminution de 12,9 millions de dollars des ventes commerciales au quatrième trimestre de l'exercice par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la baisse du nombre de livraisons de composantes pour les programmes d'avions commerciaux gros porteurs, notamment pour le Boeing 787 après l'expiration d'un contrat, ainsi que du recul des besoins de services après-vente pour les programmes d'avions régionaux.

Défense

Les augmentations nettes respectives de 30,1 millions de dollars et 13,5 millions de dollars des ventes dans le secteur de la défense pour l'exercice et le quatrième trimestre sont principalement attribuables à :

- une augmentation de la demande pour les services après-vente dans le cadre des programmes C-130, KC-135 et Sikorsky H-60;
- l'augmentation de la cadence de production pour le programme Lockheed Martin F-35;
- une hausse de la demande de pièces de rechange pour le programme Global Hawk de Northrop Grumman.

Marge brute

Pour l'exercice considéré, la marge brute a diminué pour s'établir à 16,8 %, en regard de 17,2 %. Cette diminution est principalement attribuable aux inefficiences et aux retards de livraison occasionnés par l'incidence de la COVID-19 ainsi qu'à la hausse des coûts de fabrication à notre usine de Longueuil au cours des six premiers mois de l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent.

Pour le trimestre, la marge brute a diminué pour s'établir à 17,9 %, en regard de 18,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable aux inefficiences et aux retards de livraison occasionnés par l'incidence de la COVID-19.

L'incidence nette des fluctuations des taux de change a eu une incidence positive nette de 0,2 % des ventes sur le trimestre clos le 31 mars 2020, tout en ayant une incidence négligeable (moins de 0,1 % des ventes) sur l'exercice.

Frais de vente et d'administration

Si l'on exclut les gains découlant de la conversion d'éléments monétaires nets, les frais de vente et d'administration ont représenté 8,3 % et 8,0 % des ventes, respectivement, pour l'exercice et le trimestre, comparativement à 8,8 % et 8,5 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des volumes sans augmentation correspondante des frais fixes.

Éléments non récurrents

Les éléments non récurrents se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Éléments non récurrents du résultat opérationnel				
Frais liés aux acquisitions	— \$	1 018 \$	615 \$	4 323 \$
Dépréciation du goodwill	79 736	—	79 736	—
Réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	2 267	—	2 267	—
Dépréciation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	—	—	—	—
	82 003 \$	1 018 \$	82 618 \$	4 323 \$
Éléments non récurrents des frais financiers				
Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés	— \$	— \$	— \$	391 \$
	— \$	— \$	— \$	391 \$
Éléments non récurrents de la charge d'impôt sur le résultat				
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé	3 805 \$	— \$	3 805 \$	— \$
	3 805 \$	— \$	3 805 \$	— \$
Total	85 808 \$	1 018 \$	86 423 \$	4 714 \$

Dépréciation du goodwill et réduction de valeur des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé

La direction évalue la recouvrabilité des actifs à partir du budget et du plan stratégique sur cinq ans. Le budget et le plan stratégique sont préparés en se basant sur les cadences de production publiées de fabricants d'avions, les prévisions de l'industrie aérospatiale, les prévisions économiques générales et l'expérience.

La baisse importante de la demande prévue de produits de l'aérospatiale commerciale résultant de la pandémie de COVID-19 actuelle a été prise en compte dans ces estimations, y compris les réductions de cadence de production, dont la diminution du volume d'avions commerciaux gros porteurs de 40 % déjà annoncée par Airbus et Boeing.

La révision à la baisse de ces prévisions a entraîné la comptabilisation de charges hors trésorerie au titre de la dépréciation du goodwill, des crédits d'impôt à l'investissement à recevoir et des actifs d'impôt différé.

Frais liés aux acquisitions

Ces frais comprennent essentiellement des honoraires professionnels et autres frais relatifs à l'acquisition d'Alta Précision pendant l'exercice et aux acquisitions de CESA, de Beaver et de Tekalia pendant l'exercice précédent.

Pertes nettes sur certains instruments financiers dérivés

Ces pertes se rapportent aux instruments financiers dérivés acquis dans le but d'atténuer le risque de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard du prix d'achat et du financement de l'acquisition de CESA.

Résultat opérationnel

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Résultat opérationnel	(64 426) \$	15 190 \$	(30 070) \$	37 240 \$
Éléments non récurrents	82 003	1 018	82 618	4 323
Résultat opérationnel ajusté	17 577 \$	16 208 \$	52 548 \$	41 563 \$
<i>En pourcentage des ventes</i>				
Résultat opérationnel	(38,6) %	9,6 %	(4,9) %	7,7 %
Résultat opérationnel ajusté ¹	10,5 %	10,3 %	8,6 %	8,6 %

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Consultez la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Pour le trimestre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation hors trésorerie de 82,0 millions de dollars, qui ont entraîné des pertes opérationnelles de respectivement 38,6 % et 4,9 % des ventes pour le trimestre et l'exercice en regard d'un résultat opérationnel de 9,6 % et 7,7 % pour l'exercice précédent.

Si l'on exclut les charges non récurrentes, le résultat opérationnel ajusté s'est établi à 10,5 % et 8,6 % pour le trimestre et l'exercice, comparativement à 10,3 % et 8,6 % pour l'exercice précédent.

Par rapport à l'exercice précédent, la conversion des devises a eu une incidence positive de respectivement 0,6 million de dollars et 2,2 millions de dollars sur le résultat opérationnel de l'exercice et du quatrième trimestre.

Frais financiers nets

	Trimestres clos les 31 mars			Exercices clos les 31 mars		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Intérêts sur la dette à long terme	1 909 \$	1 644 \$	265 \$	6 905 \$	4 914 \$	1 991 \$
Charges (produits) d'intérêts nets sur les prêts des autorités gouvernementales	(2 999)	(549)	(2 450)	(773)	1 325	(2 098)
Produits d'intérêts	(26)	(46)	20	(100)	(409)	309
Autres charges d'intérêts	583	353	230	1 814	981	833
	(533) \$	1 402 \$	(1 935) \$	7 846 \$	6 811 \$	1 035 \$

La hausse de 2,0 millions de dollars des intérêts sur la dette à long terme pour l'exercice considéré par rapport à l'exercice précédent reflète principalement l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, *Contrats de location*, le 1^{er} avril 2019 (1,3 million de dollars pour l'exercice). Consultez la rubrique intitulée «Nouvelles normes comptables» dans la section *Renseignements supplémentaires* pour plus de renseignements. Cette hausse comprend également des frais d'intérêts plus élevés sur la nouvelle dette engagée pour le financement des quatre acquisitions réalisées depuis le 30 juin 2018.

Pour le quatrième trimestre et l'exercice, les diminutions des produits d'intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales de respectivement 2,5 millions de dollars et 2,1 millions de dollars découlent des gains résultant de la modification des calendriers estimatifs de remboursement. Se reporter à la rubrique intitulée «Prêts des autorités gouvernementales» de la section *Flux de trésorerie et sources de financement* pour de plus amples renseignements.

Les augmentations des autres charges d'intérêts pour le quatrième trimestre et l'exercice découlent principalement d'une baisse des taux utilisés pour actualiser les provisions à la fin de la période.

Charge d'impôt sur le résultat

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Résultat avant impôt sur le résultat	(63 893) \$	13 788 \$	(37 916) \$	30 429 \$
Charge d'impôt	8 220	1 830	12 742	4 235
Taux d'imposition effectif	(12,9) %	13,3 %	(33,6) %	13,9 %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,5 %	26,6 %	26,5 %	26,6 %

Au cours du quatrième trimestre et de l'exercice, la Société a comptabilisé une dépréciation du goodwill et une réduction de valeur des crédits d'impôt à recevoir totalisant 82,0 millions de dollars, ainsi qu'une réduction de valeur des actifs d'impôt différé totalisant 3,8 millions de dollars. L'analyse suivante ne tient pas compte de l'incidence de ces facteurs afin de simplifier l'analyse du taux d'imposition effectif par rapport au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi.

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Résultat avant charge d'impôt sur le résultat	(63 893) \$	13 788 \$	(37 916) \$	30 429 \$
Dépréciation du goodwill et réduction de valeur des crédits d'impôt à recevoir	82 003	—	82 003	—
Résultat avant impôt sur le résultat et dépréciation	18 110	13 788	44 087	30 429
Charge d'impôt	8 220	1 830	12 742	4 235
Réduction de valeur des actifs d'impôt différé	(3 805)	—	(3 805)	—
Charge d'impôt sur le résultat, compte non tenu de la réduction de valeur des actifs d'impôt différé	4 415	1 830	8 937	4 235
Taux d'imposition effectif, compte non tenu de la dépréciation et des réductions de valeur	24,4 %	13,3 %	20,3 %	13,9 %
Taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi	26,5 %	26,6 %	26,5 %	26,6 %

Le taux d'imposition effectif de la Société pour l'exercice 2020, compte non tenu de la dépréciation, a été inférieur de 6,2 % au taux d'imposition canadien combiné prévu par la loi en raison essentiellement de l'incidence favorable de 3,7 millions de dollars (4,8 millions de dollars pour l'exercice 2019) des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis, en partie contrebalancée par des différences permanentes de 1,2 million de dollars (0,5 million de dollars pour l'exercice 2019). Le taux d'imposition effectif de l'exercice 2019 a aussi baissé en raison des frais liés aux acquisitions non déductibles de 0,7 million de dollars.

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre considéré reflète essentiellement l'incidence favorable de 1,2 million de dollars (1,7 million de dollars pour l'exercice 2019) des taux d'imposition moins élevés auxquels les résultats de filiales étrangères de la Société sont assujettis, en partie contrebalancée par des différences permanentes de 0,9 million de dollars (0,1 million de dollars pour l'exercice 2019).

Résultat net

Le résultat net a diminué pour passer de 26,2 millions de dollars à une perte de 50,7 millions de dollars (progression de 30,4 millions de dollars à 35,7 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré et de 12,0 millions de dollars à une perte de 72,1 millions de dollars (progression de 12,8 millions de dollars à 13,7 millions de dollars si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison principalement des facteurs susmentionnés.

Le bénéfice par action a diminué pour passer de 0,73 \$ par action à une perte de 1,38 \$ par action (progression de 0,84 \$ par action à 1,00 \$ par action si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour l'exercice considéré et de 0,34 \$ par action à une perte de 1,98 \$ par action (progression de 0,36 \$ par action à 0,38 \$ par action, si l'on exclut les éléments non récurrents, après impôts) pour le trimestre considéré, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur des résultats calculés conformément aux IFRS ainsi que sur les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes :

Résultat opérationnel ajusté :	Résultat opérationnel excluant les éléments non récurrents
BAIIA ajusté :	Bénéfice avant frais financiers, charge d'impôt sur le résultat et amortissements, en excluant les éléments non récurrents
Résultat net ajusté :	Résultat net excluant les éléments non récurrents après impôts
Bénéfice par action ajusté :	Bénéfice dilué par action calculé à partir du résultat net ajusté
Flux de trésorerie disponibles :	Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, diminués des acquisitions d'immobilisations et compte tenu de l'augmentation ou de la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Ces mesures financières non conformes aux IFRS n'ont pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est donc possible qu'elles ne soient pas comparables à des mesures similaires publiées par d'autres émetteurs. La direction estime qu'elles procurent aux investisseurs des renseignements utiles pour leur permettre d'évaluer la rentabilité de la Société, ainsi que de comparer ses résultats d'une période à l'autre et avec ceux de ses pairs qui utilisent des mesures similaires.

La direction ne voit pas ces mesures comme des substituts aux mesures conformes aux IFRS ou comme des mesures supérieures à celles-ci puisque, souvent, elles ne reflètent pas entièrement les coûts de la période, les coûts à long terme des décisions de financement ou d'investissement ou l'incidence d'événements qui ne découlent pas des activités d'exploitation.

Les tableaux qui suivent présentent les rapprochements de ces mesures financières avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables, ainsi que des renseignements additionnels sur ce qu'elles représentent, à l'exception des flux de trésorerie disponibles. Pour le rapprochement des flux de trésorerie disponibles avec les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, se reporter à la section *Flux de trésorerie et sources de financement*.

Le résultat opérationnel ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Résultat opérationnel	(64 426) \$	15 190 \$	(30 070) \$	37 240 \$
Éléments non récurrents	82 003	1 018	82 618	4 323
Résultat opérationnel ajusté	17 577 \$	16 208 \$	52 548 \$	41 563 \$

La direction est d'avis que le résultat opérationnel ajusté procure aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer la rentabilité future de la Société en excluant du résultat opérationnel l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation.

Le BAIIA ajusté de la Société est calculé comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Résultat opérationnel	(64 426) \$	15 190 \$	(30 070) \$	37 240 \$
Charge d'amortissement	11 032	9 702	43 643	32 650
Éléments non récurrents dans le résultat opérationnel	82 003	1 018	82 618	4 323
BAIIA ajusté	28 609 \$	25 910 \$	96 191 \$	74 213 \$

La direction est d'avis que le BAIIA ajusté procure des renseignements utiles sur les activités quotidiennes de la Société puisqu'il exclut du résultat les facteurs qui reflètent davantage les décisions de financement et d'investissement à long terme que le rendement à court terme.

Le BAIIA ajusté, en outre, constitue une autre mesure permettant d'évaluer le résultat opérationnel futur de la Société en excluant l'incidence d'événements qui ne devraient pas faire partie du cours normal des activités futures de la Société ou qui ne découlent pas de ses activités d'exploitation. La direction utilise aussi le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement opérationnel, ainsi que comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

Le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Résultat net	(72 113) \$	11 958 \$	(50 658) \$	26 447 \$
Éléments non récurrents, après impôts	85 808	836	86 324	4 158
Résultat net ajusté	13 695 \$	12 794 \$	35 666 \$	30 352 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(88)	(253)	(545)	(253)
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires de la société mère	13 783 \$	13 047 \$	36 211 \$	30 605 \$
<i>En dollars par action</i>				
(Perte) bénéfice par action – de base et dilué	(1,98) \$	0,34 \$	(1,38) \$	0,73 \$
Éléments non récurrents, après impôts	2,36	0,02	2,38	0,11
Bénéfice par action ajusté	0,38 \$	0,36 \$	1,00 \$	0,84 \$

La direction est d'avis que le résultat net ajusté et le bénéfice par action ajusté procurent aux investisseurs une autre mesure leur permettant d'évaluer les résultats de la période considérée et les perspectives futures de la Société en matière de bénéfice puisqu'ils ne tiennent pas compte de l'incidence d'événements non récurrents ou qui ne reflètent pas les activités courantes. Ces mesures sont également utilisées comme critère pour la rémunération fondée sur le rendement de certains employés.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

FACILITÉS DE CRÉDIT ET TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité renouvelable»)

La Société dispose d'une facilité renouvelable consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité permet à la Société et à ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 250,0 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, en livres sterling ou en euros. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter le crédit disponible d'un montant additionnel de 100,0 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

En décembre 2019, la Société a conclu avec son syndicat bancaire une entente visant à prolonger la durée sa facilité renouvelable, faisant passer l'échéance de mai 2022 à décembre 2024.

Au 31 mars 2020, la Société avait emprunté un montant de 96,5 millions de dollars sur sa facilité renouvelable, comparativement à un montant de 94,9 millions de dollars au 31 mars 2019.

Facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti («facilité d'emprunt à terme»)

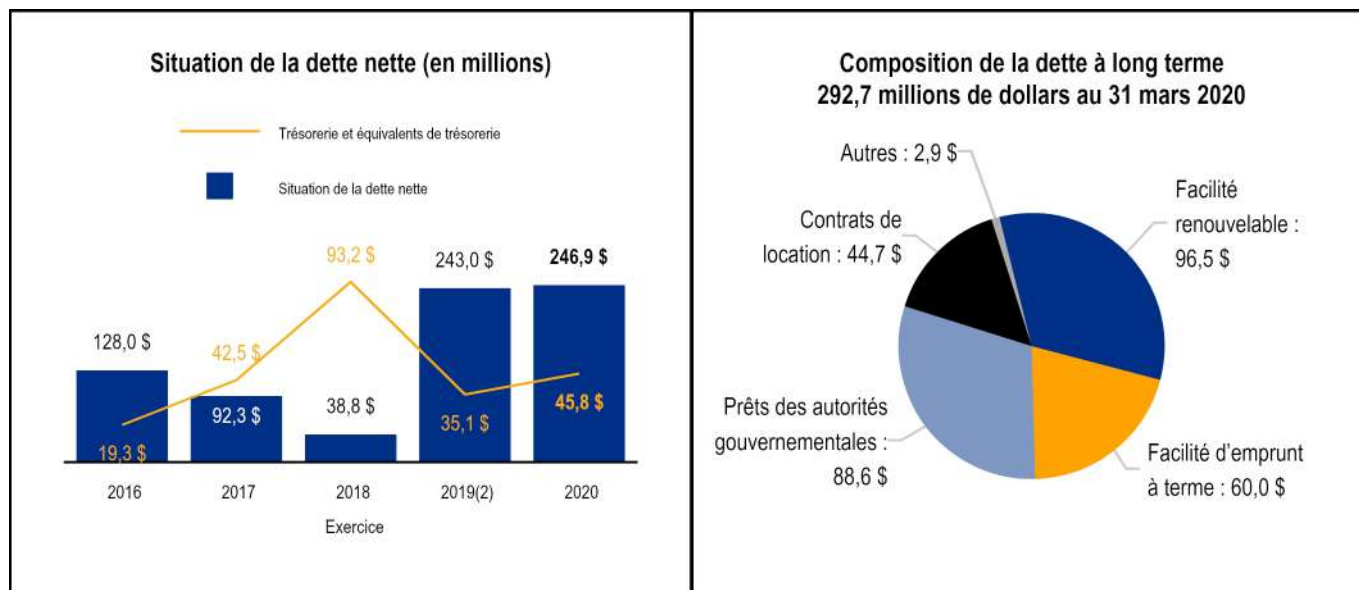
La Société a conclu une facilité d'emprunt à terme auprès du Fonds de solidarité FTQ pour un montant pouvant atteindre 75,0 millions de dollars. Une première tranche de 50,0 millions de dollars a été empruntée pour financer l'acquisition de CESA en octobre 2018, et une seconde tranche de 10,0 millions de dollars a été empruntée en juin 2019 pour financer l'acquisition d'Alta Précision.

L'emprunt initial de 50,0 millions de dollars porte intérêt au taux de 5,70 % et la deuxième tranche de 10,0 millions de dollars porte intérêt au taux de 4,73 %. Toutes les tranches sont remboursables à l'échéance, le 30 septembre 2025. À compter du 30 septembre 2021, la Société aura l'option d'effectuer des remboursements anticipés sous réserve de certains frais.

Situation de dette nette

La situation de dette nette de la Société est calculée comme suit, aux dates indiquées :

	31 mars 2020	1 ^{er} avril 2019 ²	31 mars 2019
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ¹	292 710 \$	278 150 \$	263 258 \$
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 841	35 128	35 128
Situation de dette nette	246 869 \$	243 022 \$	228 130 \$



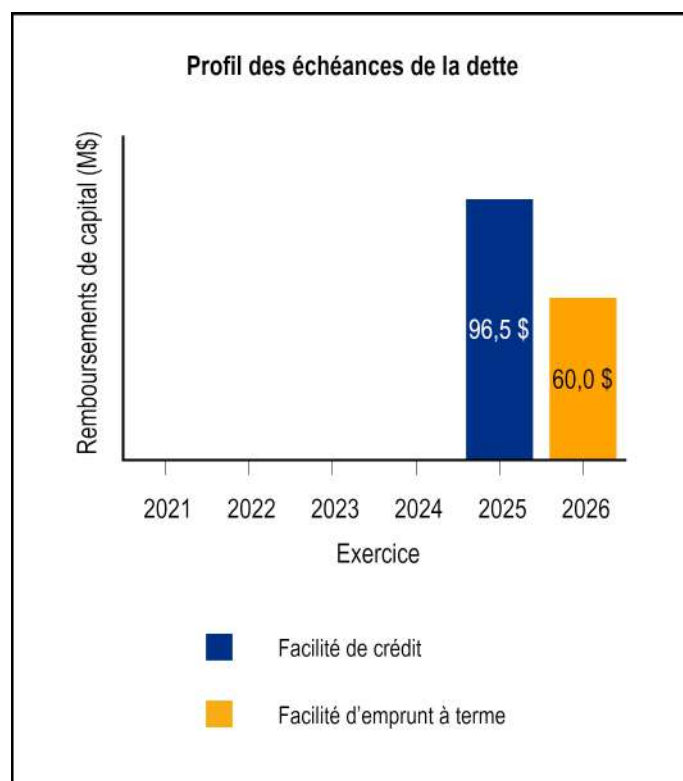
¹) Excluant le montant net des frais de financement différés de 3,1 millions de dollars au 31 mars 2020 et de 3,0 millions de dollars au 31 mars 2019.

²) Pro forma incluant l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, Contrats de location.

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. La Société a respecté toutes ces clauses restrictives au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long du présent exercice. Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers.

En avril 2020, la Société a emprunté un montant de 60,0 millions de dollars sur ses facilités de crédit, soit 45,0 millions de dollars sur sa facilité renouvelable et 15,0 millions de dollars sur sa facilité d'emprunt à terme. Ces emprunts ont été effectués par mesure préventive, compte tenu des besoins potentiels de liquidités dans le contexte de la pandémie de COVID-19. À ce jour, ces montants n'ont pas été utilisés.

Comme l'indique le graphique, la Société n'est pas tenue d'effectuer de remboursements de capital sur ses facilités de crédit avant décembre 2024.



PRÊTS DES AUTORITÉS GOUVERNEMENTALES

Les prêts des autorités gouvernementales représentent de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage particuliers, pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été consentis en vertu des programmes industriels des gouvernements fédéral et provinciaux au Canada ou de programmes industriels espagnols visant à promouvoir le développement de l'industrie.

Ces prêts comportent différentes conditions régissant le calendrier et le montant de remboursement. Les remboursements, lorsqu'ils ne sont pas établis en fonction d'un calendrier précis, sont fondés sur les ventes de programmes particuliers ou sur la croissance des ventes de toutes ou de certaines gammes de produits de Héroux-Devtek, et ils ne portent pas intérêt ou sont assortis d'un taux d'intérêt inférieur aux taux du marché.

Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et une charge au titre de la désactualisation est comptabilisée dans les états des résultats consolidés selon la méthode du taux d'intérêt effectif et présentée dans les frais financiers.

Les hypothèses sous-jacentes aux remboursements de prêts sont examinées au moins une fois par année. Au 31 mars 2020, la Société a mis à jour le calendrier estimatif de remboursement des prêts des autorités gouvernementales, en tenant compte d'hypothèses révisées principalement à l'égard des prévisions de ventes à la baisse. Les prévisions de ventes ayant subi les contrecoups de la pandémie actuelle, cela a donné lieu à un gain hors trésorerie de 3 153 \$ (1 036 \$ pour l'exercice 2019), qui est inclus dans les frais financiers nets.

Au 31 mars 2020, la valeur actualisée comptabilisée par la Société en regard de ces conventions de prêts en cours s'établissait à 88,6 millions de dollars (89,7 millions de dollars au 31 mars 2019) et les taux d'intérêt effectifs sur ces prêts variaient de 0,0 % à 6,8 % au 31 mars 2020 (de 0,0 % à 6,6 % au 31 mars 2019). Le calendrier de remboursement de ces prêts s'échelonne jusqu'à l'exercice 2035 au plus tard.

ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début des périodes	25 346 \$	28 639 \$	35 128 \$	93 209 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	26 710	37 181	52 573	69 969
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 951)	(7 926)	(34 844)	(208 619)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 128	(22 096)	(7 936)	80 320
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 608	(670)	920	249
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin des périodes	45 841 \$	35 128 \$	45 841 \$	35 128 \$

Activités d'exploitation

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités d'exploitation et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	25 497 \$	19 116 \$	82 101 \$	60 396 \$
Variation nette des éléments hors trésorerie	1 213	18 065	(29 528)	9 573
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	26 710 \$	37 181 \$	52 573 \$	69 969 \$

Pour l'exercice et le quatrième trimestre clos le 31 mars 2020, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté respectivement de 21,7 millions de dollars et 6,4 millions de dollars comparativement à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui est principalement attribuable au solide BAIIA ajusté généré par les activités courantes et à l'apport des entreprises récemment acquises par Héroux-Devtek.

La variation nette des éléments hors trésorerie peut être résumée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Comptes clients	(9 616) \$	(5 546) \$	4 328 \$	(5 624) \$
Impôts à recevoir	2 040	(40)	1 102	(385)
Stocks	(10 153)	74	(45 517)	(1 746)
Autres actifs	(225)	(3 063)	116	(2 245)
Comptes fournisseurs et charges à payer et autres passifs	9 692	21 233	3 320	20 013
Provisions	(6 644)	(1 204)	(8 822)	(5 377)
Avances de clients et facturations progressives	6 934	7 264	11 072	4 655
Impôts à payer	94	(794)	(508)	(2 404)
Incidence des variations des taux de change	9 091	141	5 381	2 686
Variation nette des éléments hors trésorerie	1 213 \$	18 065 \$	(29 528) \$	9 573 \$

Pour l'exercice clos le 31 mars 2020, la variation nette négative des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une hausse des stocks en prévision de la croissance interne à venir en lien avec des programmes dans le secteur de la défense, notamment ceux visant les Boeing F-18 et MQ-25, ainsi qu'à l'incidence des fluctuations des taux de change;
- une baisse des provisions attribuable à l'utilisation de certaines, notamment celles au titre des contrats déficitaires.

Ces éléments négatifs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des avances de clients et facturations progressives en lien avec des contrats dans le secteur de la défense.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2019, la variation nette positive des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une augmentation des comptes fournisseurs résultant d'un accroissement du niveau d'activité au quatrième trimestre et du calendrier des sorties de trésorerie;
- une augmentation des avances de clients découlant de la réception de trésorerie, contrebalancée par la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par une augmentation des comptes clients faisant suite à un niveau élevé de livraisons au cours du quatrième trimestre, par une augmentation des stocks essentiellement liée à l'accélération du contrat visant les Boeing 777 et 777X et par une baisse des provisions découlant principalement de l'utilisation des provisions pour restructuration et pour garantie liée aux produits.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2020, la variation nette positive des éléments hors trésorerie reflète essentiellement un volume d'activité plus élevé pour le quatrième trimestre ayant donné lieu à des augmentations des comptes fournisseurs et des comptes clients, ainsi que la hausse des stocks attribuable aux fluctuations des taux de change.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2019, la variation nette positive des éléments hors trésorerie est principalement attribuable à :

- une augmentation des comptes fournisseurs en raison du calendrier des sorties de trésorerie;
- une augmentation des avances de clients découlant de la réception de trésorerie, contrebalancée par la comptabilisation des produits des activités ordinaires.

Ces éléments positifs ont été en partie contrebalancés par le calendrier de recouvrement des comptes clients et par l'incidence négative des taux de change.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(7 338) \$	(4 513) \$	(20 645) \$	(12 858) \$
Paiements en espèces pour des acquisitions d'entreprises	—	(3 548)	(17 149)	(198 149)
(Augmentation) diminution nette d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(2 641)	130	(1 598)	2 353
Produits tirés de la cession d'immobilisations corporelles	28	5	4 053	35
Produits nets tirés de la vente d'activités abandonnées	—	—	495	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 951) \$	(7 926) \$	(34 844) \$	(208 619) \$

Les paiements en espèces pour des acquisitions d'entreprises pour l'exercice 2020 se rapportent à l'acquisition d'Alta Précision, tandis que pour l'exercice 2019, ils se rapportent à un paiement de 170,9 millions de dollars effectué pour l'acquisition de CESA, à un paiement de 23,7 millions de dollars effectué pour l'acquisition de Beaver et à un paiement de 3,5 millions de dollars effectué pour l'acquisition de Tekalia.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Acquisitions d'immobilisations corporelles, montant brut ¹	5 553 \$	5 286 \$	18 890 \$	13 876 \$
Aide gouvernementale	—	(497)	(30)	(497)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 553 \$	4 789 \$	18 860 \$	13 379 \$
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	1 785	(276)	1 785	(521)
Acquisitions selon les états des flux de trésorerie	7 338 \$	4 513 \$	20 645 \$	12 858 \$

¹⁾ Déduction faite des ajouts d'actifs au titre de droits d'utilisation hors trésorerie.

(L'augmentation) la diminution nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée présentée ci-dessus peut être rapprochée comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
(Augmentation) diminution des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(2 641)	(692)	(1 598)	1 531
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs	—	822	—	822
(Augmentation) diminution nette, selon les états des flux de trésorerie	(2 641) \$	130 \$	(1 598) \$	2 353 \$

Les acquisitions d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée pour l'exercice se rapportent principalement aux coûts de développement de produits capitalisés.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Augmentation de la dette à long terme	4 977 \$	1 278 \$	30 927 \$	117 883 \$
Remboursement de la dette à long terme	(2 827)	(23 652)	(38 024)	(36 198)
Émission d'actions ordinaires	58	245	58	1 169
Augmentation des frais de financement différés	(80)	33	(897)	(2 534)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 128 \$	(22 096) \$	(7 936) \$	80 320 \$

L'augmentation de la dette à long terme au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 est essentiellement attribuable à un emprunt de 9,0 millions de dollars américains (12,1 millions de dollars) sur la facilité renouvelable et à un emprunt de 10,0 millions de dollars sur la facilité d'emprunt à terme, tous deux ayant servi à financer l'acquisition d'Alta Précision. Le solde se rapporte aux nouveaux contrats de location et aux prêts des autorités gouvernementales.

Pour l'exercice 2019, l'augmentation de la dette à long terme était essentiellement attribuable à un emprunt de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) sur la facilité renouvelable et à un emprunt de 50,0 millions de dollars sur la facilité d'emprunt à terme, tous deux effectués aux fins du financement de l'acquisition de CESA.

Les remboursements de la dette à long terme pour le quatrième trimestre clos le 31 mars 2019 se rapportent principalement à un remboursement de 16,0 millions de dollars américains (21,3 millions de dollars) effectué sur la facilité renouvelable, un tel remboursement de capital n'ayant pas eu lieu au quatrième trimestre de l'exercice 2020.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES¹

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	26 710 \$	37 181 \$	52 573 \$	69 969 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(7 338)	(4 513)	(20 645)	(12 858)
Diminution (augmentation) nette des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	(2 641)	(692)	(1 598)	1 531
Flux de trésorerie disponibles¹	16 731 \$	31 976 \$	30 330 \$	58 642 \$

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour la définition de cet indicateur.*

La direction est d'avis que les flux de trésorerie disponibles constituent un bon indicateur de la solidité financière et de la rentabilité puisqu'ils indiquent le montant des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation qui est disponible aux fins de distribution, du remboursement de la dette et du financement des investissements.

Les diminutions des flux de trésorerie disponibles pour le quatrième trimestre et l'exercice comparativement à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent résultent essentiellement des investissements dans les stocks en lien avec la croissance interne dans le secteur de la défense.



BESOINS EN LIQUIDITÉ

Le tableau qui suit présente un résumé des obligations contractuelles de la Société au 31 mars 2020, y compris les versements payables au cours des cinq prochains exercices et les suivants :

Obligations contractuelles	Versements payables par période				
	Total	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans
Prêts des autorités gouvernementales	112 741 \$	5 785 \$	19 153 \$	19 877 \$	67 926 \$
Obligations locatives	58 654	10 173	16 515	7 707	24 259
Facilité renouvelable	107 924	2 411	4 822	100 691	—
Facilité d'emprunt à terme	78 277	3 323	6 646	6 646	61 662
Autres	3 057	3 057	—	—	—
	360 653	24 749	47 136	134 921	153 847
Obligations d'achat	275 707	215 081	56 684	3 908	34
Comptes fournisseurs	81 771	81 771	—	—	—
Engagements d'acquisition de bâtiments, de machinerie et d'équipement	7 441	5 975	1 466	—	—
Total des obligations contractuelles¹	725 572 \$	327 576 \$	105 286 \$	138 829 \$	153 881 \$

¹⁾ *Excluant les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies présentées à la rubrique intitulée «Régimes de retraite».*

SITUATION FINANCIÈRE

STRUCTURE DU CAPITAL

Les objectifs généraux de la direction de la Société, quant à sa gestion du capital, s'inscrivent dans la préservation de la capacité de la Société de poursuivre son exploitation et de fournir des avantages aux autres parties prenantes, et de procurer un rendement du capital investi adéquat à ses actionnaires en déterminant le prix de ses produits et services compte tenu du niveau de risque d'exploitation de la Société.

Ainsi, la Société détermine le montant du capital nécessaire compte tenu du niveau de risque. Cette structure de capital est ajustée en temps opportun en fonction des changements du contexte économique et des risques des actifs sous-jacents.

Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la Société peut, par exemple :

- émettre de nouvelles actions ordinaires;
- racheter des actions ordinaires;
- vendre certains actifs pour réduire l'endettement;
- rembourser du capital aux actionnaires.

Le ratio dette nette/capitaux propres, soit la dette nette divisée par les capitaux propres, joue un rôle déterminant dans la gestion et le suivi du capital de la Société.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a suivi la même stratégie de gestion du capital qu'à l'exercice précédent, c'est-à-dire celle de maintenir, en général, un ratio dette nette/capitaux propres suffisant, de manière à s'assurer d'avoir accès à un financement à coût raisonnable ou acceptable.

Le ratio dette nette/capitaux propres de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2020	1 ^{er} avril 2019 ¹	31 mars 2019
Dette à long terme	289 617	275 198	260 306
Frais de financement différés, montant net	3 093	2 952	2 952
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 841	35 128	35 128
Dette nette	246 869 \$	243 022 \$	228 130 \$
Capitaux propres	349 448	404 098	404 098
Ratio dette nette/capitaux propres	0,71:1	0,60:1	0,56:1

¹ Pro forma incluant l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, Contrats de location.

L'augmentation du ratio dette nette/capitaux propres pour l'exercice est surtout attribuable aux charges de dépréciation hors trésorerie comptabilisées au cours de la période. Compte tenu de ces charges, le ratio dette nette/capitaux propres aurait été de 0,57:1.

CAPITAL ÉMIS

Le capital-actions a évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2020		Exercice clos le 31 mars 2020	
	Nombre d'actions	Capital émis	Nombre d'actions	Capital émis
Solde d'ouverture	36 362 210	79 676 \$	36 362 210	79 676 \$
Actions émises au comptant à l'exercice d'options sur actions	5 000	81	5 000	81
Solde de clôture	36 367 210	79 757 \$	36 367 210	79 757 \$

Au 20 mai 2020, le nombre d'actions ordinaires en circulation s'élevait à 36 367 210.

Les options sur actions ont évolué comme suit :

	Trimestre clos le 31 mars 2020		Exercice clos le 31 mars 2020	
	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde d'ouverture	1 508 595	13,87 \$	1 167 095	13,23 \$
Attribuées	—	—	341 500	16,03
Exercées	(5 000)	11,71	(5 000)	11,71
Annulées / frappées d'extinction	(6 000)	16,03	(6 000)	16,03
Solde de clôture	1 497 595	13,86 \$	1 497 595	13,86 \$

Au 31 mars 2020, 2 757 507 actions ordinaires étaient réservées pour émission éventuelle aux termes du régime d'options sur actions, comparativement à 2 762 507 au 31 mars 2019. En conséquence, la Société peut émettre 1 259 912 options sur actions additionnelles en vertu de sa réserve actuelle.

Au 20 mai 2020, le nombre d'options sur actions en cours s'élevait à 1 497 595.

Pour de plus amples renseignements concernant le capital-actions émis et en circulation de la Société et les régimes de rémunération connexes, se reporter à la note 22, *Capital émis*, afférente aux états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

L'acquisition d'Alta Précision a entraîné l'ajout d'actifs et de passifs au bilan de la Société au 31 mars 2020, comme il est précisé à la rubrique intitulée «Acquisitions d'entreprises» dans la section *Renseignements supplémentaires*.

Fonds de roulement

Le fonds de roulement de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2020	1 ^{er} avril 2019 ¹	31 mars 2019	Variation	
Actif à court terme	422 050 \$	359 119 \$	359 119 \$	62 931 \$	17,5 %
Passif à court terme	216 633	188 512	185 992	28 121	14,9 %
Fonds de roulement net	205 417 \$	170 607 \$	173 127 \$	34 810 \$	20,4 %
Ratio du fonds de roulement	1,95	1,91	1,93		

¹⁾ Pro forma incluant l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, Contrats de location.

L'augmentation de 62,9 millions de dollars de l'actif à court terme est principalement attribuable :

- aux actifs à court terme de 13,4 millions de dollars acquis dans le cadre de l'acquisition d'Alta Précision;
- à la hausse de 44,3 millions de dollars des stocks en prévision de la croissance interne à venir en lien avec des programmes dans le secteur de la défense.

L'augmentation de 28,1 millions de dollars des passifs à court terme découle principalement des passifs à court terme de 12,0 millions de dollars pris en charge dans le cadre de l'acquisition d'Alta Précision et d'une hausse de 13,0 millions de dollars des facturations progressives à la suite de la réception de financement pour les contrats dans le secteur de la défense.

Actif à long terme, passif à long terme et capitaux propres

L'actif et le passif à long terme et les capitaux propres de la Société s'établissent comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2020	1 ^{er} avril 2019 ¹	31 mars 2019	Variation	
Actif à long terme	476 798 \$	527 791 \$	513 648 \$	(50 993) \$	(9,7) %
Passif à long terme	332 767	295 049	282 677	37 718	12,8 %
Capitaux propres	349 448	404 098	404 098	(54 650)	(13,5) %

¹⁾ Pro forma incluant l'incidence de l'adoption d'IFRS 16, Contrats de location.

La diminution de 51,0 millions de dollars des actifs à long terme pour l'exercice découle principalement de la charge de dépréciation du goodwill de 79,7 millions de dollars comptabilisée pendant le quatrième trimestre du fait de la diminution importante de la demande de produits du secteur de l'aérospatiale commerciale en lien avec la pandémie de COVID-19 actuelle. Ce facteur négatif a été en partie contrebalancé par l'ajout de 28,4 millions de dollars d'actifs à long terme dans le cadre de l'acquisition d'Alta Précision.

L'augmentation du passif à long terme est principalement attribuable au financement de l'acquisition d'Alta Précision, avec notamment la prise en charge de 6,8 millions de dollars d'obligations locatives connexes.

RÉGIMES DE RETRAITE

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés. Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe, soit sur les années de service et le salaire moyen final, ou bien sur les modalités d'ententes individuelles.

Les obligations nettes au titre des prestations définies ont évolué comme suit au cours de l'exercice :

	2020	2019
Obligations nettes au titre des prestations définies, début de l'exercice	(6 650) \$	(3 958) \$
Gains nets (pertes nettes) sur la réévaluation	(2 398)	(2 487)
Cotisations de l'employeur	1 417	1 335
Coût des services rendus au cours de l'exercice	(1 408)	(1 192)
Intérêt sur les obligations nettes au titre des prestations définies	(238)	(150)
Autres	(802)	(198)
Obligations nettes au titre des prestations définies, clôture de l'exercice	(10 079) \$	(6 650) \$

La situation de capitalisation des régimes de retraite de la Société s'établissait comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2020	31 mars 2019
Valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies des régimes capitalisés	64 234 \$	65 962 \$
Juste valeur des actifs des régimes	55 117	60 710
Coefficient de capitalisation	85,8 %	92,0 %

La Société a versé des cotisations de 1,4 million de dollars et 3,4 millions de dollars, respectivement, à ses régimes à prestations définies et à cotisations définies au cours de l'exercice 2020, et prévoit verser des cotisations respectivement de 1,4 million de dollars et 3,5 millions de dollars à ces mêmes régimes au cours de l'exercice 2021. La diminution de la juste valeur des actifs des régimes découle principalement de la volatilité des marchés financiers en lien avec la pandémie de COVID-19 à la fin de l'exercice.

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

Acquisition de l'exercice 2020

Acquisition d'Alta Précision

Le 7 juin 2019, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions d'Alta Précision Inc. («Alta») pour un montant de 18,6 millions de dollars, y compris un solde de prix de vente de 0,5 million de dollars et la prise en charge de la dette nette en cours d'Alta d'un montant de 0,9 million de dollars. Situé à Montréal, au Canada, Alta est un fabricant de composantes de train d'atterrissage de haute précision. Cette acquisition permet d'étendre la gamme de produits de la Société destinés au secteur commercial en donnant accès à de nouveaux programmes et à du contenu supplémentaire sur des plateformes existantes. L'acquisition a été financée au moyen des facilités de crédit disponibles de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

Alta était actionnaire minoritaire de Tekalia. L'acquisition a fait en sorte d'accroître la participation de la Société dans Tekalia, la faisant passer de 60 % au 31 mars 2019 à 67 %.

Prix d'achat

La répartition du prix d'achat qui reflète la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge pendant l'exercice 2020, tout excédent étant affecté au goodwill, a été préparée selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

Paiement en espèces	17 149 \$
Dette à long terme prise en charge ¹⁾	903
Ajustement du fonds de roulement à recevoir	—
Solde de prix de vente à payer	500
Prix d'achat total	18 552 \$

¹⁾ Excluant les obligations locatives.

Répartition du prix d'achat

	Répartition du prix d'achat
Comptes clients	1 455 \$
Stocks	11 567
Autres actifs à court terme	376
	13 398
Immobilisations corporelles, y compris les actifs au titre de droits d'utilisation	19 546
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	2 797
Actifs d'impôt différé	1 858
Autres actifs à long terme	264
Participation dans Tekalia	544
Total des actifs identifiables	38 407 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	6 629
Avances de clients et facturations progressives	2 872
Provisions	6 918
Dette à long terme ¹	6 844
Total des passifs identifiables	23 263 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	15 144
Goodwill	3 408
Prix d'achat total	18 552 \$

¹⁾ Correspond aux obligations locatives.

Acquisitions de l'exercice 2019

Acquisition de CESA

Le 1^{er} octobre 2018, la Société a conclu l'acquisition de la totalité des actions de Compañía Española de Sistemas Aeronauticos S.A. («CESA»), filiale d'Airbus SE, pour un montant de 130,4 millions d'euros (195,8 millions de dollars). CESA, dont le siège social est situé à Madrid, en Espagne, compte parmi les grands fournisseurs européens de systèmes de mécanique des fluides et de systèmes électromécaniques pour l'industrie aérospatiale. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les systèmes d'actionnement, les systèmes de trains d'atterrissage et les systèmes hydrauliques. La transaction a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises.

L'acquisition de CESA a été financée au moyen de ce qui suit :

- un emprunt à terme subordonné non garanti de 50,0 millions de dollars d'une durée de sept ans consenti par le Fonds de solidarité FTQ;
- un prélèvement de 50,0 millions de dollars américains (65,2 millions de dollars) sur la facilité de crédit de la Société;
- le solde de trésorerie disponible de la Société.

De plus, la Société a pris en charge la dette nette en cours de CESA d'un montant d'environ 23,7 millions d'euros (35,6 millions de dollars) à la clôture.

Pour la période du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 42,1 millions d'euros (63,5 millions de dollars) et 2,7 millions d'euros (4,0 millions de dollars) générés par CESA. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de CESA se seraient élevés respectivement à 117,3 millions de dollars et 2,8 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2019.

Acquisition de Beaver

Le 2 juillet 2018, la Société a acquis auprès de Phillips Service Industries Inc. la totalité des actions de Beaver Aerospace & Defense Inc. et de sa filiale en propriété exclusive PowerTHRU Inc. («Beaver») au prix d'achat de 21,6 millions de dollars américains (28,5 millions de dollars). Le prix d'achat comprenait un ajustement lié au fonds de roulement reçu en avril 2019 d'un montant de 0,3 million de dollars américains (0,4 million de dollars) ainsi qu'un solde de prix de vente de 3,5 millions de dollars américains (4,6 millions de dollars) payable au cours des deux années suivant l'acquisition et portant intérêt au taux de 3 %. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. Cette acquisition permet à la Société d'élargir son offre de produits en aérospatiale dans les vis à rotule et les systèmes d'actionnement ainsi que d'accroître sa présence en Amérique du Nord.

Pour la période du 2 juillet 2018 au 31 mars 2019, les ventes et le résultat net consolidés de la Société comprenaient respectivement des montants de 18,9 millions de dollars américains (24,8 millions de dollars) et 1,4 million de dollars américains (1,8 million de dollars) générés par Beaver. Si l'acquisition avait été conclue le 1^{er} avril 2018, les ventes et le résultat net consolidés de Beaver se seraient élevés respectivement à 33,2 millions de dollars et 2,2 millions de dollars.

Acquisition de Tekalia

Le 23 janvier 2019, la Société a conclu l'acquisition de 60 % des actions de Tekalia Aeronautik (2010) Inc. («Tekalia»), un fournisseur de services de traitement des surfaces pour l'industrie aérospatiale dont les ventes annuelles s'élèvent à environ 12,0 millions de dollars, au prix d'achat de 6,5 millions de dollars. La transaction a été financée au moyen de la trésorerie disponible de la Société et a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'acquisition de Tekalia permet à la Société d'affermir ses capacités de traitement des surfaces à l'appui de la croissance de ses clients en Amérique du Nord.

Prix d'achat

Les répartitions des prix d'achat qui reflètent la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge, tout excédent étant affecté au goodwill, ont été déterminées selon la méthode de l'acquisition, comme suit :

	CESA	Beaver	Tekalia	Total
Paiement en espèces	170 930 \$	23 671 \$	3 548 \$	198 149 \$
Dette à long terme prise en charge ¹	35 594	574	2 981	39 149
Ajustement lié au fonds de roulement à recevoir	(10 708)	(388)	—	(11 096)
Solde de prix de vente à payer	—	4 609	—	4 609
Prix d'achat total de la participation de la Société	195 816	28 466	6 529	230 811
Participations ne donnant pas le contrôle	—	—	2 365	2 365
	195 816	28 466	8 894	233 176

¹ Excluant les obligations locatives selon IFRS 16.

Répartitions des prix d'achat

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020, la Société a procédé à l'évaluation définitive de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge de CESA et de Tekalia. Les ajustements et reclassements découlent principalement de l'évaluation définitive des coûts et des passifs associés à des programmes aérospatiaux particuliers inclus dans la répartition du prix d'achat de CESA et sont présentés ci-après :

	CESA – Répartition initiale du prix d'achat présentée	Ajustements	CESA – Répartition définitive du prix d'achat	Beaver	Tekalia	Total
Comptes clients	28 293 \$	— \$	28 293 \$	6 787 \$	2 406 \$	37 486 \$
Stocks	36 692	—	36 692	10 165	1 105	47 962
Impôts à recevoir	505	—	505	—	—	505
Autres actifs à court terme	596	—	596	50	182	828
	66 086	—	66 086	17 002	3 693	86 781
Immobilisations corporelles	44 923	—	44 923	3 635	8 566	57 124
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	40 407	—	40 407	4 050	176	44 633
Actifs d'impôt différé	—	—	—	2 774	—	2 774
Autres actifs à long terme – Crédits d'impôt à recevoir	7 843	—	7 843	—	—	7 843
Total des actifs identifiables	159 259 \$	— \$	159 259 \$	27 461 \$	12 435 \$	199 155 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	16 773	—	16 773	2 588	4 833	24 194
Provisions	11 897	4 506	16 403	2 118	—	18 521
Avances de clients et facturations progressives	4 188	—	4 188	450	—	4 638
	32 858	4 506	37 364	5 156	4 833	47 353
Provisions	4 308	—	4 308	8 549	—	12 857
Passifs d'impôt différé	3 465	(1 126)	2 339	—	—	2 339
Autres passifs – Comptes fournisseurs à long terme	4 365	—	4 365	—	—	4 365
Total des passifs identifiables	44 996 \$	3 380 \$	48 376 \$	13 705 \$	4 833 \$	66 914 \$
Actifs et passifs identifiables, montant net	114 263	(3 380)	110 883	13 756	7 602	132 241
Goodwill	81 553	3 380	84 933	14 710	1 292	100 935
Prix d'achat total	195 816 \$	— \$	195 816 \$	28 466 \$	8 894 \$	233 176 \$

OPÉRATIONS SUR DEVISES

Du fait que la Société exploite des activités dans divers pays et qu'elle fait affaire avec des clients répartis à travers le monde, la situation financière et les résultats d'exploitation de Héroux-Devtek sont en partie influencés par l'évolution des taux de change. Plus spécifiquement, la Société exerce des activités au Canada, aux États-Unis, en Espagne et au Royaume-Uni, et engage, par conséquent, des coûts libellés dans les devises respectives de ces quatre pays, soit le dollar canadien («\$ CA»), le dollar américain («\$ US»), l'euro («EUR») et la livre sterling («GBP»). Outre les coûts libellés dans leur devise locale, une part importante des coûts des matériaux des activités canadiennes, espagnoles et britanniques est libellée en dollars américains, tout comme une large part de leurs ventes.

La Société doit convertir en dollars canadiens les produits, les charges ainsi que les éléments d'actif et de passif libellés en devises, aux fins de présentation de l'information financière. Des gains et pertes surviennent du fait des fluctuations de ces devises par rapport au dollar canadien entre deux dates de clôture du bilan, ou entre la date d'une transaction et la date de clôture du bilan.

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, en excluant l'incidence des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen de la période. Les postes du bilan sont convertis selon le taux de change au comptant affiché à la date de clôture du bilan.

Les taux de change utilisés pour convertir les éléments d'actif et de passif en dollars canadiens s'établissaient comme suit aux dates indiquées :

	31 mars 2020	31 mars 2019
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,4187	1,3363
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,5584	1,5002
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7604	1,7418

Les taux de change utilisés pour convertir les produits et les charges en dollars canadiens se sont établis comme suit :

	Trimestres clos les 31 mars		Exercices clos les 31 mars	
	2020	2019	2020	2019
\$ US (équivalent canadien de 1,0 \$ US)	1,3442	1,3292	1,3306	1,3122
EUR (équivalent canadien de 1,0 €)	1,4811	1,5094	1,4784	1,5192
GBP (équivalent canadien de 1,0 £)	1,7185	1,7315	1,6915	1,7228

Héroux-Devtek est principalement exposée au rendement du dollar américain par rapport au dollar canadien, à la livre sterling et à l'euro en raison de la prévalence du dollar américain dans les transactions effectuées sur le marché de l'aérospatiale et de l'emplacement géographique de ses activités d'exploitation. L'exercice 2020 a été marqué par une hausse de la valeur du dollar américain par rapport au dollar canadien, à l'euro et à la livre sterling, dont le principal impact a été la croissance de la valeur des ventes et des actifs de la Société libellés en dollars américains. Environ 70 % des ventes de la Société sont libellées en dollars américains, contre seulement à peine moins de la moitié des coûts connexes, ce qui génère d'importantes entrées de fonds nettes en dollars américains.

Afin de gérer ce risque, la Société a mis en place une politique de couverture des devises en vertu de laquelle Héroux-Devtek conclut des contrats de change à terme pour la vente de dollars américains de montants équivalents aux entrées de fonds nettes anticipées. Cette politique exige que la Société couvre de 50 % à 100 % de l'exposition nette connue, essentiellement pour les deux exercices qui suivent. Voir la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» de la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de renseignements.

Au 31 mars 2020, la Société avait des contrats de change à terme en cours, libellés en dollars américains, en euros et en livres sterling, pour un montant notionnel totalisant 404,7 millions de dollars. Ce montant comprend des contrats d'un montant notionnel de 266,4 millions de dollars américains pouvant être convertis en dollars canadiens au taux de change moyen de 1,3243. Ces contrats viennent à échéance à diverses dates entre avril 2020 et mars 2025, la majorité échéant au cours des exercices 2021 et 2022.

Conformément à la comptabilité de couverture en vertu des IFRS, les gains et pertes sur ces contrats de change à terme sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à leur règlement, après quoi ils sont comptabilisés dans les états des résultats consolidés tout comme les gains et pertes correspondants lors de la conversion des instruments financiers connexes. Au 31 mars 2020, une appréciation de 1 % du dollar canadien en regard du dollar américain aurait entraîné une diminution de 0,3 million de dollars du résultat net de la Société pour l'exercice 2020.

GESTION DU RISQUE

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels qui l'exposent à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats. La Société est également soumise à des risques économiques ou naturels plus généraux pouvant entraîner des répercussions à grande échelle sur l'ensemble de son industrie.

La philosophie générale de Héroux-Devtek consiste à éviter les risques inutiles et à limiter, dans la mesure du possible, tout risque associé aux activités commerciales. La prise de risques non associés aux activités commerciales habituelles est considérée comme inappropriée.

Il incombe ultimement au conseil d'administration et à ses comités d'identifier les risques importants pour l'entreprise et de s'assurer que la direction s'acquitte adéquatement de ses tâches en matière de gestion du risque. Son rôle à cet égard en est un de prise de décisions de haut niveau, de surveillance et d'analyse. Afin d'y parvenir, le conseil d'administration délègue la plupart des responsabilités en matière de prévention, de détection et d'atténuation des risques aux dirigeants.

Il incombe aux dirigeants de la Société de s'assurer que les systèmes et procédures sont en place afin d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la Société est exposée et de les gérer dans des limites tolérables. Afin d'y parvenir, la direction a fixé les objectifs suivants :

- identifier et évaluer les risques auxquels s'expose la Société et, dans la mesure du possible, réduire l'exposition à un niveau tolérable;
- avoir recours aux méthodes les plus efficaces et efficientes afin d'éliminer, de réduire ou de transférer l'exposition aux risques;
- prendre en compte les risques associés aux décisions opérationnelles et à la structure des transactions de manière à éviter les risques lorsque cela est possible.

Les méthodes les plus importantes auxquelles a recours la direction pour gérer les risques ont des impacts sur l'ensemble de l'entreprise. Ces efforts à l'échelle de l'entreprise comprennent, sans s'y limiter :

- la mise en place d'une culture d'entreprise qui encourage la gestion responsable et l'intégrité par l'adhésion à des politiques d'embauche strictes et l'envoi de messages clairs de la part des dirigeants;
- l'application d'un code d'éthique et d'une politique de dénonciation visant à assurer la qualité de la régie d'entreprise et l'intégrité du fonctionnement de la Société;
- la mise en place et l'alignement continu de normes et de systèmes de qualité dans l'ensemble de l'entreprise, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement, de l'assurance-qualité et de l'amélioration continue;
- la mise en place dans l'ensemble de l'entreprise de mesures rigoureuses de contrôle interne dans le but de gérer les risques associés à la communication de l'information financière, la fraude, la trésorerie et les activités opérationnelles.

Les paragraphes et tableaux qui suivent présentent une liste de risques clés identifiés par la direction ainsi que les approches connexes de gestion de ces risques. Cette liste n'est pas exhaustive et ne doit pas être considérée comme limitative. D'autres facteurs de risques n'ayant possiblement pas encore été identifiés par la direction pourraient avoir une incidence négative sur les activités, la situation financière ou les résultats de la Société.

Risques liés à la pandémie de COVID-19

La pandémie de COVID-19 a engendré une période de volatilité et d'incertitude sans précédent dans le contexte économique mondial.

Pour lutter contre la propagation du virus, les gouvernements de partout dans le monde ont dû prendre une panoplie de mesures préventives, tant à l'échelle locale qu'à l'échelle internationale, incluant l'interdiction de voyager, la fermeture des frontières, la mise en quarantaine volontaire ou obligatoire, l'auto-isolement et les mesures de distanciation sociale, la fermeture des entreprises considérées comme non essentielles et des couvre-feux.

Ces mesures ont entraîné une diminution exceptionnelle des voyages d'affaires et ont grandement perturbé les activités commerciales, ce qui a accru la volatilité des marchés et a mis à rude épreuve les entreprises et les particuliers sur le plan financier. Nul ne peut actuellement prédire la durée et l'ampleur de ces incidences.

L'effet de ces mesures sur le secteur de l'aérospatiale en particulier est détaillé à la rubrique intitulée « Perspectives économiques » de la section *Aperçu général*, et les effets spécifiques sur Héroux-Devtek sont détaillés à la rubrique « Incidence de la COVID-19 » de la section *Aperçu général*.

La pandémie de COVID-19 agit comme catalyseur pour un grand nombre de facteurs de risque énumérés plus loin dans le présent rapport de gestion et pourrait plus particulièrement causer :

- l'écllosion d'un foyer isolé dans l'une des installations de Héroux-Devtek, ce qui perturberait les activités, retarderait les livraisons et engendrerait des pertes financières;
- des inefficiences opérationnelles et des coûts additionnels découlant des effets de la pandémie même et des méthodes d'atténuation des risques sur la main-d'œuvre;
- le dérèglement de la chaîne d'approvisionnement de Héroux-Devtek résultant de l'arrêt ou du ralentissement de la production des principaux fournisseurs;
- des retards de livraison causés par l'arrêt ou le ralentissement de la production des clients;
- des difficultés financières pour les fournisseurs ou pour les clients faisant en sorte que des matières premières essentielles ne soient pas disponibles ou soient plus coûteuses, que des comptes clients deviennent irrécouvrables ou que les cycles de paiement soient plus longs;
- une baisse de la demande mondiale pour les produits du secteur de l'aérospatiale commerciale qui inciterait Airbus, Boeing et les autres équipementiers à diminuer leur cadence de production;
- une grande volatilité et fragilité des marchés financiers mondiaux, ce qui aurait une incidence négative sur le cours de nos actions, sur notre capacité d'accéder aux marchés des capitaux et de procéder à l'acquisition d'entreprises dans le cadre de notre stratégie de croissance, et sur la valeur des actifs de nos régimes de retraite;
- le report des activités liées aux appels d'offres;
- le détournement de l'attention de la direction.

Héroux-Devtek a mis en place plusieurs mesures d'atténuation de ces risques, notamment :

- la création d'un comité directeur chargé de la coordination des interventions;
- des équipes de gestion locales dans chaque installation de la Société;
- des restrictions s'appliquant à tous les déplacements;
- des protocoles dans chaque établissement pour atténuer le risque de transmission, notamment :
 - des mesures de distanciation sociale,
 - la fourniture d'équipement de protection personnelle,
 - l'échelonnement des quarts de travail,
 - des directives concernant la mise en quarantaine,
 - le renforcement des mesures d'hygiène,
 - l'optimisation du télétravail;
- une communication régulière avec les clients afin de mieux prévoir les bouleversements de la demande;
- une meilleure communication avec les fournisseurs afin de préserver la chaîne d'approvisionnement;
- un examen approfondi des évaluations du crédit, la revue des comptes en souffrance et l'établissement de provisions liées aux stocks.

Malgré ces mesures, les incidences immédiates et à long terme de la pandémie, y compris celles découlant des interventions des gouvernements et de la banque centrale, ne sont pas encore connues. Les estimations à cet égard font donc l'objet d'une incertitude importante. Il est donc probable que la pandémie de COVID-19 ait des conséquences négatives, directes ou indirectes, sur les activités, les flux de trésorerie, la situation financière ou la rentabilité de la Société dans le futur, qui sont encore impossibles à prévoir.

Risques stratégiques

Les risques stratégiques ont des impacts à l'échelle de la Société et sont généralement liés à l'orientation générale de la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Dépendance envers des clients importants	<p>Les neuf plus importants clients de Héroux-Devtek représentent environ 60 % des ventes consolidées, dont un client représentant 22 % des ventes consolidées. La perte de l'un de ces clients aurait des répercussions importantes sur les résultats financiers actuels et anticipés.</p>	<p>Ce risque est en partie atténué du fait de la conclusion de contrats de vente à long terme avec les clients ainsi que de la recherche active d'une grande diversité de nouveaux clients dans le but de diversifier le portefeuille de ventes.</p> <p>De plus, une diversification encore plus poussée est obtenue en diversifiant les ventes par sous-secteur et produit ou service auprès d'un même client.</p>
Acquisitions et intégrations	<p>Dans le cadre de sa stratégie de croissance, la Société procède, sur une base ponctuelle, à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions augmentent la taille et l'envergure de la Société, et peuvent l'exposer à de nouveaux risques d'ordre géographique, politique, opérationnel et financier.</p> <p>Les acquisitions peuvent aussi être très contraignantes pour les dirigeants et exiger beaucoup d'attention, ou engendrer des difficultés subséquentes liées à l'intégration des nouvelles activités. L'intégration des nouvelles activités pose des risques difficiles à anticiper et susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur la croissance et la rentabilité de la Société, et pourrait inclure l'incapacité à réussir l'intégration des activités acquises.</p>	<p>La direction de Héroux-Devtek sélectionne avec soin ses cibles d'acquisition selon des critères rigoureux et ne va de l'avant que lorsqu'elle juge que l'adéquation est satisfaisante.</p> <p>De plus, les conventions d'acquisition font l'objet de négociations minutieuses avec l'objectif d'atténuer les principaux risques liés aux acquisitions par le biais de conditions mutuellement acceptables, de garanties et d'ententes de prix conditionnelles.</p> <p>La Société gère aussi les risques associés aux acquisitions et aux intégrations en procédant à des vérifications diligentes, en mettant à profit l'expérience acquise par son équipe ou en ayant recours à de l'aide extérieure, selon les besoins.</p> <p>Héroux-Devtek planifie l'intégration des acquisitions du haut vers le bas et y consacre des ressources à long terme afin d'optimiser l'intégration et d'atteindre les objectifs stratégiques.</p>

Risques financiers

Les risques financiers sont liés à la situation financière, aux résultats et aux liquidités de la Société, ou sont associés aux conditions de marché qui touchent directement la Société.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Fluctuations des devises	Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» dans la section <i>Renseignements supplémentaires</i> pour obtenir plus de détails concernant les risques liés aux fluctuations des taux de change auxquels s'expose Héroux-Devtek et les pratiques de gestion du risque qui s'y rattachent.	
Situation de trésorerie, accès à des sources de financement et clauses restrictives connexes	<p>La Société doit avoir un accès continu aux marchés des capitaux afin de financer ses activités. La nature à long terme et la structure de coût initiale de certains programmes peuvent nécessiter des montants importants en coûts de démarrage. L'incapacité d'avoir accès à ce capital pourrait faire obstacle à la capacité de la Société à soumissionner sur d'importants contrats, ou encore avoir des répercussions négatives sur les activités courantes.</p> <p>Héroux-Devtek a accès à ce financement par l'entremise de son syndicat bancaire, d'une facilité d'emprunt à terme subordonné non garanti de même que par le biais de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-acquisition. Ces ententes assujettissent la Société à des clauses financières restrictives comme il est expliqué dans la section <i>Flux de trésorerie et sources de financement</i>. Elles restreignent, de plus, la capacité de la Société à vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses éléments d'actif, de contracter des titres de dette assortis d'une garantie ou certains autres titres de dette, de s'engager dans des transactions de fusion ou de consolidation ou de s'engager dans des transactions avec des sociétés apparentées.</p> <p>Ces restrictions et clauses restrictives pourraient entraver l'accès aux capitaux ou encore empêcher la Société de s'engager dans d'autres activités commerciales potentiellement avantageuses pour elle.</p>	<p>Afin de maintenir des liquidités adéquates, Héroux-Devtek fait de sa gestion de la trésorerie une priorité quotidienne. Les soldes de trésorerie, les comptes clients, les projections de liquidités et les taux de change et d'intérêt sur le marché font l'objet d'un suivi constant.</p> <p>Dans le but d'assurer sa stabilité et sa viabilité financière à long terme, la Société cherche aussi à :</p> <ul style="list-style-type: none"> – s'assurer du déroulement approprié des approbations de soumissions afin de permettre des prévisions fiables des revenus et des coûts et une évaluation adéquate des risques; – structurer les contrats de manière à obtenir des avances des clients et à utiliser la facturation progressive; – développer des ententes à long terme avec les clients et fournisseurs et lancer des appels d'offres pour les coûts importants; – faire des projections de liquidités à long terme dans le cadre du budget annuel et du processus de planification stratégique; – maintenir de bonnes relations avec l'ensemble des principaux créanciers. <p>La direction effectue aussi un suivi constant des clauses restrictives de manière à s'assurer qu'elles sont respectées et répertorie les tendances susceptibles de signaler des risques potentiels dans le futur.</p>
Fluctuations des taux d'intérêt	<p>La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt en raison du taux variable de sa facilité de crédit ainsi que de l'impact sur le coût des besoins futurs en capitaux.</p> <p>Les fluctuations des taux d'intérêt peuvent aussi avoir des répercussions négatives sur la rentabilité en raison de leur impact sur les taux utilisés par Héroux-Devtek pour actualiser ses provisions et les obligations au titre des régimes de retraite, entre autres soldes. Une baisse des taux d'intérêt entraînerait un accroissement des obligations actuelles et les ajustements qui en résulteraient auraient des répercussions sur les résultats financiers.</p>	<p>Les politiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque abordent spécifiquement la gestion du risque lié aux taux d'intérêt en permettant le recours à des instruments dérivés comme les swaps de taux d'intérêt. L'objectif de cette politique est d'obtenir un ratio de la dette à taux fixe se situant dans une fourchette de 40 % à 70 % de la dette à long terme globale.</p> <p>Les détails concernant les instruments dérivés en cours sont présentés à la rubrique intitulée «Instruments financiers dérivés» dans la section <i>Renseignements supplémentaires</i>.</p> <p>Les risques associés aux régimes de retraite sont gérés à l'aide de politiques en matière d'investissements mises en place par la Société et les comités de retraite.</p>

Risques opérationnels

Les risques opérationnels sont plus spécifiques aux activités opérationnelles de Héroux-Devtek, ou découlent de celles-ci, comparativement aux risques stratégiques.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Litiges	<p>Héroux-Devtek est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part, notamment, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires ou d'agences gouvernementales, notamment au chapitre des lois et règlements en matière d'importation et d'exportation. L'ampleur financière et la durée de ces litiges peuvent varier et demeurer inconnues pendant de longues périodes de temps.</p> <p>Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société, en plus d'importantes pertes potentielles, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes et des objectifs stratégiques.</p>	<p>La Société emploie des professionnels du domaine juridique qui conseillent la haute direction en matière de conformité continue aux lois et règlements ainsi que de gestion du risque connexe.</p> <p>La Société souscrit aussi à différentes formes d'assurance qui pourraient, en cas de certains types de responsabilité, compenser en tout ou en partie, les pertes potentielles.</p>
Conventions collectives	<p>La Société est partie à certaines conventions collectives qui encadrent les relations de travail avec certains employés. L'échec du renouvellement de ces ententes à des conditions mutuellement acceptables pourrait entraîner des arrêts de travail ou d'autres perturbations du travail susceptibles d'avoir une incidence défavorable sur les résultats financiers, l'exécution opérationnelle et la satisfaction de la clientèle.</p>	<p>Afin de minimiser ce risque, Héroux-Devtek s'efforce de maintenir des relations professionnelles et de coopération avec la direction syndicale et planifie la négociation des renouvellements suffisamment longtemps d'avance afin de parvenir à des résultats positifs.</p>
Disponibilité de main-d'œuvre qualifiée	<p>Le marché de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie aérospatiale est très compétitif et devrait le demeurer dans le futur. La réalisation des programmes importants et la satisfaction de la clientèle sont fortement tributaires de l'apport des meilleurs talents. Le succès de la Société repose sur cette main-d'œuvre, plus particulièrement les ingénieurs, les machinistes et les programmeurs, à tous les niveaux opérationnels.</p>	<p>Héroux-Devtek cible les meilleurs candidats pour les postes clés et évalue attentivement les personnes embauchées pour s'assurer de leur compatibilité et de leurs perspectives de développement à long terme. Pour retenir ses employés, la Société a adopté des pratiques exemplaires en matière de ressources humaines, en plus d'offrir une rémunération concurrentielle et, dans le cas des dirigeants clés, une rémunération incitative incluant notamment des régimes de primes, d'options sur actions, d'unités d'actions liées au rendement ainsi que d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat.</p>
Technologies de l'information	<p>Les systèmes de technologie de l'information sont essentiels à la plupart des activités de Héroux-Devtek. Ces systèmes peuvent être vulnérables à des cyberattaques ou à l'espionnage, aux virus et à toute autre forme de défaillance matérielle ou logicielle, intentionnelle, ou non.</p> <p>La non-disponibilité de ces systèmes aurait des répercussions négatives directes sur les activités d'exploitation de la Société. L'accès non autorisé à des données confidentielles de Héroux-Devtek, ou à des données de tiers en sa possession, aurait aussi une incidence négative sur la réputation de la Société et, conséquemment, ses activités commerciales et résultats.</p>	<p>Afin de réduire les risques liés aux technologies, Héroux-Devtek a implanté diverses mesures, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un programme pour la sécurité fondé sur le référentiel NIST, comprenant des évaluations fréquentes des termes, ainsi que la réalisation fréquente de vérifications et de tests d'intrusion; – de la surveillance en tout temps par le biais d'un centre de gestion de la sécurité; – une détection des intrusions et des solutions en matière de prévention; – un comité de sécurité mondial, un processus de gouvernance strict et des politiques en matière de technologies de l'information; – une campagne de sensibilisation à la cybersécurité et des campagnes sur l'hameçonnage; – une planification en vue de la reprise après sinistre.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie	La complexité et le degré de sophistication des produits de la Société présentent le risque que des défauts pourraient être constatés après la livraison des produits aux clients. Ces défauts pourraient entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des pertes pour les clients pour lesquelles Héroux-Devtek pourrait être tenue responsable. De plus, du fait que ces produits sont principalement utilisés dans le transport aérien, l'ampleur de ces réclamations et pertes pourrait être d'autant plus grande. La responsabilité pour ces pertes, ou l'incapacité de corriger ces erreurs, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités commerciales et les résultats de la Société.	La rigueur dont fait preuve Héroux-Devtek en matière de respect des normes, systèmes et certifications de qualité à toutes les étapes de la conception, de la production, des réparations et de l'entretien atténue en partie le risque de défaillances attribuables aux produits susceptibles d'entraîner des réclamations au titre de la garantie ou des litiges. La Société dispose d'une équipe de soutien aux produits qui surveille la performance et la fiabilité des produits, et qui souscrit également à de l'assurance responsabilité de produits susceptible d'atténuer d'éventuelles pertes.
Rendement des fournisseurs	La croissance, l'intégration et l'automatisation continue des activités de la Société font en sorte qu'elle est de plus en plus exposée au rendement de sa chaîne d'approvisionnement et tributaire de celui-ci. Des baisses de qualité, de fiabilité et de disponibilité de la chaîne d'approvisionnement pourraient engendrer des répercussions négatives sur les activités commerciales et les résultats de la Société.	Héroux-Devtek gère les risques liés aux fournisseurs en réalisant des audits fréquents auprès de ses fournisseurs et en maintenant des normes élevées, notamment en exigeant les accréditations AS9100 et Nadcap. La Société surveille le rendement des fournisseurs et atténue les pertes potentielles en s'assurant que les problèmes de qualité, le cas échéant, sont détectés au moyen de la gestion de la qualité à l'interne.

Risques externes

Les risques externes sont généralement hors du contrôle de la direction et résultent principalement de facteurs externes.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Concurrence et innovation	Héroux-Devtek évolue dans une industrie qui connaît une consolidation continue, ce qui a réduit le nombre total de concurrents de plus grande envergure, tout en stimulant sans cesse l'innovation en matière de technologies et de produits. Les compétiteurs de plus grande envergure peuvent disposer d'atouts les rendant plus concurrentiels pour les contrats importants, tout comme les compétiteurs qui proposent au marché des innovations technologiques. Dans les deux cas, la Société pourrait perdre des clients ou des occasions, ce qui nuirait à sa croissance et à sa rentabilité futures.	Héroux-Devtek gère le risque lié à la concurrence en accordant une grande importance à la satisfaction de la clientèle, au respect des échéanciers de livraison, à sa compétitivité lors des soumissions et au maintien d'un niveau élevé de qualité. La Société gère également le risque associé à l'innovation en suivant de près les développements technologiques et en réalisant de la recherche et développement à l'interne afin de demeurer à l'avant-garde de la technologie dans l'industrie.
Disponibilité et prix des matières premières	Les principales matières premières achetées par la Société sont l'acier, l'aluminium et le titane. L'offre et les prix de ces matériaux peuvent fluctuer en raison de facteurs hors du contrôle de la Société. La difficulté à obtenir des matières en quantité suffisante et en temps opportun, au même titre que l'augmentation de leurs prix, pourrait avoir une incidence négative importante sur les activités et les résultats financiers de Héroux-Devtek.	La Société atténue ces risques en incluant diverses clauses dans certains contrats de vente à long terme, lesquelles dispositions prévoient le partage, avec ses clients, des risques liés à la disponibilité et au prix des matières premières. Héroux-Devtek négocie aussi des ententes d'approvisionnement à long terme avec ses fournisseurs de certaines matières premières et surveille sa chaîne d'approvisionnement pour s'assurer que les livraisons se fassent en temps opportun.

RISQUE	DESCRIPTION	APPROCHE DE GESTION DU RISQUE
Conjoncture économique	Bien que les secteurs de l'aérospatiale et de la défense se soient avérés relativement résilients sur le long terme face aux perturbations économiques, ils ne sont pas immunisés contre les ralentissements à court terme lorsque les conditions de marché se répercutent sur leurs clients. Ces conditions de marché peuvent être causées par un certain nombre de facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, les pandémies mondiales, l'instabilité politique, les activités terroristes ou les catastrophes naturelles. Ces conditions défavorables peuvent avoir des répercussions négatives sur Héroux-Devtek notamment en réduisant ses ventes, ce qui pourrait entraîner pour la Société des coûts importants associés à des mises à pied temporaires et des licenciements.	<p>Bien que la direction n'ait aucun contrôle direct sur les conditions économiques, Héroux-Devtek gère ce risque de manière indirecte en maintenant un portefeuille de clients et de programmes bien diversifié tant d'un point de vue géographique que de celui des segments de marché. Cette diversification pourrait réduire l'impact global d'un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces segments sur l'ensemble de la Société.</p> <p>Ce risque est réduit encore davantage du fait des efforts soutenus déployés par Héroux-Devtek pour gérer les coûts, le capital et la rentabilité de manière à maintenir une situation financière saine lui permettant d'être plus résiliente en cas de ralentissements inattendus.</p>
Dépenses en matière de défense	Les dépenses en matière de défense sont approuvées par les gouvernements sur une base annuelle et sont tributaires du climat politique et de l'évolution des priorités. Des mesures d'austérité ou une réduction des dépenses en matière de défense de la part d'un gouvernement, en particulier celui des États-Unis, pourraient entraîner une baisse importante de la demande pour les produits de la Société liés au secteur de la défense.	Le portefeuille diversifié de la Société qui comprend un nombre croissant de produits destinés au secteur commercial, des programmes de défense à l'extérieur des États-Unis et un bon équilibre entre les activités de fabrication et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire permet de réduire l'impact éventuel d'une réduction des dépenses en matière de défense de certains gouvernements.
Questions d'ordre environnemental	Les activités de la Société sont assujetties aux lois et règlements en matière d'environnement relatifs aux risques pour la santé humaine et l'environnement. Ces lois et règlements, ainsi que les possibles charges connexes, sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable important sur les activités et la situation financière de la Société.	<p>Héroux-Devtek gère ce risque en mettant en place des systèmes et politiques de gestion permettant de gérer et de surveiller l'impact environnemental que pourraient avoir ses activités, s'il y a lieu.</p> <p>Dans l'éventualité où un incident environnemental entraînerait une perte plus importante, la Société souscrit également à des polices d'assurance susceptibles d'atténuer en partie ces pertes.</p>

INDICATEURS DE RENDEMENT CLÉS

Héroux-Devtek évalue le rendement global de la Société à l'aide des éléments suivants :

- la rentabilité
- les liquidités
- la croissance et la position concurrentielle
- la situation financière

À cette fin, la Société a développé des indicateurs de rendement clés («IRC»). Le tableau qui suit présente ces indicateurs ainsi que les éléments qu'ils permettent d'évaluer :

ÉLÉMENT DE RENDEMENT	IRC	MESURES
Rentabilité	Marge brute	Rendement des activités de fabrication
	Résultat opérationnel ajusté ¹	Rendement opérationnel
	Résultat net ajusté ¹	Rentabilité globale
	BPA ajusté ¹	Rentabilité globale et rendement pour les actionnaires
	Rendement sur l'actif net utilisé («RANU»)	Rendement du capital investi
Liquidités	BAIIA ajusté ¹	Génération de liquidités globale
	Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	Génération de liquidités d'exploitation
	Flux de trésorerie disponibles ¹	Génération de liquidités nettes
Croissance et position concurrentielle	Ventes	Croissance
	Carnet de commandes fermes	Commandes fermes en cours
Situation financière	Fonds de roulement	Liquidités disponibles
	Ratio dette nette/BAIIA ajusté	Endettement
	Ratio dette nette/capitaux propres	Structure de capital globale

¹⁾ *Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.*

En plus des mesures susmentionnées, la Société utilise à l'interne d'autres mesures comme l'utilisation de la capacité de production, de même que les livraisons en temps opportun et les coûts liés à la non-qualité afin de mesurer la satisfaction de la clientèle.

Le régime de rémunération incitative offert par Héroux-Devtek à ses dirigeants repose en partie sur l'atteinte d'objectifs globaux ou divisionnels établis en regard de certaines des mesures énumérées plus haut, notamment le résultat opérationnel, le RANU, le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté. La rémunération incitative repose aussi sur l'atteinte d'objectifs individuels et, en ce qui concerne la rémunération fondée sur des actions, sur le rendement du cours de l'action.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Héroux-Devtek a recours à des instruments financiers dérivés comme outils de gestion du risque afin d'atténuer certains risques de change, les risques liés aux taux d'intérêt ou d'autres risques de prix auxquels elle est exposée. La direction utilise ces instruments dérivés conformément aux lignes directrices prévues par la politique de gestion du risque de la Société. Se reporter à la rubrique intitulée «Gestion du risque» dans la section *Renseignements supplémentaires* pour obtenir plus de détails concernant les pratiques de Héroux-Devtek en matière de gestion du risque.

Au 31 mars 2020, ces instruments financiers dérivés s'établissaient comme suit :

Contrats de change à terme

Se reporter à la rubrique intitulée «Opérations sur devises» dans la section *Aperçu général* pour obtenir des renseignements concernant l'exposition de la Société aux risques de change, de même que les instruments financiers dérivés utilisés pour en atténuer l'impact. Voir également la note 32 afférente aux états financiers consolidés.

Swaps de devises et de taux d'intérêt

L'acquisition de CESA expose la Société à de nouveaux risques de fluctuation du taux de change et des taux d'intérêt à l'égard de l'investissement en euros. Une diminution de la valeur de l'euro par rapport au dollar canadien ferait baisser la valeur de cet investissement dans un établissement à l'étranger, et une augmentation des taux d'intérêt de la dette sous-jacente ferait augmenter les frais financiers nets connexes.

Au 31 mars 2020, la Société avait conclu les swaps de devises et de taux d'intérêt suivants afin d'atténuer les risques de change et de taux d'intérêt :

Montant notionnel	Équivalent en euros	Taux d'intérêt	Mise en place	Échéance
29 370 \$ US	25 000 €	1,86 %	Octobre 2017	Mai 2022
50 000 \$ CA	34 110 €	3,40 %	Octobre 2017	Septembre 2025
17 523 \$ US	15 000 €	Euribor 1 mois + 1,74 %	Septembre 2018	Mai 2022
10 000 \$ CA	6 658 €	2,68 %	Juin 2019	Septembre 2025

Swap sur actions

Le résultat net de la Société est exposé aux fluctuations du cours des actions de la Société en raison des UAD et des UAR (voir la note 22 afférente aux états financiers consolidés). Afin d'atténuer cette exposition, la Société a conclu un swap sur actions avec une institution financière.

Aux termes de cette entente, après règlement, la Société obtient un paiement pour toute plus-value du cours des actions, tandis qu'elle effectue un paiement à l'institution financière pour toute moins-value du cours des actions. L'incidence nette du swap sur actions neutralise en partie les fluctuations du cours des actions de la Société qui influent sur la charge découlant des UAD et UAR incluse dans les frais de vente et d'administration de la Société.

Au 31 mars 2020, le swap sur actions visait 300 000 actions ordinaires de la Société (245 000 au 31 mars 2019) à un prix de 13,52 \$ (12,68 \$ au 31 mars 2019). Cette entente est un instrument dérivé qui ne fait pas partie d'une relation de couverture désignée et viendra à échéance en juin 2021.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* («Règlement 52-109»), la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires et annuels d'information continue.

Au 31 mars 2020, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société, au sens défini dans le Règlement 52-109, a également été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures sont efficaces. Cette évaluation a tenu compte de la politique de communication de l'information de la Société et du fonctionnement de son comité de communication de l'information.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Au 31 mars 2020, sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, au sens défini dans le Règlement 52-109, a été réalisée. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus et fonctionnent de manière efficace pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers consolidés ont été dressés conformément aux IFRS. Toutefois, un système de contrôle, peu importe la qualité de sa conception ou de sa mise en application, ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs qu'il vise sont atteints.

Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de l'information financière

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice clos le 31 mars 2020 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation des passifs éventuels à la date de clôture. L'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants aux résultats financiers de la Société ou à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Les principales estimations et hypothèses sont les suivantes :

Incidence de la COVID-19

Les incertitudes entourant la pandémie de COVID-19 ont nécessité le recours à des estimations et des jugements importants. Au 31 mars 2020, la Société a procédé à une évaluation du risque de dépréciation de ses actifs, y compris une revue détaillée du risque de crédit découlant de ses comptes clients, une évaluation de ses niveaux de stocks pour déterminer les risques de stocks excédentaires ou obsolètes, et une évaluation du goodwill et autres actifs incorporels. À la suite de ces évaluations, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation hors trésorerie de 85,8 millions de dollars. Pour les périodes futures de présentation de l'information financière, en raison des incertitudes actuelles entourant l'incidence de la COVID-19, il existe un risque important que des ajustements significatifs de la valeur comptable des postes suivants soient nécessaires : les comptes clients, les stocks, les immobilisations corporelles, les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, les actifs d'impôt différé, le goodwill, la provision au titre des contrats déficitaires, les prêts des autorités gouvernementales et les obligations au titre des prestations définies. Comme il s'agit d'un risque émergent, il est impossible à l'heure actuelle de prédire la durée et l'incidence financière de la pandémie de COVID-19 et, par le fait même, les estimations de la mesure dans laquelle la COVID-19 pourrait nuire de façon significative à la situation financière consolidée, aux activités et aux résultats financiers consolidés de la Société font l'objet d'une incertitude importante.

Dépréciation des actifs non financiers

Il y a dépréciation lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux imputables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget et du plan stratégique de cinq ans de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagée ni les importants investissements à venir qui pourraient améliorer le rendement de l'UGT qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie, aux flux de trésorerie futurs attendus et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 17 afférente aux états financiers consolidés.

Actifs d'impôt différé

Il existe des incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes ainsi qu'au montant et à l'échéancier du résultat fiscal futur. La Société constitue des provisions, fondées sur des estimations raisonnables, pour tenir compte des conséquences possibles des vérifications

effectuées par les autorités fiscales. Le montant de ces provisions est fonction de différents facteurs, comme les antécédents découlant de vérifications fiscales et les divergences d'interprétation de la réglementation fiscale par l'entité imposable et l'administration fiscale.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées et les différences temporaires déductibles dans la mesure où il est probable que la Société disposera de résultats imposables auxquels ces pertes et différences temporaires déductibles pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment probable où la Société disposera de résultats imposables futurs et du montant de ceux-ci ainsi que des stratégies de planification fiscale futures.

Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, les hausses salariales futures et les taux de mortalité afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante. Les principales hypothèses utilisées pour déterminer les obligations au titre des prestations définies et la charge de retraite, y compris une analyse de sensibilité, sont présentées à la note 25 afférente aux états financiers consolidés.

Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives aux flux de trésorerie attendus des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser, à la durée attendue des avantages et aux quantités prévues aux contrats. Aux fins du test de dépréciation, la Société exerce son jugement pour recenser les entrées et sorties de trésorerie. La valeur recouvrable est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de la vente, habituellement établie à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actualisés. Les autres hypothèses utilisées pour établir la valeur recouvrable comprennent le taux d'actualisation applicable et les flux de trésorerie futurs attendus qui comprennent les coûts d'achèvement des activités de développement.

Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir au cours de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

Prêts des autorités gouvernementales

La Société a des prêts auprès d'autorités gouvernementales assortis de modalités de remboursement variables. Les remboursements annuels effectués sur ces prêts varient habituellement en fonction des ventes de certains programmes ou secteurs de la Société. Aux fins de la comptabilisation de la valeur actualisée de ces prêts selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ou de la comptabilisation initiale de l'aide gouvernementale, la direction doit estimer la croissance future des ventes de ces programmes ou secteurs sur la durée prévue du prêt. Ces prévisions servent à déterminer le taux d'intérêt effectif et le calendrier des remboursements prévus. Dans l'établissement de ces montants, la direction s'appuie sur les taux d'intérêt du marché et sur des hypothèses à l'égard notamment des nouvelles commandes actuelles et futures, des carnets de commandes de l'industrie, des cadences de production des fabricants d'équipement d'origine («OEM»), des perspectives économiques, de la stabilité des taux de change et de la capacité de la Société à réaliser les principaux mandats qui lui sont confiés.

Relations clients

Les relations clients acquises dans le cadre d'acquisitions d'entreprises sont considérées être des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée. Leur valeur a été estimée au moment de l'acquisition au moyen de méthodes d'évaluation reposant sur diverses hypothèses sous-jacentes, qui touchent notamment :

- les commandes futures attendues;
- l'exécution opérationnelle et la gestion des coûts;
- la stabilité de la conjoncture économique, y compris les taux de change;
- les cadences de production;
- les dépenses des gouvernements.

Les relations clients sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée d'utilité, sans dépasser 15 ans.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2019, la Société a adopté IFRS 16, qui remplace IAS 17. La nouvelle norme modifie de façon importante la façon dont une société comptabilise les contrats de location. Elle établit les principes que doivent appliquer les deux parties à un contrat, soit le client (le preneur) et le fournisseur (le bailleur), afin de fournir l'information pertinente à propos des contrats de location de manière à représenter fidèlement ces transactions. Pour atteindre cet objectif, un preneur doit comptabiliser les actifs et les passifs découlant d'un contrat de location selon un modèle unique alors qu'auparavant, les contrats de location étaient classés comme des contrats de location-financement ou des contrats de location simple. La plupart des contrats de location sont comptabilisés au bilan consolidé de la Société. Certaines exemptions s'appliquent aux contrats de location à court terme et à la location d'actifs de faible valeur.

Actifs au titre de droits d'utilisation

Les actifs au titre de droits d'utilisation sont évalués au coût. Le coût est fondé sur le montant initial de l'obligation locative ajusté, le cas échéant, en fonction des paiements de loyers versés à la date de début ou avant cette date et auquel s'ajoutent les coûts directs initiaux engagés et une estimation des coûts pour le démantèlement et l'enlèvement du bien sous-jacent ou pour la remise en état du bien sous-jacent ou pour la restauration du lieu sur lequel repose le bien, déduction faite des avantages incitatifs reçus.

Le coût des actifs au titre de droits d'utilisation est périodiquement diminué de la charge d'amortissement et des pertes de valeurs, le cas échéant, et ajusté pour tenir compte de certaines réévaluations de l'obligation locative. Les actifs au titre de droits d'utilisation sont amortis selon le mode linéaire sur la durée d'utilité ou la durée du contrat de location, selon la période la plus courte, étant donné que ce mode reflète le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs. La durée du contrat de location comprend les options de renouvellement que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les durées des contrats de location s'échelonnent de 1 à 20 ans pour les bâtiments et de 1 à 6 ans pour la machinerie, l'équipement et l'outillage.

Obligations locatives

À la date de début du contrat de location, la Société comptabilise les obligations locatives évaluées à la valeur actualisée des paiements de loyers à effectuer sur la durée du contrat de location. Les paiements de loyers comprennent principalement les paiements fixes, déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir, et le prix d'exercice de l'option d'achat que la Société a la certitude raisonnable d'exercer. Les paiements de loyers variables qui ne sont pas fonction d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période au cours de laquelle se produit l'événement ou la situation qui est à l'origine de ces paiements.

Pour calculer la valeur actualisée des paiements de loyers, la Société utilise le taux d'emprunt marginal à la date de début du contrat de location si le taux d'intérêt implicite du contrat de location ne peut être déterminé facilement. Après la date de début, le montant des obligations locatives est majoré pour refléter l'accumulation des intérêts et réduit en fonction des paiements de loyers versés. En outre, la valeur comptable des obligations locatives est réévaluée s'il y a une modification, un changement dans la durée du contrat de location, un changement aux paiements de loyers fixes en substance ou un changement dans l'appréciation visant à déterminer si le bien sous-jacent sera acheté.

La Société détermine la durée du contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable d'exercer ou les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la Société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. Après la date de début, la Société réapprécie la durée du contrat de location s'il se produit un événement ou changement de circonstance important qui dépend de sa volonté et qui a une incidence sur sa capacité d'exercer ou non l'option de renouvellement (p. ex., un changement de la stratégie d'affaires).

Effet de l'adoption d'IFRS 16

L'adoption d'IFRS 16 a eu une incidence sur le bilan et l'état des résultats consolidés puisque les contrats de location simple ont été capitalisés, des obligations locatives correspondantes ont été comptabilisées et les charges locatives ont été remplacées par l'amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation et par une charge de désactualisation comptabilisée sur l'obligation connexe. En outre, les remboursements de principal des obligations locatives sont maintenant présentés dans les activités de financement des états des flux de trésorerie consolidés, alors qu'en fonction de la norme antérieure, ces paiements étaient présentés dans les activités d'exploitation avant le 1^{er} avril 2019.

La Société a appliqué cette norme selon l'approche rétrospective modifiée (sans retraitement des données comparatives) pour l'exercice commençant le 1^{er} avril 2019. Certains contrats de location n'ont pas été comptabilisés au bilan consolidé, puisque la Société s'est prévaluée de mesures de simplification. La Société a choisi d'appliquer les mesures de simplification suivantes :

- Comptabiliser les contrats de location dont la durée résiduelle est inférieure à 12 mois à compter de la date effective comme contrats de location à court terme
- Comptabiliser les contrats de location à court terme et les contrats de location de faible valeur selon la méthode linéaire dans les charges d'exploitation aux états des résultats consolidés

L'application d'IFRS 16 a eu les incidences suivantes sur l'état des résultats consolidé :

Augmentation (diminution)	31 mars 2020
Coût des ventes et frais de vente et d'administration	
Amortissement	3 098 \$
Autres (charges locatives)	(3 679)
Résultat opérationnel	581
Frais financiers	1 283
Charge d'impôt différé	(175)
Résultat net et résultat global	(527) \$

Augmentation (diminution)	Au 1 ^{er} avril 2019
Immobilisations corporelles, montant net	14 892 \$
Dette à long terme ¹	14 892

¹ L'incidence sur la tranche à court terme de la dette à long terme correspond à un montant de 2 520 \$ au 1^{er} avril 2019.

Le tableau suivant présente le rapprochement entre les engagements liés aux contrats de location simple au 31 mars 2019 et les obligations locatives supplémentaires au 1^{er} avril 2019 :

Engagements liés aux contrats de location simple au 31 mars 2019	16 823 \$
Actualisation des contrats de location simple au 1 ^{er} avril 2019 ¹	(1 068)
Engagements découlant de la modification des hypothèses sur la durée des contrats de location et de la prise en compte des composantes non locatives	1 002
Contrats de location pour lesquels la Société s'est engagée, mais non encore en vigueur au 1 ^{er} avril 2019	(1 865)
Obligations locatives supplémentaires au 1 ^{er} avril 2019	14 892 \$
Contrats de location-acquisition préexistants au 1 ^{er} avril 2019	20 411
Total des obligations locatives au 1 ^{er} avril 2019	35 303 \$

¹ À la date de l'adoption d'IFRS 16, le taux d'emprunt marginal moyen pondéré était de 4,2 %.

Le tableau suivant présente le rapprochement des actifs au titre de droits d'utilisation de la Société au 31 mars 2020 :

	Bâtiments et aménagements des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage ¹	Autres	Total
Coût :				
Au 1 ^{er} avril 2019	12 969 \$	41 368 \$	1 271 \$	55 608 \$
Acquisitions	6 498	3 454	206	10 158
Acquisitions d'entreprises	6 844	—	—	6 844
Incidences des variations des taux de change	418	5	49	472
Au 31 mars 2020	26 729 \$	44 827 \$	1 526 \$	73 082 \$
Amortissement cumulé :				
Au 1 ^{er} avril 2019	— \$	(10 006) \$	— \$	(10 006) \$
Charge d'amortissement	(2 201)	(5 741)	(513)	(8 455)
Incidences des variations des taux de change	(49)	(1)	(19)	(69)
Au 31 mars 2020	(2 250) \$	(15 748) \$	(532) \$	(18 530) \$
Valeur comptable nette au 31 mars 2020	24 479 \$	29 079 \$	994 \$	54 552 \$

¹ Comprennent les actifs préexistants loués en vertu de contrats de location-acquisition (valeur comptable nette de 30 710 \$ au 1^{er} avril 2019).

Le tableau suivant présente les obligations locatives de la Société au 31 mars 2020 :

	Obligations locatives
Solde au 31 mars 2019	20 411 \$
Adoption d'IFRS 16 (notes 3 et 26)	14 892
Solde au 1 ^{er} avril 2019	35 303 \$
Entrées	10 158
Acquisition d'entreprises	6 844
Paiements de loyers	(9 566)
Charge d'intérêts sur les obligations locatives	1 819
Incidence des variations des taux de change	107
Solde au 31 mars 2020	44 665 \$

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Le tableau qui suit présente les principales données financières trimestrielles :

Exercices	2020				2019			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes	166 800 \$	157 253 \$	145 516 \$	143 427 \$	157 914 \$	144 528 \$	95 665 \$	85 770 \$
Résultat opérationnel	(64 426)	13 466	10 519	10 371	15 190	11 904	5 289	4 857
Résultat opérationnel ajusté ¹	17 577	13 466	10 519	10 986	16 208	13 973	6 165	5 217
BAlIA ajusté ¹	28 609	24 563	21 510	21 509	25 910	22 883	13 176	12 244
Résultat net	(72 113)	8 705	6 307	6 443	11 958	7 390	3 294	3 552
Résultat net ajusté ¹	13 695	8 705	6 307	6 959	12 794	9 367	4 405	3 786
<i>En dollars par action</i>								
(Perte) bénéfice par action – de base et dilué(e)	(1,98) \$	0,24 \$	0,18 \$	0,18 \$	0,34 \$	0,20 \$	0,09 \$	0,10 \$
Bénéfice par action ajusté ¹	0,38	0,24	0,18	0,19	0,36	0,26	0,12	0,10
<i>En millions d'actions</i>								
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	36,4	36,7	36,7	36,6	36,5	36,4	36,5	36,4
<i>En millions de dollars à la fin de la période</i>								
Carnet de commandes fermes	810 \$	839 \$	769 \$	747 \$	624 \$	629 \$	479 \$	454 \$

¹⁾ Mesure financière non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Tendances saisonnières

Les activités de Héroux-Devtek connaissent habituellement un ralentissement au premier semestre, comparativement au deuxième semestre, en raison de facteurs saisonniers comme les arrêts de production dans les usines et les vacances estivales.

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les exercices clos les 31 mars :

	2020	2019	2018
Ventes	612 996 \$	483 877 \$	386 564 \$
Résultat opérationnel	(30 070)	37 240	23 378
Résultat opérationnel ajusté ¹	52 548	41 563	30 325
BAIIA ajusté ¹	96 191	74 213	56 904
Résultat net	(50 658)	26 194	13 674
Résultat net ajusté ¹	35 666	30 352	24 213
(Perte) bénéfice par action (\$) – de base et dilué(e)	(1,38)	0,73	0,38
Bénéfice par action ajusté ¹ (\$)	1,00	0,84	0,67
Trésorerie et équivalents de trésorerie	45 841	35 128	93 209
Total de l'actif	898 848	872 767	632 162
Passifs financiers à long terme ²	314 363	268 273	137 388

¹ Mesure financière non conforme aux IFRS. Veuillez consulter la rubrique intitulée «Mesures financières non conformes aux IFRS» dans la section Résultats d'exploitation pour les définitions et les rapprochements aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

² Représentent la dette à long terme, y compris la tranche à court terme, les instruments financiers dérivés à long terme ainsi que les passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite inclus dans les autres passifs.

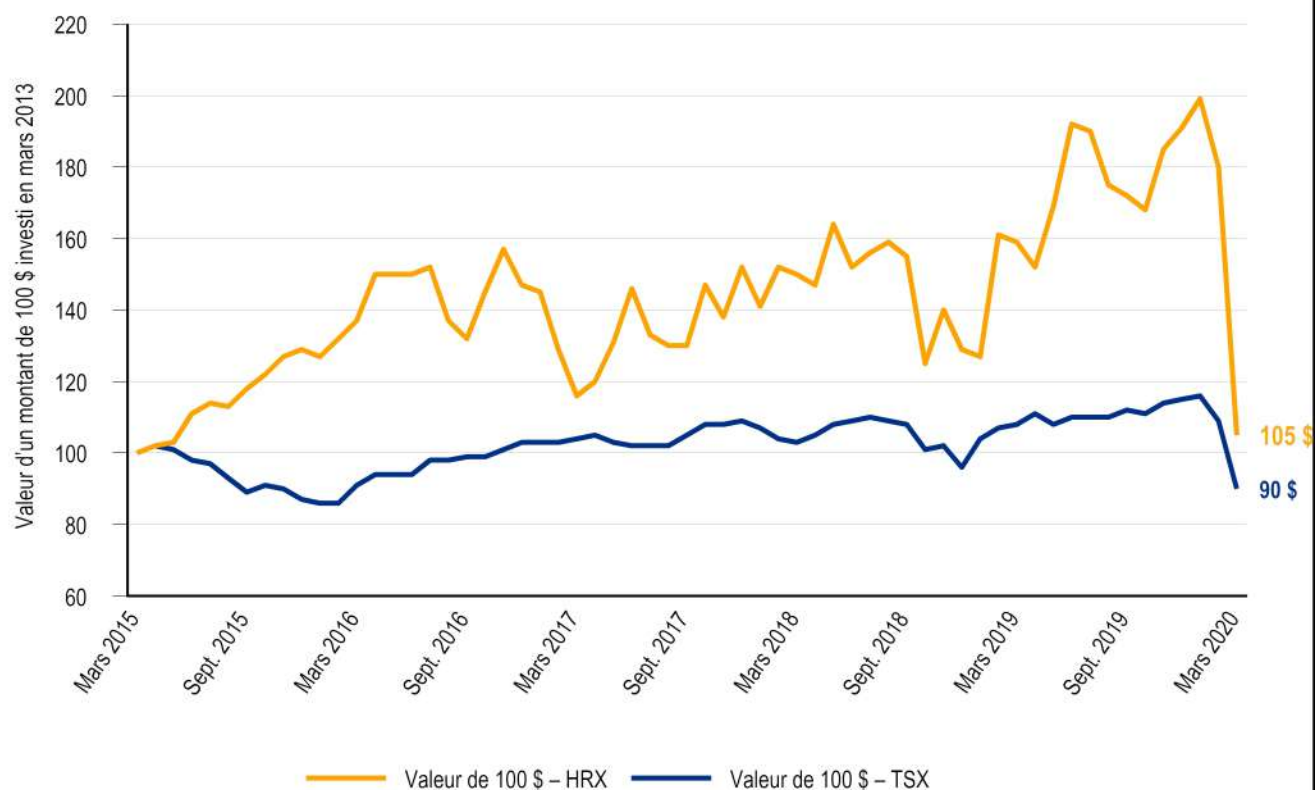
INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

Date prévue de publication des résultats financiers

Exercice 2021

Premier trimestre	7 août 2020
Deuxième trimestre	13 novembre 2020
Troisième trimestre	5 février 2021
Quatrième trimestre	20 mai 2021

HRX rendement du capital investi – 5 ans



RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES ET INFORMATION CONTINUE

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 20 mai 2020. Des renseignements supplémentaires concernant la Société, notamment la notice annuelle, peuvent être consultés sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com.



INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

Le 7 août 2020, à 10 h

Assemblée virtuelle par webdiffusion à l'adresse

[https://www.herouxdevtek.com/fr/nouvelles-et-](https://www.herouxdevtek.com/fr/nouvelles-et-evenements/evenements)

[evenements/evenements](https://www.herouxdevtek.com/fr/nouvelles-et-evenements/evenements) ou directement à

<https://web.lumiagm.com/105412381>.

AGENT DES TRANSFERTS ET REGISTRAIRE

Société de fiducie Computershare

1500, boul. Robert-Bourassa, 7^e étage

Montréal (Québec) Canada H3A 3S8

514 982-7555 / 1 800 564-6253

AUDITEURS

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

900, boul. de Maisonneuve ouest, bureau 2300

Montréal (Québec) H3A 0A8

514 875-6060

INSCRIPTON BOURSIÈRE

Les actions sont négociées à la Bourse de Toronto.

Symbole : HRX

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Héroux-Devtek Inc.

450 679-3330

ir@herouxdevtek.com

Hugo Delorme

514 700-5550, poste 555

hdelorme@mercureconseil.ca



HEROUXDEVTEK.COM

COORDONNÉES

1111, rue Saint-Charles Ouest, suite 600
Tour Ouest, Complexe Saint-Charles
Longueuil (Québec) Canada J4K 5G4
450 679-3330